



CHAPITRE 89

Loi des mines

CHAPTER 89

Mining Act

Applica-
tion de la
loi.

1. Le ministre des richesses naturelles est chargé de l'application de la présente loi. S. R. 1941, c. 196, a. 2.

1. The Minister of Natural Resources shall have charge of the carrying out of this act. R. S. 1941, c. 196, s. 2. Carrying out of act.

« Service
des
mines ».

2. Afin de pourvoir plus efficacement à l'administration de la présente loi, un service spécial appelé « service des mines », est établi dans le ministère des richesses naturelles. S. R. 1941, c. 196, a. 3 (*partie*).

2. In order to provide more effectively for the administering of this act, a special division called "Bureau of Mines" shall be established in the Department of Natural Resources. R. S. 1941, c. 196, s. 3 (*part*). "Bureau of Mines".

Direc-
teur.

3. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un directeur du Service des mines et pourvoir à sa rémunération suivant les dispositions de la Loi du service civil (chap. 13). Celui-ci, sous l'autorité du ministre, a la direction de toutes les matières relevant de ce service.

3. The Lieutenant-Governor in Council may appoint a Director of the Bureau of Mines and provide for his remuneration in accordance with the provisions of the Civil Service Act (Chap. 13). The latter shall, subject to the authority of the Minister, have the direction of all questions connected with such Bureau. Director.

Pouvoirs.

Autorité.

Il peut, à ce titre, valablement apposer sa signature officielle et par là donner force et autorité à tous documents quelconques qui sont ou peuvent être émis en vertu du présent chapitre. S. R. 1941, c. 196, a. 3 (*partie*).

He may, in such capacity, validly affix his official signature and thereby give force and authority to any document whatsoever issued or which may be issued under this act. R. S. 1941, c. 196, s. 3 (*part*). Powers. Authority.

SECTION I

DIVISION I

DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

DECLARATORY AND INTERPRETATIVE

Interpré-
tation:

4. Dans la présente loi, ainsi que dans tous les arrêtés en conseil ou les règlements promulgués en vertu de ses dispositions, si le contexte ou la matière ne s'y oppose:

4. In this act, as well as in all orders-in-council or regulations promulgated in virtue thereof, unless the context or subject-matter otherwise requires: Interpretation:

« miner »

1° Les mots « miner », « faire des fouilles », « exploiter » et « exploitation » signifient et désignent tout procédé ou toute opération par lesquels on peut miner, fouiller, tirer, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de

(1) The words "to mine" and "mining" "mine"; mean any mode or method of working whatsoever, whereby the soil or earth, or any rock or stone is disturbed, removed, carted, carried, washed, sifted, smelted, refined, crushed or otherwise dealt with,

quelque autre manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques ou tous autres travaux que le ministre peut considérer utiles au développement d'un claim minier, d'un terrain sous permis de mise en valeur, d'une concession minière, ou d'une région minière;

« mines »
et
« mine-
rais »;

Excep-
tions;

2° Les mots « mines et minerais » signifient et comprennent toute pierre ou roche, terre alluviale ou non, où il se rencontre de l'or, de l'argent, de l'étain, du cuivre, du fer, du phosphate de chaux, de l'amiant, du manganèse, du feldspath, du kaolin ou toute substance minérale susceptible d'être tirée du sol avec profit, à l'exception du sable et du gravier utilisé pour mortier et béton, confection ou réparation de chemins, remblais ou toutes autres fins de construction en général. Cependant les pierres à bâtir et de sculpture, les pierres à chaux, calcaire pour fondants, pierres à meules et à aiguiser, le gypse, les argiles communes utilisées à la fabrication de matériaux de construction, des briques réfractaires, de poterie, de céramique, les eaux minérales, la terre d'infusoires ou tripoli, la terre à foulon et la tourbe, lorsque ces minéraux se trouvent isolément sur les terres appartenant à des particuliers, ne sont ni des mines ni des minerais aux termes susdits;

« divi-
sion
minière »;

3° Les mots « division minière » signifient et désignent toute étendue de territoire érigée en division minière sous la présente loi;

« terres
publi-
ques » ou
« terres
de la cou-
ronne »;

4° Les mots « terres publiques » ou « terres de la couronne » signifient et désignent toutes terres de la couronne, terres de l'ordonnance dont la propriété a été transférée à la province, terres du clergé ou terres des jésuites, du domaine de la couronne ou de la seigneurie de Lauzon, qui n'ont pas été aliénées par la couronne;

« terres
des par-
ticuliers »;

5° Les mots « terres des particuliers » désignent toutes terres concédées ou autrement aliénées par la couronne, autres que les concessions ou terrains miniers vendus par la couronne comme tels, ou qui le seront à l'avenir;

« particu-
lier »;

6° Le mot « particulier » signifie toute personne qui possède, comme propriétaire ou à titre d'usufruit, un terrain sur lequel il existe ou est supposé exister une mine quelconque;

for the purpose of obtaining any minerals or any other work which the Minister may consider useful for developing a mining claim, land under a development license, a mining concession or a mining region;

(2) The words "mines" and "minerals" mean and include all stone, rock, alluvial or other earth, containing gold, silver, tin, copper, iron, phosphate of lime, asbestos, manganese, felspar, kaolin or any mineral substance of appreciable value, with the exception of sand and gravel used for mortar and concrete, road making or road repairing, embankments or any other building purpose generally. Nevertheless, building-stone and stone used for sculpture, limestone, calcite used as flux, millstones and grindstones, gypsum, common clay used for building purposes, fire brick, pottery, ceramic substances, mineral waters, infusory earths or tripoli, fuller's earth and peat, when such minerals are found separate from other substances in the lands of private persons, are neither mines nor minerals within the meaning of the above;

(3) The words "mining division" mean any territory erected into a mining division under this act;

(4) The words "public lands" or "Crown lands" mean all Crown lands or ordinance lands transferred to the Province, clergy lands or lands of the Jesuits' estates, Crown domain or seigniorie of Lauzon, which have not been alienated by the Crown;

(5) The words "private lands" mean all lands conceded or otherwise alienated by the Crown, other than mining concessions or lands conceded by the Crown as such, or which shall be hereafter conceded;

(6) The words "private person" mean any person who possesses a lot of land, as owner or usufructuary, upon which mines or minerals exist or are supposed to exist;

- « permis de mise en valeur » ; 7° Les mots « permis de mise en valeur » signifient le permis que doit se procurer tout détenteur de claims qui, à l'expiration de la durée de ces claims, désire continuer les travaux de prospection et de développement, en payant la rente fixée par la loi;
- « certificat de mineur » ; 8° Les mots « certificat de mineur » signifient l'autorisation à tout prospecteur de faire la recherche des mines en général sur toutes les terres où les droits de mine appartiennent à la couronne, et le droit de marquer des claims;
- « claim » ; 9° Le mot « claim » sert à désigner l'étendue de terrain comprise dans les limites du piquetage entourant une découverte;
- « porteur de permis » ; 10° Les mots « porteur de permis » signifient toute personne, société ou compagnie, qui a obtenu un permis en vertu de la présente loi, et les mots « porteur de certificat de mineur » signifient la personne qui a obtenu tel certificat;
- « passage mitoyen » ; 11° Les mots « passage mitoyen » désignent une certaine étendue de terre ou de roc laissée entre deux excavations;
- « minéraux ou métaux supérieurs » ; 12° Les mots « minéraux ou métaux supérieurs » signifient tous les minéraux, sauf les produits de peu de valeur et les matériaux de construction, tels que la tourbe, le fer des marais (*bog ores*), les ocres, l'argile, la marne, les eaux minérales et les pierres employées pour la construction, telles que calcaires, grès, granit, lesquels sont dénommés « minéraux inférieurs » ;
- « minéraux inférieurs » ; 13° Les mots « concession minière » signifient toute étendue de terre vendue pour l'exploitation des mines;
- « concession minière souterraine » ; 14° Les mots « concession minière souterraine » s'entendent de toute propriété minière souterraine vendue pour l'exploitation des mines, en vertu de la présente loi;
- « ministre » ; 15° Le mot « ministre », lorsqu'il est employé seul, signifie le ministre des richesses naturelles;
- « production de mines » ; 16° Les mots « production de mine » comprennent les substances minérales provenant de la mine, telles que vendues, expédiées ou mises sur le marché, y compris celles qui sont traitées en tout ou en partie dans les ateliers de préparation ou usines faisant partie de l'exploitation;
- « valeur brute de la production annuelle » ; 17° Les mots « la valeur brute de la production annuelle » signifient la valeur réelle des minerais et minéraux aux prix
- (7) The words "development license" mean the license which must be obtained by any claim-holder who, at the expiration of the duration of his claim, wishes to continue prospecting and development work, on paying the rent fixed by law;
- (8) The words "miner's certificate" mean the authorization granted to any prospector to prospect for mines generally on all lands on which the mining rights belong to the Crown, and to stake out claims;
- (9) The word "claim" means the land between the stakes surrounding a discovered mine;
- (10) The word "licensee" means any person, firm or company that has obtained a license under this act; and the words "holder of a miner's certificate" mean the person who has obtained such certificate;
- (11) The words "party passage" mean a bank of earth or rock left between two excavations;
- (12) The words "superior metals" or "superior minerals" mean all minerals except products of little value and building material, such as peat, bog ores, ochres, clay, marl, mineral waters, and building-stone such as limestone, sandstone, or granite, which are called "inferior metals";
- (13) The words "mining concession" mean any tract of land sold for the purpose of mining;
- (14) The words "underground mining concession" mean any underground mining property sold for the purpose of mining under this act;
- (15) The word "Minister", when used alone, means the Minister of Natural Resources;
- (16) The word "output" includes the mineral-bearing substances coming from the mine, such as those sold, removed or placed upon the market, including therein those treated or partially treated at any smelter or mill forming part of the works;
- (17) The words "gross value of the year's output" mean the real value of the ore and minerals at the ruling market

du marché à l'époque à laquelle ils sont vendus ou utilisés. S'il y a doute à ce sujet les représentants du service des mines peuvent eux-mêmes évaluer les minerais ou minéraux vendus, utilisés ou expédiés par les exploitants et cette évaluation établit définitivement cette valeur brute;

« commis-
saire » ; 18° Le mot « commissaire » désigne le commissaire des mines;

« exploi-
tant ». 19° Le mot « exploitant » signifie et désigne toute personne qui fait ou dirige, ou permet que l'on fasse ou dirige, dans une mine dont elle est le propriétaire, le locataire ou l'occupant, l'une quelconque des opérations minières prévues par le paragraphe 1 du présent article.

Mesures
anglaises. Les mesurages sont faits et les distances sont comptées, en vertu de la présente loi, conformément aux mesures anglaises. S. R. 1941, c. 196, a. 4.

Applica-
tion. 5. 1. L'exception contenue dans le paragraphe 2 de l'article 4 s'applique aux concessions superficielles du passé comme à celles qui seront faites à l'avenir, tant dans les seigneuries que dans les cantons et dans le cas des concessions antérieures au 20 mars 1941, elle s'étend à la marne, aux ocres et à la steatite.

Statisti-
que. 2. L'exploitation des carrières et des minéraux désignés comme appartenant au propriétaire de la surface par le paragraphe 2 de l'article 4, ainsi que celle des sables et graviers pour fins de construction, demeure sujette aux dispositions de l'article 113 relativement à la statistique, et aux dispositions des articles 194 à 201, relativement à la protection des ouvriers. S. R. 1941, c. 196, a. 5.

Aubains. 6. Les aubains, comme les sujets britanniques, peuvent jouir des avantages de la présente loi, en se conformant à ses dispositions. S. R. 1941, c. 196, a. 6.

SECTION II

DE LA RÉSERVE DES DROITS DE MINE

Réserve
de plein
droit. 7. Depuis le 24 juillet 1880 (date de l'entrée en vigueur de la loi 43-44 Victoria, chapitre 12), il n'est pas nécessaire que les concessions et les ventes de terres du domaine public, par lettres patentes ou autres titres octroyés ou consentis par la couronne, et qui ne sont pas en même

prices at the time of their sale or of their use, and, in case of doubt, the representatives of the Bureau of Mines may themselves make an estimate of the value of the ores or minerals sold, utilized or shipped by the operators, and such estimate shall be final to establish the gross value;

(18) The word "Commissioner" means "Commis-
sioner"; the Mining Commissioner;

(19) The word "operator" means any "opera-
tor". person who makes or directs, or allows to be made or directed, in a mine owned, leased or occupied by him, any one of the mining operations contemplated by paragraph 1 of this section.

Measures or distances made or comput- English
ed in virtue of this act shall be according measure.
to English measure. R. S. 1941, c. 196,
s. 4.

5. (1) The exception contained in pa- Scope of
graph 2 of section 4 shall apply to excep-
surface concessions made in the past or to tion.
be made in the future, both in seigniories
and in townships, and in the case of
concessions made prior to the 20th of
March, 1941, it shall extend to marl,
ochres and soapstone.

(2) The working of quarries, and of the Statistics,
minerals declared to belong to the surface etc.
owner by paragraph 2 of section 4, as well
as that of sand and gravel for building
purposes, shall remain subject to the pro-
visions of section 113 respecting statistics,
and to the provisions of sections 194 to
201 respecting the protection of workmen.
R. S. 1941, c. 196, s. 5.

6. Aliens as well as British subjects Aliens.
may enjoy the benefit of this act by
complying with its provisions. R. S. 1941,
c. 196, s. 6.

DIVISION II

RESERVE OF MINING RIGHTS

7. From and after the 24th of July, Reserve
1880 (the date of the coming into force as of
of the act 43-44 Victoria, Chapter 12), it is right.
is not necessary, in any grant or sale of
Crown lands (not being at the same time
mining concessions) by letters patent or
other titles, granted or executed by the

temps des concessions minières, contiennent une réserve du droit de mine, laquelle réserve existe de plein droit en faveur de la couronne. S. R. 1941, c. 196, a. 7.

Crown, to mention the reserve of the mining rights, which reserve shall exist as of right in favour of the Crown. R. S. 1941, c. 196, s. 7.

Nature des droits. 8. À l'égard de la couronne, les droits de mine ainsi réservés tacitement forment une propriété souterraine distincte et indépendante de celle du terrain qui la recèle. S. R. 1941, c. 196, a. 8.

Nature of right. 8. As respects the Crown, mining rights so tacitly reserved constitute a property under the soil separate and independent from that of the soil that is above it. R. S. 1941, c. 196, s. 8.

Concessions avant 1880. 9. 1. Toutes les mines appartenant à la couronne, en vertu de la loi ou des titres de concession, dans le tréfonds des terres concédées avant le 24 juillet 1880, dans les cantons, excepté les mines d'or et d'argent, sont abandonnées par la couronne et appartiennent exclusivement au propriétaire de la surface, pourvu que celui-ci ne se soit pas départi de son droit de préemption consacré par les dispositions antérieures de la loi.

Concession before 1880. 9. (1) All mines belonging to the Crown under the law or titles of concession, and situated under the soil of land conceded before the 24th of July, 1880, in any township, with the exception of gold and silver mines, are abandoned by the Crown and belong exclusively to the owner of the surface, provided the latter has not divested himself of his right of preemption existing under the previous law.

Droit cédé par propriétaire. 2. Dans le cas où le propriétaire de la surface se serait départi de son droit de préemption, l'acquéreur de ce droit a, mais seulement sur les mines ainsi abandonnées, le premier et à l'exclusion de tous autres, le privilège de miner, à moins qu'il ne décline de le faire dans un délai de six mois sur valable mise en demeure de la part du propriétaire superficielle, à la suite d'une découverte exploitable d'un minerai quelconque.

Rights derived from surface owner. (2) When the owner of the surface has divested himself of his right of preemption, the person acquiring such right shall have the first and exclusive privilege of mining, but only in the mines so abandoned, unless he declines so to do within six months on being duly put in default on behalf of the surface owner, after any ore has been discovered in workable quantities.

Droits non affectés. 3. Dans le cas de mines visées par les paragraphes 1 et 2, lorsque les droits de mine et le droit de propriété du terrain appartiennent à la même personne, la vente de ce terrain pour défaut de paiement de taxes municipales ou scolaires ne transfère pas à l'adjudicataire la propriété des droits de mine sur ce terrain.

Rights safeguarded. (3) In the case of mines contemplated by subsections 1 and 2, when the mining rights and right of ownership of the land belong to the same person, the sale of such land for default of payment of municipal or school taxes shall not transfer to the purchaser the ownership of the mining rights on such land.

Mines retombant au domaine public. À compter de la date d'une telle vente, les mines se trouvant dans le tréfonds du terrain concerné et les droits de mine s'y rattachant retombent au domaine public de la Couronne et ces mines ne peuvent être ouvertes de nouveau au piquetage ou mises en vente qu'en vertu d'un décret du lieutenant-gouverneur en conseil, lequel prend effet après dix jours de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. 1941, c. 196, aa. 9 et 9a; 14-15 Geo. VI, c. 58, a. 1; 15-16 Geo. VI, c. 50, a. 1; 1-2 Eliz. II, c. 49, a. 1.

Mines reverting to public domain. As from the date of such sale, the mines in the subsoil of the land concerned and the mining rights attached thereto shall revert to the public domain of the Crown, and such mines may be opened to new staking or sold only in virtue of an order of the Lieutenant-Governor in Council, which shall take effect after ten days from its publication in the *Quebec Official Gazette*. R. S. 1941, c. 196, ss. 9 and 9a; 14-15 Geo. VI, c. 58, s. 1; 15-16 Geo. VI, c. 50, s. 1; 1-2 Eliz. II, c. 49, s. 1.

Terres
sous billet
de loca-
tion avant
1880.

10. Dans les concessions de terres faites avant le 24 juillet 1880 par simple billet de location, aux conditions usuelles d'établissement pour fins agricoles, mais pour lesquelles concessions des lettres patentes ou autres titres au même effet n'ont pas été émis, ou ne l'ont été que postérieurement à la date susdite, les mines d'or et d'argent seulement appartiennent à la couronne, s'il a été établi, avant le 1er janvier 1921, qu'à la date du 24 juillet 1880 l'acquéreur de ces terres ou ses ayants droit avaient accompli toutes les conditions du billet de location, et que des lettres patentes ou autres titres au même effet auraient pu alors être émis.

Terres
non
patentées
avant
1880.

Depuis le 1er janvier 1921, toutes les mines appartiennent à la couronne dans le tréfonds des terres qui, à la date du 24 juillet 1880, n'étaient pas encore patentées, sauf dans les cas où l'acquéreur ou ses ayants droit ont établi, à la satisfaction du ministre avant le 1er janvier 1921, que toutes les conditions du billet de location relativement à ce terrain avaient été accomplies à la date du 24 juillet 1880. S. R. 1941, c. 196, a. 10.

Droit de
préfé-
rence.

11. Si, au cours de l'exploitation d'une mine pour l'extraction d'un ou de plusieurs des minéraux ou minerais qui appartiennent aux propriétaires en vertu d'une disposition quelconque de la loi ou d'une concession minière, il en est découvert d'autres appartenant à la couronne, le propriétaire ainsi exploitant de bonne foi peut, dans les trois mois à compter de la mise en demeure par le service des mines, en obtenir la concession de préférence à tout autre, aux prix et conditions établis pour chacun de ces minerais ou minéraux, respectivement. Dans le cas où le propriétaire ainsi exploitant aurait déjà payé pour les métaux inférieurs, il n'a qu'à parfaire le montant exigé pour les métaux supérieurs. S. R. 1941, c. 196, a. 11.

SECTION III

DES DROITS SUR LES MINES

Droits.

12. La couronne a le droit de percevoir, à l'époque et de la manière ci-après déterminées, les droits imposés par la présente section.

10. In every grant of land made previous to the 24th of July, 1880, by simple location ticket, on the usual conditions of settlement for agricultural purposes, for which letters patent or similar titles were not issued, or were not issued until after the above-mentioned date, the gold and silver mines only shall belong to the Crown, if it was established before the 1st of January, 1921 that on the 24th of July, 1880 the person who acquired such lands or his assigns had fulfilled all the conditions of the location ticket and that the letters patent or other titles to the same effect might have then been issued.

Grant
under
location
ticket
before
1880.

From and after the 1st of January, 1921, all mines have belonged and shall belong to the Crown under the soil of land which, on the 24th of July, 1880, had not yet been patented, except in the case of the person who acquired such land or his assigns having, before the 1st of January, 1921, established, to the satisfaction of the Minister, that all the conditions of the location ticket respecting such land had been fulfilled on the 24th of July, 1880. R. S. 1941, c. 196, s. 10.

Lands not
patented
before
1880.

11. If during the operation of a mine for the extraction of one or more of the minerals or ores belonging to the owner in virtue of any provision of the law or of a mining concession, other minerals or ores be found belonging to the Crown, the owner so working in good faith may, within three months from being put in default so to do by the Bureau of Mines, obtain the grant thereof in preference to any other person, for the price and upon the conditions established for each of such minerals or ores respectively. If the owner so working have already paid for inferior metals, he need only make up the difference between such price and that of superior metals. R. S. 1941, c. 196, s. 11.

Right of
prefer-
ence.

DIVISION III

DUTIES UPON MINES

12. There shall be paid to the Crown, at the time and in the manner hereinafter provided, the duties imposed by this division.

Duties.

Éché-
ance. Ces droits sont dus le premier jour qui suit la fin de l'année financière de l'exploitant, et ils sont payables au ministre dans les cinq mois qui suivent immédiatement la fin de cette année. S. R. 1941, c. 196, a. 12.

Such duties shall become due on the first day after the close of the operator's financial year, and shall be payable to the Minister within the five months immediately following the end of such year. R. S. 1941, c. 196, s. 12.

Échelle
des droits. 13. 1. Depuis le premier janvier 1935, toute mine dans la province de Québec est frappée des droits suivants, et tout propriétaire, gérant, détenteur, locataire, occupant ou exploitant de mines est tenu au paiement de ces droits:

13. (1) From the 1st of January, 1935, every mine in the Province of Quebec is liable for, and the owner, manager, holder, lessee, occupant or operator of the mine must pay, the following duties:

- | | |
|---|----|
| a) Sur les profits annuels au-dessus de \$10,000 jusqu'à concurrence de \$1,000,000 | 4% |
| b) Au-dessus de \$1,000,000 jusqu'à concurrence de \$2,000,000 | 5% |
| c) Au-dessus de \$2,000,000 jusqu'à concurrence de \$3,000,000 | 6% |
| d) Au-dessus de \$3,000,000 | 7% |

Emplacement
d'usine. 2. L'endroit et l'emplacement de tout atelier de préparation, usine ou raffinerie construit dans la province de Québec pour traiter, fondre ou affiner des minerais, minéraux ou substances minérales, doivent être choisis, fixés ou approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

(2) The place and situation of every smelter, mill or refinery built in the Province of Quebec for the purpose of smelting, treating or refining ore, minerals or mineral-bearing substances shall be chosen, determined or approved by the Lieutenant-Governor in Council.

Minerais
traités hors
de la province. Dans le cas où des minerais, minéraux ou substances minérales provenant de mines de la province de Québec sont transportés en dehors de la province pour y être traités, ou sont traités dans la province de Québec dans des ateliers de préparation, usines ou raffineries dont l'endroit et l'emplacement n'ont pas été choisis, fixés ou approuvés tel que susdit, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'exiger de tout propriétaire, gérant, détenteur, locataire, occupant ou exploitant de ces mines le triple des droits ci-dessus établis.

In the event of the ore, minerals or mineral-bearing substances, coming from any mines of the Province of Quebec, being removed outside of the Province, to be there treated, or of their being treated in the Province of Quebec in any smelter, mill or refinery, the place and situation whereof has not been chosen, determined or approved as aforesaid, the Lieutenant-Governor in Council may exact from the owner, manager, holder, lessee, occupant or operator of such mine thrice the amount of the duties hereinabove established.

Exploitation
de plusieurs
mines. 3. Pour les fins du présent article, toutes les mines et tous les chantiers d'extraction de minéraux de la province de Québec, occupés ou exploités par la même personne, ou sous la même administration ou le même contrôle, ou dont les profits sont retirés par la même personne, sont considérés comme une seule et même mine, et non comme mines distinctes, pour déterminer si cette exploitation est sujette aux

(3) For the purposes of this section, all mines and mineral workings in the Province of Quebec, occupied or operated by the same person, or under the same management or control, or the profits of which accrue to the same person, shall, for the purpose of determining whether there is liability for the payment of the duties hereinabove enumerated, be deemed to be one and the same mine, and not

droits de mine énumérés ci-dessus. S. R. 1941, c. 196, a. 13. separate mines. R. S. 1941, c. 196, s. 13.

Profits
annuels.

Valeur
brute.

Dédu-
ctions.

14. Les profits annuels sont établis et fixés de la manière suivante:

De la valeur brute de la production annuelle de la mine, vendue, utilisée ou expédiée durant l'année, il sera déduit les frais d'exploitation et dépenses encourus pendant l'année en question, savoir:

1° Les frais de transport du produit de la mine, si ces frais sont à la charge de l'exploitant, du propriétaire, de l'occupant, ou du locataire;

2° Les frais d'exploitation de la mine, y compris les salaires et gages des ouvriers et des employés de la mine, des ateliers de préparation et usines, mais à l'exclusion des autres gages ou salaires;

3° Le coût de l'énergie et de la lumière nécessaires à l'exploitation de la mine, des ateliers de préparation et usines;

4° Le coût des matières explosives, du combustible et autres articles employés dans l'exploitation de la mine et dans le traitement du minerai par l'exploitant;

5° Le coût des assurances sur le matériel d'exploitation, les bâtisses de la mine et les produits en entrepôt;

6° Une somme annuelle basée sur le coût annuel moyen et probable des réparations et des restaurations nécessaires pour maintenir l'efficacité de l'exploitation, pour couvrir la dépréciation provenant de l'usage ordinaire des bâtiments et du matériel d'exploitation, pourvu toutefois que cette somme ne dépasse pas quinze pour cent de leur valeur au commencement de l'année, telle qu'évaluée par un estimateur nommé par le ministre;

7° Le coût des travaux faits pendant l'année pour creuser des puits, faire des excavations, galeries et tranchées dans les terrains de la mine, pour son exploitation ou la recherche du minerai;

8° Avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil le coût des travaux d'exploitation et de recherches minières entrepris par cet exploitant sur des terrains, situés dans la province, autres que ceux qui sont l'objet de l'exploitation principale.

L'exploitant devra présenter des états séparés de ces déboursés. S. R. 1941, c. 196, a. 14.

États
séparés.

14. The annual profits shall be ascertained and fixed in the following manner:

From the gross value of the year's output, sold, utilized or shipped during the year, there shall be deducted the costs of operation and expenses incurred during the year in question, to wit:

(1) The cost of transportation of the output of the mine, if such cost is borne by the operator, owner, occupant or lessee;

(2) The working expenses of the mine, including the salaries and the wages of the workmen and employees of the mine, mills and plant, but exclusive of other salaries or wages;

(3) The cost of the necessary power and light for the operation of the mine, mills and plant;

(4) The cost of explosives, fuel and any other supplies used in the mining operations and in the treatment of the minerals by the operator;

(5) The cost of insurance upon the equipment, the buildings at the mine and the stock in storage;

(6) An annual amount, based upon the probable annual average cost of repairs and renewals necessary to maintain operations in a condition of efficiency, to cover the depreciation due to ordinary wear and tear of the buildings and equipment, provided, however, that such amount shall not exceed fifteen per cent of the value of same at the commencement of the year, as appraised by an assessor appointed by the Minister;

(7) The cost of work performed during the year in sinking shafts, making excavations and workings and trenching, in or upon the mining property, with a view to opening up or testing for minerals;

(8) With the approval of the Lieutenant-Governor in Council, the cost of mining operations and prospecting by the operator on land situated in the Province of Quebec, other than land which is the object of the main operations.

The operator must submit separate statements of such expenditures. R. S. 1941, c. 196, s. 14.

Annual
profits.

Gross
value.

Deduct-
tions.

Separate
state-
ments.

Nouvelles
installa-
tions.

15. Il n'est fait aucune déduction pour le coût de nouvelles installations et de nouveaux bâtiments construits pendant l'année, ni pour la dépréciation de la valeur de la mine, à raison de l'épuisement ou de la diminution du minerai par suite de son exploitation. S. R. 1941, c. 196, a. 15.

15. No allowance or deduction shall be made for the cost of new installations or new buildings made or erected during the year, nor for depreciation in the value of the mine, by reason of exhaustion or partial exhaustion of minerals, due to the mining thereof. R. S. 1941, c. 196, s. 15.

New
installa-
tions, etc.

Rapport
annuel.

16. 1. Dans les deux mois qui suivent l'expiration de l'année financière de l'exploitant, tout propriétaire, gérant, détenteur, locataire, occupant ou exploitant de mine, sujet aux droits susdits, doit chaque année envoyer au ministre, un état attesté sous serment fournissant les détails ci-après énumérés pour ladite année financière, savoir:

16. (1) Within the two months following the expiration of the operator's financial year, every owner, manager, holder, lessee, occupant or operator, liable for the aforesaid duties, shall send to the Minister a sworn statement every year furnishing the details hereinafter enumerated, for the said financial year, to wit:

Annual
return.

Contenu.

a) Le nom et la description de la mine;

(a) The name and description of the mine;

Contents.

b) Les noms et adresses des personnes ou companies, qui sont propriétaires de la mine ou qui l'exploitent comme locataires, agents ou autrement, ainsi que les noms et adresses des gérants et des directeurs;

(b) The names and addresses of the persons or companies owning or operating the mine as lessees, agents or otherwise, as well as the names and addresses of the managers and of the directors;

c) La quantité de minerai et de substances minérales expédiés ou traités sur place durant ladite année financière;

(c) The quantity of minerals and mineral-bearing substances sent from or treated on the mining premises during the said financial year;

d) Le ou les noms de l'usine, et de la localité où le minerai et les substances minérales ont été traités;

(d) The name or names of the smelter or mill and locality where the minerals or mineral-bearing substances were treated;

e) Le coût du transport, par tonne, du minerai envoyé aux usines pour préparer, fondre ou affiner le minerai ou substance minérale, ainsi que le montant des dépenses encourues pour en effectuer la vente;

(e) The cost per ton for transportation of minerals or mineral-bearing substances to the smelter, refinery or mill, as well as the expenses incurred for effecting the sale thereof;

f) Le prix payé par tonne, pour les frais de traitement mécanique du minerai et le nom de la personne qui le paye;

(f) The cost per ton for smelter or mill charges, and by whom paid or borne;

g) La quantité de minerai et de substances minérales traités sur les terrains de la mine pendant l'année;

(g) The quantity of minerals and mineral-bearing substances treated on the mining premises during the year;

h) La valeur brute, à la mine, des minerais et substances minérales produits;

(h) The gross value, at the mine, of the minerals and mineral-bearing substances produced;

i) La valeur des minerais et substances minérales vendus, déduction faite des frais encourus pour en effectuer la vente, ainsi que des frais de transport et de traitement;

(i) The value of the minerals and mineral-bearing substances sold, after deducting the charges for effecting the sale thereof and for transportation and treatment;

j) La valeur des minerais et substances minérales sur le terrain de la mine.

(j) The value of minerals and mineral-bearing substances treated on the mining premises.

- Détails additionnels. Cet état doit indiquer de plus, dans d'autres colonnes, les divers frais et dépenses que la loi permet de déduire en vertu de l'article 14 de façon à indiquer les recettes totales de la production de l'année, le montant total des dépenses à déduire, et le montant total des profits de l'année. Such statement shall also indicate in other columns the various costs and expenses which are allowed to be deducted under section 14 so as to show the total receipts for the year's output, the total amount of expenses to be deducted and the total amount of profits for the year. Other details.
- Demande du ministre. 2. Outre l'état mentionné plus haut, le ministre peut, en tout temps de l'année, exiger de toute autre personne préposée à l'exploitation ou à l'administration de la mine ou des ateliers de préparation, tous renseignements et données qu'il juge à propos de demander, et ces renseignements et données doivent être appuyés d'une déposition attestée sous serment. (2) In addition to the above-mentioned statement, the Minister may, at any time of the year, require from any other person connected with the operation or management of the mine or mills all information or particulars that he may think proper to exact, and such information or particulars shall be supported by affidavit. Request of Minister.
- Prolongation de délai. 3. Le ministre peut prolonger le délai pour faire ce rapport. S. R. 1941, c. 196, a. 16. (3) The Minister may extend the delay for making such return or statement. Extension of delay. R. S. 1941, c. 196, s. 16.
- Comptabilité. 17. 1. Toute personne sujette au paiement des droits de mines imposés par l'article 13, doit tenir, à la mine, ou à proximité, des livres de comptabilité du minéral, des minéraux ou des substances minérales extraits de ladite mine, dans lesquels sont inscrits les quantités, poids et autres détails les concernant, ainsi que leur valeur, et contenant aussi le rapport des usines de fonte et d'affinage, et l'état des sommes provenant de la vente de ces minerais, minéraux ou substances minérales; et aucun minéral, minéral ou aucune substance minérale extrait de la mine ne peut être expédié ou enlevé du terrain de la mine, ou traité dans une usine, atelier ou affinerie, avant que le poids en ait été correctement vérifié et consigné dans les livres de comptabilité; et cette personne doit aussi tenir les livres voulus indiquant chacune des diverses dépenses, sommes d'argent, diminutions ou déductions mentionnées dans l'article 14, et indiquant tous autres faits et conditions nécessaires pour permettre d'arriver facilement au montant de la somme due comme droits de mines définis dans l'article 13. 17. (1) Every person liable to pay the duties imposed by section 13 shall keep, at or near the mine, books of account of the ore, minerals or mineral-bearing substances taken from the said mine, containing the quantity, weight and other particulars of the same and the value thereof, and showing the return from the smelter and refining works, and other returns of the sums of money derived from the sale of such ore, minerals or mineral-bearing substances; and no ore, minerals or mineral-bearing substances taken out of the mine shall be removed from the mining premises or treated at any smelter, mill or refining works until the weight thereof shall have been correctly ascertained and entered in the said books of account; and such person shall also keep proper books showing each of the several expenses, payments, allowances or deductions mentioned in section 14, and showing all other facts and circumstances necessary for easily ascertaining the amount due as mining duties provided under section 13. Records to be kept.
- Livres. 2. S'il s'élève un doute quelconque quant à l'endroit où ce livre ou ces livres doivent être tenus, ou quant au nombre ou à la nature de ces livres, le ministre en détermine le nombre, la nature, et l'endroit ou les endroits où ils doivent être tenus. S. R. 1941, c. 196, a. 17. (2) If any doubt arise as to where such book or books shall be kept or as to how many or what books shall be kept, the Minister shall determine the number and character of the books to be kept and the place or places at which they shall be kept. R. S. 1941, c. 196, s. 17. Books.

Officiers
du
Service.

18. Le ministre peut, s'il y a lieu, nommer un ou plusieurs employés, qui sont considérés comme officiers du service des mines, dont les fonctions, sous la direction du ministre, sont de préparer chaque année et plus souvent s'il le faut, des listes et des exposés des faits et détails concernant toutes les mines, droits miniers et propriétés minières assujettis ou qui peuvent devenir sujets aux droits sur les mines imposés en vertu de la présente section, les vérifier et faire rapport, ces listes et exposés devant contenir tous les faits et détails concernant ces mines, et ces employés doivent en fournir copies au service des mines, et faire les investigations et remplir les devoirs que leur assigne le ministre, tels que prescrits par la présente section. S. R. 1941, c. 196, a. 18.

Pouvoirs
des
officiers.

19. Tout tel officier est autorisé à entrer en tout temps sur les terrains miniers afin de faire des investigations, obtenir des détails et renseignements, et pour remplir les devoirs à lui assignés en vertu de la présente section et, à ces fins, il est autorisé à examiner les puits et les excavations, et se servir des appareils, machines et autres choses se rapportant à la mine, comme il le juge nécessaire ou à propos, et il peut à sa guise entrer dans les bâtisses, constructions et entrepôts dont on se sert pour l'exploitation et les travaux de mine, et en sortir librement et peut, lorsqu'il le juge à propos, y prendre les échantillons ou spécimens qu'il juge nécessaires afin de déterminer par des essais ou autrement la valeur des minerais, minéraux ou substances minérales qui en sont extraits, faisant l'objet de l'exploitation, ou de tous produits en dérivant, et il a libre et entier accès à tous les livres de comptabilité et à la correspondance tenus pour ou concernant l'exploitation de cette mine, et il peut les examiner, en prendre copies ou des extraits; mais aucun renseignement d'une nature privée ou confidentielle obtenu par cet officier en vertu des dispositions de la présente section ne peut être divulgué ou communiqué à qui que ce soit, sauf en tant qu'il est nécessaire pour les fins de la présente section. S. R. 1941, c. 196, a. 19.

Officers of
Bureau.

18. The Minister may, when there is occasion therefor, appoint one or more employees who shall be considered as officers of the Bureau of Mines, and it shall be their duty, subject to the direction of the Minister, to prepare, annually, or oftener if so required, lists and descriptions of, and to ascertain and report the facts and particulars concerning all the mines, mining rights and mining properties liable or which might become liable to the duties upon mines imposed under this division, which lists and descriptions must contain all the facts and particulars respecting such mines, and to furnish copies thereof to the Bureau of Mines, and to make such investigations and perform such duties as may be assigned by the Minister as provided under this Division. R. S. 1941, c. 196, s. 18.

Powers of
officers.

19. It shall be at all times lawful for any such officer to enter upon mining premises for the purpose of making inquiries, obtaining particulars or information and for performing the duties assigned to him under this division, and, for any of such purposes, he shall be authorized to examine the pits and excavations, and to use all tackle, machinery and other things appertaining to the mine as he shall deem necessary or expedient, and he shall have free ingress to and egress from all buildings, erections and storehouses used in connection with the operations and works, and he shall, as he may deem expedient, be allowed to take therefrom such samples or specimens as he may think necessary for the purpose of determining by assay or otherwise the value of the ore, minerals or mineral-bearing substances being taken therefrom or any product thereof; and he shall have full and complete access to all books of account and correspondence kept, or used for or in connection with the business of such mine, and may examine the same and take copies thereof or extracts therefrom; but no information of a private or confidential nature, acquired by such officer under the provisions of this division, shall be communicated or disclosed to anyone except insofar as may be necessary for the purposes of this Division. R. S. 1941, c. 196, s. 19.

Liste pré-
parée par
l'inspec-
teur.

20. Après la réception, par le ministre, des états et rapports mentionnés dans l'article 16, l'inspecteur des mines établit une liste indiquant toutes les mines, et toutes les personnes sujettes au paiement des droits, la quantité et la valeur de la production de chaque mine ou atelier de séparation, les montants à déduire comme frais d'exploitation, le montant des profits sujets au paiement des droits, le montant des droits payables par chaque personne; un avis de ces droits est donné à cette personne au moins quinze jours avant la date fixée pour le paiement. S. R. 1941, c. 196, a. 20.

Avis.

Contesta-
tion du
montant.

21. Si la personne tenue de payer les droits conteste le montant de la réclamation, elle doit en informer le ministre par écrit dans les quinze jours de la date de l'avis de paiement qui lui a été envoyé; à défaut de quoi elle doit payer le montant tel que fixé par l'inspecteur de mines. S. R. 1941, c. 196, a. 21.

Peine
pour non-
paiement.

22. Dans le cas où les droits ne sont pas payés à l'échéance, le montant en est immédiatement augmenté de dix pour-cent, et une nouvelle augmentation de dix pour-cent est ajoutée pour chaque année subséquente; et le montant ainsi augmenté est celui des droits dus et payables par le débiteur en défaut. S. R. 1941, c. 196, a. 22.

Rapport
irrégulier.

23. Dans le cas où le rapport requis par l'article 16 n'a pas été fait dans les délais prescrits, ou dans le cas où il contiendrait des déclarations fausses ou inexactes, le ministre peut, après enquête par l'inspecteur des mines, fixer lui-même le montant des droits qu'il croit justes et corrects; et la personne en défaut est passible d'une pénalité égale au double du montant des droits qu'elle aurait eu à payer si elle eût fait un rapport exact dans les délais voulus. S. R. 1941, c. 196, a. 23.

Priviège
de la
couronne.

24. Toute somme de deniers dus à la couronne pour droits sur les mines est une créance privilégiée sur les meubles et les immeubles du débiteur, prenant rang, sans enregistrement, après les frais de justice. S. R. 1941, c. 196, a. 24.

20. After the receipt by the Minister of the returns and statements mentioned in section 16, the inspector of mines shall prepare a list showing all the mines and persons liable for the duties, the quantity and value of the output of each mine or smelter, the amount of deductions therefrom as operating expenses, the amount of the profits liable for the duties and the amount of the duties payable by each person; and a notice thereof shall be given to such person at least fifteen days before the date fixed for payment. R. S. 1941, c. 196, s. 20.

List pre-
pared by
inspector.

Notice.

21. If the person called upon to pay the duties contests the amount claimed, such person shall notify the Minister in writing thereof within fifteen days next after the date of the notice for payment sent to him, and, in default of so doing, such person shall pay the amount as fixed by the inspector of mines. R. S. 1941, c. 196, s. 21.

Contesta-
tion of
amount.

22. In the event of the duties not being paid at maturity, the amount thereof shall be immediately increased by ten per cent, and an additional increase of ten per cent shall be added for each subsequent year; and the amount so increased shall represent the duties due and payable by the debtor in default. R. S. 1941, c. 196, s. 22.

Penalty
for non-
payment.

23. In the event of the return required by section 16 not being made within the prescribed delays, or should it contain any false or inaccurate declaration, the Minister may, after inquiry by the inspector of mines, himself fix the amount of duties that he may deem just and correct; and the person in default shall be liable to a penalty equal to double the amount of the duties he would have had to pay if he had made an accurate return within the proper delays. R. S. 1941, c. 196, s. 23.

Irregular
return.

24. Every sum of money due to the Crown as a duty upon mines shall be a privileged claim upon the moveable and immoveable property of the debtor, ranking, without registration, after law costs. R. S. 1941, c. 196, s. 24.

Privilege
of Crown.

SECTION IV

DES CONCESSIONS MINIÈRES

DIVISION IV

MINING CONCESSIONS

Étendue: 25. Les concessions minières comprennent:

Terri- 1° Dans les territoires non subdivisés, toires non subdivisés; une étendue totale n'excédant pas deux cents acres par claims contigus ou séparés, ni moins de quarante acres;

Cantons, 2° Dans les cantons arpentés et subdivisés, et dans les seigneuries, une étendue d'un ou de deux lots, mais de pas moins d'un demi-lot, s'il s'agit de lots ayant moins de cent vingt acres de superficie, tel que la demie nord, la demie sud, la demie est ou la demie ouest, et de pas moins d'un quart de lot, s'il s'agit de lots ayant cent vingt acres ou plus de superficie, tel que le quart nord-est, le quart sud-est, le quart nord-ouest ou le quart sud-ouest, selon le cas, pris séparément ou formant un seul lopin de terre, tels que décrits aux plans des arpentages ou du cadastre, selon le cas; chaque concession ne devant pas excéder deux cents acres ni admettre de fractions de lots s'il s'agit de lots de moins de soixante acres, sauf les pouvoirs conférés au lieutenant-gouverneur en conseil par l'article 40.

Lots de grève. Les petites îles ou îlots, les lots de grève ou en eau profonde et les résidus du terrain ou de lots dont parties sont déjà affectées aux mines, sont vendus pour la contenance qu'ils comportent.

Réserve pour chemins. Toute concession minière est assujettie à une réserve de cinq pour-cent pour les chemins et les autres fins publiques de la couronne. S. R. 1941, c. 196, a. 25.

Forces hydrauliques. 26. Depuis le 15 mars 1928, les forces hydrauliques capables d'un aménagement de cent cinquante chevaux-vapeur, ou plus, comprises dans les limites d'une concession minière, sont réservées à la couronne, avec de plus, depuis le 27 mai 1937, une réserve d'une chaîne de largeur de chaque côté desdites forces hydrauliques et toute réserve additionnelle que le lieutenant-gouverneur en conseil peut juger nécessaire pour leur développement et leur utilisation. S. R. 1941, c. 196, a. 26.

25. Mining concessions shall comprise: Area:

(1) In unsubdivided territory, a total Unsubdivided territory; area of not more than two hundred nor less than forty acres, in adjoining or separate claims;

(2) In townships, surveyed and subdivided, and in seigniories, an area of Townships, seigniories. one or two lots, but of not less than a half lot, in the case of lots of less than one hundred and twenty acres in area, as the north half, the south half, the east half or the west half, and of not less than a quarter lot, in the case of lots of one hundred and twenty acres or more, as the northeast quarter, the southeast quarter, the northwest quarter or the southwest quarter, as the case may be, taken separately or forming a single parcel of land, as described in the plans of surveys, or the cadastral plans, as the case may be; each concession not to exceed two hundred acres nor to contain portions of lots, in the case of lots of less than sixty acres, subject to the powers conferred upon the Lieutenant-Governor in Council by section 40.

Small islands or islets, or beach or deep-water lots, and residues of land or lots, parts of which have already been appropriated for mining purposes, shall be sold without warranty of their precise contents. Small islands, etc.

Every mining concession shall be subject to the reserve of five per cent for highways and for other public purposes of the Crown. R. S. 1941, c. 196, s. 25. Reserve.

26. From and after the 15th of March, 1928, the water-powers capable of supplying one hundred and fifty horse-power or over, comprised within the territory of a mining concession, with, in addition, from and after the 27th of May, 1937, an allowance of one chain in width on each side of the said water-powers, and any additional area which the Lieutenant-Governor in Council may deem necessary for their development and utilization are reserved to the Crown. R. S. 1941, c. 196, s. 26. Water-powers.

Matériaux pour chemins.

27. La couronne a plein pouvoir d'enlever des concessions minières et des terrains sous permis de mise en valeur, le sable, la pierre et le gravier dont elle peut avoir besoin pour la construction ou la réparation de ses chemins. S. R. 1941, c. 196, a. 27.

Limites des concessions.

28. Dans les territoires non arpentés, les lignes extérieures des concessions minières doivent être le plus possible tracées respectivement dans des directions sensiblement nord et sud et est et ouest. S. R. 1941, c. 196, a. 28.

Lacs et rivières.

29. Lorsque les concessions minières dans les territoires non arpentés se trouvent sur le bord des lacs ou des rivières ou comprennent des parties de lacs ou de rivières, elles sont sujettes, dans tous les cas, aux droits publics sur les eaux navigables et flottables.

Réserve de chemin.

De plus, le long de ces lacs ou rivières, il est réservé un droit de chemin d'une demi-chaîne de largeur, lequel doit être compris dans l'attribution de cinq pour cent spécifiée dans l'article 25. S. R. 1941, c. 196, a. 29.

Concessions dans les territoires non arpentés.

30. Toutes les concessions minières comprises dans un territoire non arpenté doivent être déterminées sur le terrain, par un arpenteur provincial agissant d'après les instructions du ministère des terres et forêts, et unies avec quelque point déjà établi par un arpentage antérieur, afin de pouvoir être rapportées sur les cartes de ce territoire qui sont dans les archives de ce ministère.

Frais d'arpentage.

Ces opérations sont faites aux frais des requérants, qui doivent fournir, avec leur demande pour achat, le plan de l'arpenteur établissant la position et la dimension des concessions qu'ils désirent acquérir, avec les notes d'arpentage et procès-verbaux concernant telles opérations; le tout conformément à la présente loi et à la satisfaction du ministre.

Mode d'arpentage.

En délimitant un terrain sous claim ou sous permis de mise en valeur, l'arpenteur se dirigera du coin nord-est au coin sud-est, de là, au coin sud-ouest, de là au coin nord-ouest, et de ce dernier au point de départ. Les lignes seront droites. Dans

27. The Crown has full power to remove, from the mining concessions and lands under development license, the sand, stone and gravel which it may need for the construction or repair of its roads. R. S. 1941, c. 196, s. 27.

Materials for roads.

28. In unsurveyed territory, the outside lines of mining concession shall, as much as possible, be drawn respectively in a northerly and southerly and easterly and westerly direction. R. S. 1941, c. 196, s. 28.

Concession boundaries.

29. When mining concessions, in unsurveyed territory, border on lakes or rivers, or include parts of lakes or rivers, they shall be subject, in all cases, to the rights of the public in navigable and floatable rivers.

Lakes or rivers.

Along such lakes or rivers, there shall also be reserved a right of way, one-half chain in breadth, which shall be comprised in the allowance of five per cent specified in section 25. R. S. 1941, c. 196, s. 29.

Highway reserve.

30. All mining concessions comprised in an unsurveyed territory shall be surveyed by a provincial land surveyor under the instructions of the Department of Lands and Forests, and be connected with some known point in previous surveys, so as to be laid down upon the office maps of such territory, of record in the said Department.

Concessions in unsurveyed territory.

Such surveys shall be made at the cost of the applicants, who must furnish, with their application to purchase, the plan of the surveyor establishing the position and dimensions of the concessions they desire to purchase, with the field notes and *procès-verbaux* of the operations; the whole in conformity with this act and to the satisfaction of the Minister.

Cost of survey.

In surveying any lot held as a claim or under a development license, the surveyor shall proceed from the northeast corner to the southeast corner, thence to the southwest corner, thence to the northwest corner, and thence to the point

How survey made.

le cas d'un claim contigu à un autre, les limites du plus ancien ont priorité.

of commencement. The lines shall be straight. In the case of a claim contiguous to another, the boundaries of the older claim shall have priority.

Réduction de superficie.

Si, après l'arpentage, il est constaté que le claim ou le terrain sous permis excède la superficie déterminée par la loi, le ministre peut en ordonner la réduction de la manière qu'il juge à propos.

If, after the same is surveyed, it be found that the claim or the lot under license is greater than the area fixed by law, the Minister may direct that it be reduced in such manner as he may see fit.

Reduction of area.

Marque des lignes extérieures.

L'arpenteur marquera les lignes extérieures sur le terrain en plaquant distinctement les arbres adjacents sur trois faces, et en coupant la brousse.

The surveyor shall mark out the outside lines on the ground by blazing the neighbouring trees on three sides, and cutting away the brush.

Outside lines.

Poteaux.

Il plantera à chaque angle du claim un poteau en fer portant le numéro du claim, inscrit d'une manière permanente, il fera la même inscription sur un poteau en bois de quatre pouces de côté qui sera placé près de chaque poteau en fer.

He shall plant an iron post at each corner of the claim, bearing the number of such claim, marked in a permanent manner; he shall put the same inscription on a wooden post four inches square which shall be placed near each iron post.

Posts.

Devoirs des arpenteurs.

Tout arpenteur appelé à délimiter un claim ou un terrain sous permis de mise en valeur doit, avant de commencer ce travail, prendre connaissance de l'avis de jalonnement dudit terrain ainsi que du croquis ou plan qui l'accompagne et s'assurer par tous autres moyens raisonnables qu'il n'existe au sujet de ce terrain ou claim aucun indice de conflit et aucun arpentage ne sera accepté s'il n'est accompagné d'un certificat de l'arpenteur rédigé dans la forme qui suit:

Every surveyor called upon to survey any land held as a claim or under development license must, before starting work, acquaint himself with the notice of the staking out of such land and the sketch or plan accompanying such notice, and assure himself by all other reasonable means that no indication of dispute exists as to such land or claim, and no survey may be accepted if it be not accompanied by a certificate from the surveyor drawn up in the following form:

Surveyor's duties.

Certificat.

Je certifie avoir fait un examen attentif du terrain compris dans les limites du claim No. que j'ai arpenté, et n'avoir trouvé aucun tracé ou aucune indication pouvant laisser croire ou soupçonner que ce claim pouvait être l'objet de quelque conflit, sauf ce qui suit:

I certify that I have made careful examination of the land included in the limits of claim No. which I have surveyed, and that I found no trace or indication which would lead one to believe or suspect that such claim might be the object of a dispute, save as follows:

Certificate.

(remarques)

(remarks)

Vraie description.

Tout arpentage de claim fait en vertu de cet article ou de l'article 79 qui aura été accepté et approuvé par le ministre restera en vigueur et sera considéré, pour toutes fins, comme la vraie description de ces claims ou de ces terrains aussi longtemps qu'il n'aura pas été révoqué par le ministre ou sur ses ordres. S. R. 1941, c. 196, a. 30.

Every survey of a claim, made under this section, or under section 79, which has been accepted and approved by the Minister, shall remain in force and be deemed, for all purposes, the true description of such claim of land until cancelled by the Minister or upon his orders. R. S. 1941, c. 196, s. 30.

True description.

SECTION V

DIVISION V

DE L'ACQUISITION DES TERRAINS MINIERIS

ACQUISITION OF MINING LANDS

Permis de mise en valeur; concession minière.

31. Tout terrain présumé contenir des mines ou des minerais appartenant à la couronne peut,—

31. All lands supposed to contain mines or ores belonging to the Crown may,—

Development license; mining concession.

1° être occupé, prospecté et mis en valeur en vertu d'un permis de mise en valeur; ou

2° être exploité après avoir été acquis comme concession minière, à titre de vente.

Extraction en vertu d'un permis.

Le ministre peut cependant autoriser un porteur de permis de mise en valeur d'extraire et expédier, chaque année, dans un atelier de traitement situé dans la province de Québec, un volume de minerai n'excédant pas trois cents tonnes. Le ministre peut exercer la même discrétion s'il s'agit de substances qui, aux termes du paragraphe 2 de l'article 4, ne sont ni des mines ni des minerais lorsqu'elles se trouvent sur les terres appartenant à des particuliers, et en autoriser, sur les terres de la couronne, l'exploitation en vertu de permis de mise en valeur. Dans ce dernier cas, le permis est émis sur paiement d'un honoraire de dix dollars et d'une rente annuelle d'un dollar l'acre, et le porteur est assujéti à toutes les dispositions de la loi concernant les exploitants.

Piquetage.

Mais dans l'un comme dans l'autre cas, le terrain devra au préalable être jalonné ou piqué conformément aux dispositions des articles 60 et suivants.

Tourbe ou marne.

Nul ne peut ainsi obtenir le droit d'extraire la tourbe ou la marne. Le droit d'exploiter ces minerais peut être concédé par permis spécial émis aux conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil juge à propos de fixer. S. R. 1941, c. 196, a. 31.

Terres des particuliers.

32. Les droits de mine appartenant à la couronne dans les terres des particuliers, peuvent également être acquis en la manière indiquée par l'article 31. S. R. 1941, c. 196, a. 32.

Autorisation requise.

33. Nul ne peut, sans l'autorisation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil, jalonner ou piquer des terrains dont les droits de mines appartiennent à la couronne, lorsqu'il s'agit

a) de terrains réservés par la couronne comme emplacements de ville ou de village;

b) de terrains subdivisés en lots à bâtir et entrés comme tels par le propriétaire sur le plan et le livre de renvoi officiel;

c) de terrains situés dans le territoire d'une cité ou d'une ville;

(1) be occupied, prospected and developed under a development license, or

(2) be worked, after having been acquired as a mining concession, by purchase.

The Minister may authorize the holder of a development license to extract and ship each year, to any ore-treatment mill situated in the Province of Quebec, a quantity of ore not exceeding three hundred tons. The Minister may exercise the same discretion in the case of substances which, within the meaning of paragraph 2 of section 4, are neither mines nor minerals when found in the lands of private parties, and may authorize the exploitation thereof on Crown lands, under a development license. In the latter case, the license is issued upon payment of a fee of ten dollars and of an annual rental of one dollar an acre, and the licensee shall be subject to all the provisions of the act with respect to operators.

Output under license.

But in either of such cases, the land must first be staked out in conformity with the provisions of section 60 and following.

Staking.

No one may so obtain the right to extract peat or marl. The right to exploit such minerals may be granted by a special license issued upon the conditions which the Lieutenant-Governor in Council may deem fit to fix. R. S. 1941, c. 196, s. 31.

Peat or marl.

32. The mining rights belonging to the Crown in the lands of private individuals may also be acquired in the manner indicated in section 31. R. S. 1941, c. 196, s. 32.

Private lands.

33. No one may, without the previous authorization of the Lieutenant-Governor in Council, stake or mark lands of which the mining rights belong to the Crown, in the case of

Authorization required.

(a) lands set aside by the Crown as town or village lots;

(b) lands subdivided into building lots and entered as such by the owner on the official plan and book of reference;

(c) lands situated in the territory of a city or town;

d) de terrains concédés par la couronne pour l'aménagement de forces hydrauliques;

e) du lit d'une rivière ou d'un cours d'eau présentant des possibilités de développement de forces hydrauliques et de terrains compris dans une superficie de quatre cents pieds de largeur de chaque côté d'une telle rivière ou d'un tel cours d'eau.

Idem.

Nul ne peut, sans la même autorisation, acquérir de la couronne des droits de mines sur ces terrains. S. R. 1941, c. 196, a. 33; 13 Geo. VI, c. 57, a. 1; 5-6 Eliz. II, c. 43, a. 1.

(d) lands alienated by the Crown for the development of hydraulic power;

(e) the bed of a river or stream in which hydraulic power might be developed and lands included within an area four hundred feet wide on each side of such river or stream.

No one may, without the same authorization, acquire from the Crown mining rights in such lands. R. S. 1941, c. 196, s. 33; 13 Geo. VI, c. 57, s. 1; 5-6 Eliz. II, c. 43, s. 1.

Vente de droits de mine.

34. Tout propriétaire de concession minière suivie ou non de lettres patentes, de même que tout porteur de permis de mise en valeur ou tout détenteur de claim aux termes de la section ix de la présente loi, peut, avec le consentement du ministre, vendre, céder, transporter ou aliéner les droits lui résultant de son titre de propriété ou de son permis. Après la signature des ventes, cession ou transport il en transmet une copie authentique ou un double au ministre qui en fait faire un enregistrement sommaire dans un registre spécial, moyennant un honoraire de dix dollars. Il peut également, avec le même consentement et en procédant de la même manière, faire enregistrer toutes transactions, telles que promesse de vente, acte d'accord ou autres, affectant un terrain sous claim, sous permis, ou vendu à titre de concession minière. Toute vente, cession, transport ou option non ainsi enregistrée est nulle à l'égard de la couronne.

Enregistrement.

34. Every owner of a mining concession whether followed or not by letters patent, as well as every holder of a development license or holder of a claim within the meaning of Division IX of this act, may, with the consent of the Minister, sell, assign, convey or alienate his rights as owner or licensee. After the signing of the sale, assignment or transfer, he shall transmit an authentic copy or a duplicate thereof to the Minister, who shall, upon payment of a fee of ten dollars, summarily register the same in a special register. Likewise, with the same consent and with the same procedure, all transactions, such as promises of sale, agreements or other deeds affecting any land under claim or license, or sold as a mining concession, may be registered. Every sale, concession, transfer or option not so registered shall be null as regards the Crown.

Mining rights, etc.

Registration.

Délai.

L'enregistrement est fait dans les trente jours à la diligence de l'une ou de l'autre des parties intéressées. L'enregistrement subséquent à ce délai est valide, mais peut être opposé aux transactions de dates postérieures seulement. S. R. 1941, c. 196, a. 34.

The registration shall be effected within thirty days at the diligence of one of the parties interested. Any subsequent registration shall be valid, but only as regards subsequent transactions. R. S. 1941, c. 196, s. 34.

Delay.

Utilisation des terrains.

35. Sous réserve du dernier alinéa du présent article, aucun propriétaire de concession minière ne peut utiliser tout ou partie de son terrain à des fins autres que celles d'exploitation minière, pour lesquelles il a obtenu son titre de concession.

35. Subject to the last paragraph of this section, no owner of a mining concession shall devote the whole or part of his land to purposes other than those of mining, for which he obtained his concession title.

Use of land.

Autorisation.

Toutefois, le ministre des richesses naturelles et le ministre des affaires municipales

The Minister of Natural Resources and the Minister of Municipal Affairs acting

Authorization.

	pales peuvent, de concert, autoriser, aux conditions qu'ils déterminent, le propriétaire de concession minière:	in concert, may, however, authorize, upon such conditions as they may fix, the owner of a mining concession:
Lots à bâtir.	a) À subdiviser la totalité ou une partie de son terrain en lots à bâtir et à disposer de cesjots; ou	(a) To subdivide the whole or part of his land into building lots and to dispose of such lots; or
Constructions.	b) À construire sur son terrain des habitations ou autres constructions, sans l'obligation de subdiviser le terrain; toutefois les habitations, les constructions et le terrain sur lequel elles sont érigées ne peuvent être cédés qu'à une personne qui devient propriétaire de la même concession minière.	(b) To erect dwellings or other constructions on his land, without the obligation of subdividing the land; but the dwellings, constructions and the land on which they are erected may be ceded only to the person who becomes owner of the same mining concession.
Actes non autorisés.	Sans cette autorisation, le propriétaire de concession ne peut disposer d'aucun lopin de terre, ni ériger ou permettre ou tolérer qu'on érige sur son terrain des constructions autres que celles nécessaires à ses opérations.	Without such authorization, the owner of a mining concession shall not dispose of any lot of land, nor erect nor permit or tolerate the erection on his land of constructions other than those needed for his operations.
Révocation.	Toute contravention à la présente disposition rend la concession révocable par le ministre.	Any infringement of this provision shall render the concession revocable by the Minister.
Montant à payer par propriétaire.	Lorsqu'ils accordent à un propriétaire l'autorisation de vendre des lots provenant d'une concession minière, le ministre des richesses naturelles et le ministre des affaires municipales peuvent l'obliger à verser telle partie du prix de vente qu'ils fixent au fonds consolidé du revenu et au fonds municipal prévu par l'article 38.	When they grant the owner the authorization to sell lots forming part of a mining concession, the Minister of Natural Resources and the Minister of Municipal Affairs may compel him to pay such portion of the sale price as they fix to the consolidated revenue fund and to the municipal fund contemplated in section 38.
Cession.	Le lieutenant-gouverneur en conseil peut cependant, lorsqu'il le juge dans l'intérêt public, autoriser, aux conditions qu'il stipule, le propriétaire d'une concession minière à céder des droits de surface sur les terrains qui en font partie. S. R. 1941, c. 196, aa. 35 et 35a; 13 Geo. VI, c. 57, a. 2; 2-3 Eliz. II, c. 16, aa. 1 et 2.	The Lieutenant-Governor in Council may, however, when he deems it in the public interest, authorize, upon such conditions as he may stipulate, the owner of a mining concession to cede surface rights in the lands forming part thereof. R. S. 1941, c. 196, ss. 35 and 35a; 13 Geo. VI, c. 57, s. 2; 2-3 Eliz. II, c. 16, ss. 1 and 2.
Droits de surface.	36. Les droits de surface des terrains pour lesquels des concessions ont été obtenues sont considérés comme ayant toujours appartenu à la couronne, si le lieutenant-gouverneur en conseil le décide ainsi dans l'intérêt public.	36. The surface rights of the lands for which concessions have been obtained shall be deemed to have always belonged to the Crown, if the Lieutenant-Governor in Council so decides in the public interest.
Restriction.	La présente disposition ne s'applique pas aux droits de surface des terrains subdivisés en lots à bâtir et cédés à des tiers conformément à l'article 35. S. R. 1941, c. 196, a. 36; 2-3 Eliz. II, c. 16, a. 3.	This provision shall not apply to the surface rights of the lands subdivided into building lots and ceded to third parties in conformity with section 35. R. S. 1941, c. 196, s. 36; 2-3 Eliz. II, c. 16, s. 3.
Villages.	37. Le lieutenant-gouverneur en conseil a plein pouvoir et pleine autorité de	37. The Lieutenant-Governor in Council shall have full power and authority to

pourvoir, sur les terres de la couronne y compris celles sous claim minier ou sous permis de mise en valeur, sans être tenu de payer aucune indemnité, dans les régions minières, à l'établissement de villages ou villes, de parcs destinés à recevoir les stériles et résidus et déchets liquides ou solides des opérations, d'emplacements d'usines et ateliers, et généralement de tous travaux nécessaires pour faciliter l'exploitation des mines, ainsi qu'à l'exploitation des dépôts de sable ou de gravier. Il peut aussi, à ces fins, disposer en faveur de tout exploitant de mines, aux prix, charges et conditions qu'il juge à propos, de toute étendue de terrain nécessaire. S. R. 1941, c. 196, a. 37; 1-2 Eliz. II, c. 49, a. 2.

provide for the establishing, on Crown lands, including those under mining claim or under development license, without being obliged to pay any indemnity, in mining regions, of villages or towns, of grounds to receive rubbish, liquid or solid tailings and residues from operations, of sites for mills and workshops, and, generally, of all works necessary to facilitate the operating of the mines, as well as the operation of sand and gravel deposits. He may also, for such purposes, dispose of any extent of ground necessary in favour of any mining operator, at such price and upon such charges and conditions as he may deem expedient. R. S. 1941, c. 196, s. 37; 1-2 Eliz. II, c. 49, s. 2.

Produit
de la
vente des
terrains.

38. Les revenus provenant de la vente des terrains situés dans les villages ou les villes établis en vertu de l'article 37 sont employés, selon que le détermine le lieutenant-gouverneur en conseil, pour aider à l'organisation de la municipalité et de ses services, pour faciliter la vente des terrains ou pour indemniser ceux qui peuvent y avoir des droits.

38. The revenue from the sale of lands situated in the villages or towns established under section 37 shall be employed, as the Lieutenant-Governor in Council may determine, to assist the organizing of the municipality and of its services, to promote the sale of the lands or to indemnify the persons who may have rights therein.

Revenue
from sale
of lands.

Fonds
municipal.

Le montant qui peut être affecté à l'organisation de la municipalité et de ses services forme un fonds municipal qui est détenu en fidéicommiss par le ministre des finances et il est administré par le ministre des richesses naturelles et par le ministre des affaires municipales, qui peuvent en déterminer l'emploi aux conditions qu'ils imposent. S. R. 1941, c. 196, a. 38; 13 Geo. VI, c. 57, a. 3.

The amount which may be devoted to organizing the municipality and its services shall form a municipal fund which shall be held in trust by the Minister of Finance and be administered by the Minister of Natural Resources and by the Minister of Municipal Affairs, who may determine the employment thereof upon the conditions which they shall lay down. R. S. 1941, c. 196, s. 38; 13 Geo. VI, c. 57, s. 3.

Municipal
fund.

Protêt
par pros-
pecteur.

39. Il est loisible à tout prospecteur de signifier un protêt au service des mines ou à tout bureau d'enregistrement de claims miniers, contre la légalité d'un claim, pourvu qu'il le fasse avant ou pas plus tard que trente jours après la reconnaissance du claim par le service des mines.

39. Any prospector may serve a protest on the Bureau of Mines, or on any office for the registration of mining claims, against the legality of any claim, provided he do so before, or not later than thirty days after, the recognition of the claim by the Bureau of Mines.

Protest by
pros-
pector.

Serment.

Le protêt doit être accompagné d'une déposition attestée sous le serment du plaignant.

The protest must be accompanied by a sworn deposition of the complainant.

Enquête.

Sur réception d'un tel protêt, le ministre fait une enquête et peut, s'il y a lieu, refuser la reconnaissance du claim ou le révoquer s'il a déjà été reconnu par le service des mines. S. R. 1941, c. 196, a. 39.

Upon receipt of any such protest, the Minister shall make an inquiry, and may, if there be occasion therefor, refuse the recognition of the claim, or he may cancel it if it has already been recognized by the Bureau of Mines. R. S. 1941, c. 196, s. 39.

Inquiry,
etc.

SECTION VI

DE LA VENTE DES CONCESSIONS MINIÈRES

Restriction pour même personne. 40. Aucune vente de concessions minières formant plus de deux cents acres ne peut être faite à une même personne dans un rayon de cent milles, dans la même année.

Exception. Le lieutenant-gouverneur en conseil a, néanmoins, le droit d'assigner à cette personne, sur preuve suffisante de ses moyens et de ses capitaux, une étendue de terrain plus considérable, mais n'excédant pas mille acres. S. R. 1941, c. 196, a. 40.

Prix. 41. Lors de la demande d'achat de concessions minières et de la production des documents indiqués dans la présente loi, le requérant est tenu de payer au service des mines le prix entier des concessions minières qu'il veut acquérir, aux taux suivants: quinze dollars l'acre pour les métaux supérieurs et neuf dollars l'acre pour les métaux inférieurs. S. R. 1941, c. 196, a. 41; 14 Geo. VI, c. 28, a. 1.

Mise en vente. 42. Le ministre peut, aussi souvent que les circonstances l'exigent, offrir et mettre en vente le nombre de concessions minières qu'il juge à propos.

Enchère publique. Cette vente se fait à l'enchère publique, après avis donné et publié dans trois numéros consécutifs de la *Gazette officielle de Québec* et au moins une fois durant chacune de ces trois semaines dans un journal français et un journal anglais dans la cité de Québec et la ville de Montréal.

Mise à prix. À chacune de ces ventes, la mise à prix ou première enchère est fixée et déterminée par le ministre, mais ne doit, dans aucun cas, être moindre que le montant fixé dans l'article 41; et le prix entier d'adjudication est payable comptant sous peine de nullité absolue de la vente. S. R. 1941, c. 196, a. 42.

Droits conférés. 43. À moins de stipulation contraire dans les lettres patentes,—

1° La concession pour les métaux supérieurs donne à l'acquéreur le droit d'exploiter tous les métaux qui s'y trouvent;

2° La concession pour les métaux inférieurs donne à l'acquéreur le droit d'y

DIVISION VI

SALE OF MINING CONCESSIONS

40. No sale of mining concessions forming more than two hundred acres shall be made in the same year, to one person, within a radius of one hundred miles. **Limit for one person.**

The Lieutenant-Governor in Council may, nevertheless, assign to such person, upon sufficient proof of his means and capital, a greater extent of land not exceeding one thousand acres. R. S. 1941, c. 196, s. 40. **Exception.**

41. Upon every application to purchase a mining concession or concessions, and the production of the documents mentioned in this act, the applicant shall pay to the Bureau of Mines, the price, in full, of the mining concessions he wishes to acquire, at the following rates: fifteen dollars per acre for superior metals, and nine dollars per acre for inferior metals. R. S. 1941, c. 196, s. 41; 14 Geo. VI, c. 28, s. 1. **Price.**

42. The Minister may, whenever necessary, offer and put up for sale such number of mining concessions as he may deem proper. **Offering for sale.**

Such sale shall be by public auction, after notice duly given and published in three consecutive issues of the *Quebec Official Gazette*, and at least once a week during such three weeks in one French and one English newspaper in each of the cities of Quebec and Montreal. **Auction.**

At each such sale, the upset price shall be fixed and determined by the Minister, but shall not, in any case, be less than the total amount determined in section 41; and the entire price of adjudication shall be payable in cash, under penalty of the absolute nullity of the sale. R. S. 1941, c. 196, s. 42. **Upset price.**

43. Unless stipulated to the contrary in the letters patent,— **Rights conveyed.**

(1) In every concession for the mining of superior metals, the purchaser shall have the right to mine for all metals which may be found therein;

(2) In every concession for the mining of inferior metals, the purchaser shall have

exploiter les métaux inférieurs seulement. S. R. 1941, c. 196, a. 43.

the right to mine for inferior metals only. R. S. 1941, c. 196, s. 43.

Prescription acquisitive.

44. Celui qui a acquis un terrain minier comme concession minière à titre de vente en prescrit la propriété par une possession publique et paisible pendant dix ans, sauf toutefois les droits de la couronne.

44. Whoever has acquired mining land as a mining concession, by purchase, shall prescribe the ownership thereof by public and peaceful possession during ten years, save, however, the rights of the Crown.

Acquisitive prescription.

Prescription.

Celui qui a acquis, avec titre, des droits de mines dans un terrain du domaine privé prescrit la propriété de ces droits par une possession publique et paisible, tant par lui-même que par ses auteurs, pendant trente ans, sous réserve des droits de la couronne. L'enregistrement d'un titre d'acquisition de tels droits de mine constitue une possession publique pour les fins de cette prescription.

Whoever has acquired, with title, mining rights in privately owned lands shall prescribe the ownership of such rights by public and peaceful possession by himself and his predecessors in title during thirty years, subject to the rights of the Crown. The registration of a title of acquisition of such mining rights shall constitute public possession for the purposes of such prescription.

Prescription.

Restriction.

Les dispositions des deux alinéas précédents ne doivent pas être interprétées comme portant atteinte à une prescription quelconque autrement acquise ou encourue, dans le passé ou à l'avenir, sous l'empire du Code civil, à l'égard de tels terrains miniers ou droits de mines.

The provisions of the two preceding paragraphs shall not be interpreted as affecting any prescription heretofore or hereafter otherwise acquired or incurred under the Civil Code, in respect of such mining lands or mining rights.

Restriction.

Dispositions applicables.

Au surplus, les dispositions du Code civil relatives à la prescription s'appliquent aux cas prévus par les deux premiers alinéas du présent article, sauf les dispositions spéciales desdits alinéas. S. R. 1941, c. 196, a. 44; 2-3 Eliz. II, c. 16, a. 4.

Moreover, the provisions of the Civil Code respecting prescription apply to cases provided for in the two first paragraphs of this section, save the special provisions of the said paragraphs. R. S. 1941, c. 196, s. 44; 2-3 Eliz. II, c. 16, s. 4.

Provisions to apply.

Conditions préalables à la vente.

45. Dans les cantons érigés, comme dans les territoires non arpentés, aucune terre ne doit être vendue en vertu de la présente loi à moins qu'elle ne présente des indications réelles de minerai; et la preuve de ces indications à la satisfaction du ministre doit être faite par l'exhibition d'échantillons des minerais qui se trouvent sur ou dans ladite terre, accompagnés d'affidavits de personne compétentes et dignes de foi établissant que les échantillons produits proviennent de cette terre. Toutefois, s'il s'agit de métaux supérieurs, le requérant devra de plus fournir un rapport certifié d'un ingénieur compétent, décrivant la nature et l'étendue de la minéralisation. S. R. 1941, c. 196, a. 45.

45. In townships duly erected, as well as in unsurveyed territory, no land shall be sold under this act unless there be some real indication of the presence of minerals as established to the Minister's satisfaction by the exhibition of specimens found upon or in such land, accompanied by affidavits of competent and credible persons, establishing that the specimens exhibited came therefrom. Nevertheless, if superior metals be in question, the applicant must furnish, in addition, a certified report from a qualified engineer, describing the nature and extent of the mineralization. R. S. 1941, c. 196, s. 45.

Conditions precedent to sale.

SECTION VII

DE LA RÉSERVE DES COUPES DE BOIS SUR LES CONCESSIONS MINIÈRES

Droit de coupe de bois.

46. Les concessionnaires forestiers ont, en vertu de leurs concessions, le privilège

DIVISION VII

RESERVE OF RIGHT OF CUTTING TIMBER ON MINING CONCESSIONS

46. The holders of timber-limits shall have, under their licenses, the privilege

Right to cut timber.

de couper, sur toutes les concessions minières accordées dans leurs limites forestières, les bois de toute espèce, suivant la Loi des terres et forêts (chap. 92) et des règlements édictés en vertu de cette loi.

Durée. Ce privilège cesse après cinq ans à dater de l'émission des lettres patentes pour ces concessions minières. S. R. 1941, c. 196, a. 46.

Droit de la couronne. 47. Les bois de toute espèce sont réservés par la loi, en faveur de la couronne, sur les terrains vendus comme terrains miniers dans un territoire qui n'est pas sujet à une concession forestière.

Permis. Des concessions forestières peuvent être accordées, conformément à la Loi des terres et forêts (chap. 92), pour les bois ainsi réservés en faveur de la couronne, sur ces terrains miniers.

Chemins. Le porteur de permis de coupe de bois a droit de faire et entretenir, à travers ces concessions minières, tout chemin nécessaire pour ses opérations.

Durée du permis. Le droit de couper le bois en vertu d'un permis de coupe de bois sur les terrains miniers visés par le présent article, cesse après un an de la date du premier permis accordé sur ces concessions minières. S. R. 1941, c. 196, a. 47.

Droit des concessionnaires. 48. Les acquéreurs ou propriétaires de telles concessions minières de même que les porteurs de permis de mise en valeur ont, dans le cas des articles 46 et 47, le droit de couper et prendre, pour leur propre usage, les arbres dont ils ont besoin pour la construction des bâtiments et dépendances nécessaires à leurs opérations, en payant la valeur du pin blanc et du pin rouge, à la souche. S. R. 1941, c. 196, a. 48.

of cutting, on all mining concessions granted within their limits, timber of all kinds, according to the Lands and Forests Act (Chap. 92) and the regulations made thereunder.

Such privilege shall expire after five years from the date of the issue of the letters patent for such mining concessions. R. S. 1941, c. 196, s. 46.

47. Timber of all kinds is reserved by law, in favor of the Crown, upon lands sold as mining lands in a territory which is not under license as a timber limit.

Licenses for timber limits may be granted in accordance with the Lands and Forests Act (Chap. 92) for the timber so reserved in favour of the Crown, upon such mining lands.

The holder of the license to cut timber may make and maintain across such mining lands all roads necessary for his operations.

The right to cut timber under a license to cut timber on the mining lands contemplated in this section shall expire after one year from the date of the first license issued for such mining concessions. R. S. 1941, c. 196, s. 47.

48. The purchaser or owner of every such mining concession, as well as the holder of a development license, shall have, in the case of sections 46 and 47, the right to cut and take away, for his own use, such trees as he may require for the construction of the buildings and dependencies necessary for his operations, on paying the value of the white and red pine, at the stump. R. S. 1941, c. 196, s. 48.

SECTION VIII

DE LA RÉVOCATION DE LA VENTE DES TERRAINS MINIERES

Condition de vente. 49. Les terrains miniers doivent être vendus à la condition expresse que l'acquéreur commencera de bonne foi l'exploitation des minerais y contenus, dans le délai de deux ans à compter de la date de l'acquisition, et que, dans ce délai, l'acquéreur dépensera, dans cette exploitation, pour chaque section ou lot de cent acres, une somme de pas moins de mille dollars s'il

DIVISION VIII

CANCELLATION OF SALES OF MINING LANDS

49. Mining lands shall be sold on the express condition that the purchaser shall *bona fide* commence the mining of the minerals therein contained, within two years from the date of purchase, and that, during such delay, the purchaser shall, in such working, spend, for every section or lot of one hundred acres, a sum of not less than one thousand dollars, if for supe-

s'agit de métaux supérieurs, et de pas moins de cinq cents dollars s'il s'agit de métaux inférieurs. Il est loisible au ministre de prolonger, pour des raisons jugées valables, le délai durant lequel les travaux devront être faits.

Terrains Adjacents.

Quand des terrains adjacents ont été vendus séparément, mais qu'ils appartiennent à la même personne, société ou compagnie, et qu'ils peuvent être considérés comme une seule et même exploitation, le ministre peut permettre que les travaux requis par le présent article soient concentrés sur l'un ou l'autre de ces terrains.

Révocation de la vente.

Le ministre peut révoquer la vente de terrains miniers, pour défaut d'accomplissement de ces conditions, après avis publiés dans deux numéros de la *Gazette officielle de Québec* et au moins une fois dans un journal français et un journal anglais de la ville de Montréal et expédié par lettre recommandée à l'acquéreur, à son adresse connue.

Lettres patentes.

Les lettres patentes ne doivent être émises que sur preuve satisfaisante que les conditions ci-dessus ont été remplies, et après inspection des travaux par l'inspecteur des mines, si le ministre le juge à propos. S. R. 1941, c. 196, a. 49.

Impôt annuel.

50. Tous terrains miniers et toutes concessions minières souterraines, vendus conformément aux dispositions de la présente loi, qui ne sont pas encore patentés à l'expiration du délai de deux ans déterminé par l'article 49, et ceux dont les lettres patentes ont été émises après le 1er juillet 1911, sont sujets à un impôt annuel de dix centins par acre; cette taxe prendra effet à compter du premier janvier suivant l'année durant laquelle le délai de deux ans déterminé par l'article 49 aura pris fin, et sera payable chaque année avant le quinzième jour du mois de janvier.

Remise.

Le ministre fait remise de cet impôt sur déclaration attestée sous serment qu'une somme d'au moins deux cents dollars a été dépensée en travaux miniers sur la concession pendant l'année.

Défaut de payer l'impôt.

Lorsqu'il le juge à propos, le ministre fait dresser une liste de ces concessions sur lesquelles deux années d'arrérages sont dues, et cette liste doit être publiée dans quatre numéros consécutifs de la *Gazette*

rior metals, and of not less than five hundred dollars, if for inferior metals. The Minister may, for good and sufficient reasons, extend the delay during which the work shall be done.

Adjoining lands.

When adjoining lands have been sold separately but belong to the same person, firm or company and may be deemed one and the same undertaking, the Minister may allow the work required by this section to be concentrated on any one of such lands.

Cancellation of sale.

The Minister may cancel the sale of such mining land in default of the performance of the conditions herein mentioned, after public notice in two issues of the *Quebec Official Gazette* and at least once in a French newspaper and once in an English newspaper of the city of Montreal, and a notice sent by registered letter to the purchaser at his known address.

Letters patent.

Letters patent shall be issued only on satisfactory proof that the foregoing conditions have been fulfilled and after the work has been inspected by the mining inspector, if the Minister deems it expedient. R. S. 1941, c. 196, s. 49.

Annual tax.

50. All mining land and underground mining concessions sold in conformity with the provisions of this act, and which have not been patented on the expiration of the delay of two years mentioned in section 49, and those the letters patent whereof have been issued after the 1st of July, 1911, shall be subject to an annual tax of ten cents per acre; such tax shall take effect from the first of January following the year in which the delay of two years fixed by section 49 shall have terminated, and shall be payable each year before the 15th day of January.

Remission.

The Minister shall remit this tax upon an affidavit that at least two hundred dollars have been spent in mining work upon the concession during the year.

Non-payment.

When he thinks proper, the Minister shall cause to be drawn up a list of those concessions as to which two years' arrears are due, and such list shall be published in four consecutive numbers of the *Quebec*

Avis.	<p><i>officielle de Québec</i> et une fois dans un journal français et un journal anglais de la ville de Montréal, avec avis que si les impôts arriérés et les frais de publication ne sont pas payés dans les six mois après la première publication de l'avis, ces concessions redeviendront la propriété de la couronne et les lettres patentes seront annulées par le lieutenant-gouverneur en conseil.</p>	<p><i>Official Gazette</i>, and once in an English newspaper and a French newspaper published in the city of Montreal, with a notice that if the taxes in arrears and the costs of publication are not paid within six months of the first publication of the notice, such concessions shall revert to the Crown and the letters patent shall be annulled by the Lieutenant-Governor in Council.</p>	<p>Notice. Rever- sion.</p>
Annula- tion.			
Effet.	<p>Les droits de mines redevenant ainsi la propriété de la couronne ne peuvent être ouverts de nouveau au piquetage ou à la concession qu'en vertu d'un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil.</p>	<p>The mining rights which thus revert to the Crown may not again be staked out or conceded except in pursuance of an order-in-council.</p>	<p>Effect.</p>
Révo- ca- tion de con- ces- sions.	<p>Toute concession de terrains pour fins d'exploitation des minerais qui s'y trouvent et pour lesquels des lettres patentes ont été émises avant le 1er juillet 1911 et toute concession de terrains contenant des minerais faite avant le 24 juillet 1880, et dont l'exploitation est demeurée inactive durant les vingt et une années qui ont suivi le 1er mars 1934, peuvent être révoquées quant aux droits des mines par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre et cela notwithstanding les dispositions de la section II de la présente loi.</p>	<p>Any concession of land for exploitation of the ore to be found therein, for which letters patent were issued before the 1st of July, 1911, and any concession of land containing ore made before the 24th of July, 1880, the working of which has remained idle during the twenty-one years following the 1st of March, 1934, may be revoked as to the mining rights by the Lieutenant-Governor in Council upon the recommendation of the Minister and notwithstanding the provisions of Division II of this act.</p>	<p>Revok- ing con- cessions.</p>
Avis.	<p>Avis de cette révocation est publié dans la <i>Gazette officielle de Québec</i> et prend effet à compter de la date de sa publication. S. R. 1941, c. 196, a. 50; 3-4 Eliz. II, c. 38, a. 1.</p>	<p>Notice of such revocation shall be published in the <i>Quebec Official Gazette</i> and shall take effect from the date of its publication. R. S. 1941, c. 196, s. 50; 3-4 Eliz. II, c. 38, s. 1.</p>	<p>Notice.</p>
Avis de révo- ca- tion.	<p>51. 1. Lorsque le ministre désire recommander de révoquer des concessions minières ou des droits de mines, il fait signifier au propriétaire un avis à cet effet. Si le propriétaire ne réside pas dans la province ou est inconnu ou ne peut être retracé, le ministre donne cet avis en le faisant publier dans deux numéros consécutifs de la <i>Gazette officielle de Québec</i> et, pendant la même période, deux fois dans un journal français et dans un journal anglais publiés à Montréal, à Québec et, s'il en est, dans tout district judiciaire où sont situés, en totalité ou en partie, les droits de mines concernés.</p>	<p>51. (1) When the Minister wishes to recommend to effect a revocation of mining concessions or mining rights, he shall cause a notice to that effect to be served upon the owner. If the owner does not reside in the Province, is unknown or cannot be traced, the Minister shall give such notice by causing it to be published in two consecutive issues of the <i>Quebec Official Gazette</i> and, during the same period, twice in a French newspaper and in an English newspaper that are published in Montreal, in Quebec and, if any there be, in each judicial district in which such mining rights are wholly or partly situated.</p>	<p>Notice of revoca- tion.</p>
Révo- ca- tion pro- noncée.	<p>2. Après l'expiration des quatre-vingt-dix jours suivant la dernière publication de cet avis dans la <i>Gazette officielle de Québec</i>, le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre,</p>	<p>(2) After the expiration of the ninety days following the last publication of such notice in the <i>Quebec Official Gazette</i>, the Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the Minister, may</p>	<p>Revoca- tion mode.</p>

peut prononcer la révocation prévue par l'article 50, à moins que le propriétaire n'ait établi que ces mines lui sont nécessaires comme réserves pour assurer la continuité d'entreprises minières qu'il exploite dans la province.

Domaine public de la couronne.

3. Lorsqu'il y a révocation de concession minières ou de droits de mines en vertu de l'article 50 ou des paragraphes 1 et 2 du présent article, les mines concernées retombent dans le domaine public de la couronne et ne peuvent être ouvertes à l'exploration ou à l'exploitation qu'en vertu de permis spéciaux autorisés par le lieutenant-gouverneur en conseil et aux conditions qu'il détermine.

Redevance annuelle.

4. Pour toutes les substances minérales qu'exploite le porteur d'un tel permis spécial, le propriétaire des droits de mines à la date de la révocation a droit, à titre de compensation, à une redevance annuelle de cinq pour-cent des profits résultant de cette exploitation, établis conformément aux articles 14 et 15.

Paiement.

Cette redevance est payable par l'exploitant, mais perçue par le ministre en même temps que le droit sur les profits payable à la couronne pour la même année financière.

Versement.

5. Le ministre verse aux propriétaires intéressés les redevances perçues pour leur compte en vertu du paragraphe 4 du présent article.

Montant déposé au cas de mésentente.

Si plusieurs propriétaires sont intéressés dans les mêmes droits de mines et ne s'entendent pas quant au partage des redevances versées à titre de compensation, le montant en est déposé, pour valoir comme dépôt judiciaire, entre les mains du ministre des finances, avec le même effet que s'il s'agissait d'un dépôt effectué en vertu des articles 56 à 77 de la Loi du ministère des finances (chap. 64); et toute personne prétendant avoir des droits à cette compensation peut, après ce dépôt, s'adresser à la cour compétente, suivant le montant réclamé, par requête signifiée au ministre des finances, pour faire reconnaître ces droits et, sur production du jugement rendu, obtenir la remise, à même ce dépôt, du montant adjugé en sa faveur.

Propriétaires inconnus.

Les dispositions du deuxième alinéa du présent paragraphe s'appliquent également aux cas de propriétaires inconnus de

make the revocation provided for in section 50, unless the owner proves that such mines are necessary to him for a reserve to secure the continuity of the mining enterprises exploited by him in the Province.

(3) Whenever mining concessions or mining rights are revoked under section 50 or subsections 1 or 2 of this section, the mines concerned shall revert to the public domain of the Crown, and cannot be made available for exploration or development except by virtue of special permits authorized by the Lieutenant-Governor in Council and upon such conditions as he shall determine.

Public domain of the Crown.

(4) On all minerals exploited by the holder of such special permit, the owner of the mining rights at the time of revocation shall be entitled, by way of compensation, to an annual royalty of five per cent of the profits resulting from such exploitation, established in accordance with sections 14 and 15.

Annual royalty.

Such royalty shall be payable by the operator, but shall be collected by the Minister at the same time as the duty on profits payable to the Crown for the same financial year.

Payment.

(5) The Minister shall remit to the owners concerned the royalties collected on their behalf under subsection 4 of this section.

Remittance.

If several owners are interested in the same mining rights and do not agree as to the division of the royalties paid by way of compensation, the amount thereof shall be deposited, to avail as a judicial deposit, in the hands of the Minister of Finance, with the same effect as in the case of a deposit made under sections 56 to 77 of the Finance Department Act (Chap. 64); and any person claiming rights to such compensation may apply, after such deposit, to the competent court according to the amount claimed, by petition served upon the Minister of Finance, to have such rights acknowledged and, upon producing the judgment rendered, may obtain payment, out of such deposit, of the amount awarded him.

Amount deposited in case of disagreement.

The provisions of the second paragraph of this subsection shall also apply in the case of owners of mining rights who are

Unknown owners.

droits de mines ou n'ayant pas de domicile connu dans la province.

Exception.

6. Les articles ci-dessus ne s'appliquent pas directement ou indirectement aux mines produisant de l'huile, du pétrole ou du gaz. S. R. 1941, c. 196, aa. 51 à 51e; 3-4 Eliz. II, c. 38, a. 2.

Correction des lettres patentes.

52. Lorsque des lettres patentes sont incomplètes, ou renferment quelque erreur de copiste ou de nom ou une désignation inexacte de la terre qu'il s'agit de concéder, le ministre, s'il n'y a pas de réclamation au contraire, peut ordonner que les lettres patentes vicieuses soient annulées, et qu'il en soit émis d'autres corrigées à leur place.

Effet.

Ces lettres patentes corrigées doivent se rapporter à la même date que celles qui ont été annulées, et ont le même effet que si elles avaient été émises le jour de la date des lettres patentes annulées. S. R. 1941, c. 196, a. 52.

unknown or who have no known domicile in the Province.

(6) The above sections shall not apply directly or indirectly to mines producing oil, petroleum or gas. R. S. 1941, c. 196, ss. 51 to 51e; 3-4 Eliz. II, c. 38, s. 2.

52. Whenever any letters patent are incomplete, or contain any clerical error or any wrong name, or an inexact description of the land to be conceded, the Minister, if no claim be made to the contrary, may order that the faulty letters patent be cancelled and that corrected letters patent be issued in their place.

Such corrected letters patent shall bear the same date as those that have been cancelled, and shall have the same effect as if they had been issued on the day of the date of issue of the cancelled letters patent. R. S. 1941, c. 196, s. 52.

SECTION IX

DES PERMIS

§ 1.—*Du certificat de mineur*

Certificat de mineur.

53. Le ministre peut délivrer des certificats de mineur à toute personne ayant atteint l'âge de dix-huit ans qui en fait la demande au service des mines ou à l'un des agents du ministère. Ces certificats valent du jour de leur émission jusqu'au premier de janvier suivant. S. R. 1941, c. 196, a. 53.

Prix.

54. Le prix de ce certificat est de dix dollars, payable au service des mines ou à l'un de ses agents, sur livraison. Il est rédigé suivant la formule 1, et, au cas de perte ou de détérioration accidentelle, il peut en être donné un duplicata. S. R. 1941, c. 196, a. 54.

Formule.

Refus.

55. Le ministre peut refuser des certificats de mineur à toute personne reconnue coupable de contravention à la présente loi. S. R. 1941, c. 196, a. 55.

Annulation.

56. Le certificat de mineur de toute personne qui obtient ou tente d'obtenir la reconnaissance de claims miniers par fraude ou fausses représentations, peut être annulé par le commissaire des mines, de sa propre initiative, ou à la réquisition du

DIVISION IX

LICENSES

§ 1.—*Miner's Certificate*

53. The Minister may deliver a miner's certificate to any person of the full age of eighteen years applying to the Bureau of Mines itself or to one of its agents. Such certificate shall be valid from the date of its issue until the first day of January next following. R. S. 1941, c. 196, s. 53.

54. The fee for such certificate shall be ten dollars, payable at the Bureau of Mines or to one of its agents, on delivery. The certificate shall be according to form 1, and, if accidentally lost or damaged, a duplicate may be given. R. S. 1941, c. 196, s. 54.

55. The Minister may refuse a miner's certificate to any person guilty of having violated this act. R. S. 1941, c. 196, s. 55.

56. The miner's certificate of any person who obtains or attempts to obtain the acknowledgment of mining claims by fraud or false representations may be cancelled by the Mining Commissioner of his own initiative or at the request of the

ministre ou de toute autre partie intéressée. S. R. 1941, c. 196, a. 56.

Minister or of any other interested party. R. S. 1941, c. 196, s. 56.

Exhibition du certificat.

57. Le porteur d'un certificat doit l'exhiber à tout officier du service des mines qui en fait la demande. S. R. 1941, c. 196, a. 57.

57. The bearer of a certificate shall exhibit it to any officer of the Bureau of Mines demanding the same. R. S. 1941, c. 196, s. 57.

Exhibition certificate.

Droits du porteur.

58. Toute personne porteur d'un certificat de mineur peut prospecter sur les terres publiques arpentées ou non arpentées ou sur les terres des particuliers où les mines sont réservées à la couronne, à l'exclusion des claims, des terrains sous permis de mise en valeur, et des terrains soustraits aux opérations minières par l'autorité compétente.

58. Any person holding a miner's certificate may prospect on all public lands surveyed or not surveyed, or on the lands of private persons where mines are reserved by the Crown, but not on any land that is the subject-matter of a claim, or that is under development license or that is withdrawn from mining operations by competent authority.

Holder's rights.

Terres des particuliers.

Toutefois le droit d'un porteur de certificat de mineur ou d'un détenteur de claims, lorsque ce claim n'est pas encore sous permis de mise en valeur de faire des travaux de prospection et de développement sur les terres des particuliers est subordonné à la condition d'obtenir le consentement de tels particuliers, et, à défaut de ce consentement, d'obtenir l'autorisation du commissaire des mines après paiement de la compensation que ce dernier fixera, sur requête qui lui aura été faite après avis aux parties intéressées.

Nevertheless, if the holder of a miner's certificate or the holder of a claim when such claim is not yet under a development license, desires to prospect and do development work on any land belonging to a private person, he must obtain the consent of such private person, or, upon his refusal, must obtain authorization from the Mining Commissioner after payment of such indemnity as the latter may fix, upon a petition made to him after notice to the interested parties.

Private land.

Compensation.

Le commissaire des mines peut déterminer le montant et le mode de paiement de la compensation et exiger du détenteur de claim ou de permis bonne et suffisante sûreté pour en garantir le paiement. S. R. 1941, c. 196, a. 58.

The Mining Commissioner may fix the amount of the indemnity, determine the mode of payment thereof and require sufficient security from the holder of the claim or license to guarantee payment of the indemnity. R. S. 1941, c. 196, s. 58.

Indemnity.

Minorité.

59. Le porteur de certificat de mineur qui n'a pas atteint l'âge de la majorité a, pour toutes matières relatives à la présente loi, les mêmes droits et est soumis aux mêmes obligations qu'un majeur; il peut jalonner des claims, en acquérir, être porteur de permis, acquérir des terrains minières de la couronne, et en disposer comme bon lui semble. S. R. 1941, c. 196, a. 59.

59. The holder of a miner's certificate who has not reached the age of majority shall, for any matter connected with this act, have the same rights and be subject to the same obligations as if of the age of majority; he may stake claims, acquire claims, hold a license, acquire mining lands from the Crown, and dispose of same as he may see fit. R. S. 1941, c. 196, s. 59.

Minority.

§ 2.—De l'établissement des claims

§ 2.—Staking out of Claims

Piquetage dans les terrains non arpentés.

60. Dans les terrains non arpentés, tout porteur d'un certificat de mineur a droit de marquer sur le terrain un ou plusieurs claims, jusqu'à concurrence de cinq, de forme carrée dont les côtés auront vingt chaînes et des directions sensiblement

60. On unsurveyed lands, every holder of a miner's certificate may mark out on the ground one or more, but not exceeding five, square claims, with sides of twenty chains in length running northward and southward, and eastward and

Staking unsurveyed lands.

nord et sud, est et ouest, chaque claim devant mesurer quarante acres de superficie de la manière et à l'effet suivants:

Mode.

1° En plaçant à chaque sommet d'angle de l'emplacement susdit, en commençant par le piquet No 1 pour terminer au piquet No 4, des piquets sur lesquels il apposera des plaques métalliques numérotées 1, 2, 3 et 4, et portant le numéro de son certificat de mineur, le piquet le plus rapproché du point nord-est portant la plaque numéro 1, celui le plus rapproché du point sud-est, la plaque No 2 et ainsi de suite;

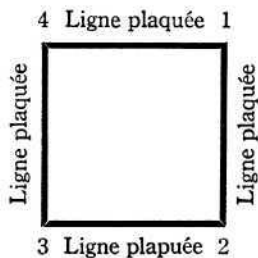
2° En inscrivant sur les quatre piquets, en caractères bien lisibles, son nom, le numéro de son certificat et la date du jalonnement;

3° Les lignes entre ces piquets doivent être visiblement coupées ou indiquées sur le terrain;

4° S'il est impossible de planter un piquet à l'un quelconque des angles, celui-ci peut être fixé à l'endroit praticable le plus rapproché, en y faisant l'inscription suivante: P. I. (*piquet indicateur*) ou « W. P. » (*witness post*) et en y indiquant la distance entre le piquet et cet angle;

5° La longueur des piquets doit être d'environ quatre pieds à partir du sol et leur diamètre d'environ quatre pouces. Les piquets doivent être équarris sur les quatre côtés sur une longueur d'au moins un pied à partir du sommet; une souche ou un arbre ayant les dimensions requises peuvent être utilisés.

Le diagramme suivant donne la description d'un claim établi d'après la méthode ci-dessus:



westward, each claim covering forty acres, in the manner and to the effect following:

(1) By placing, at the apex of each angle of the lot aforesaid, commencing with stake No. 1 and terminating with stake No. 4, stakes on which such holder shall affix metal plates numbered 1, 2, 3 and 4, and bearing the number of his miner's certificate, the stake nearest the northeast point bearing the number 1, that nearest the southeast point bearing the number 2, and so on;

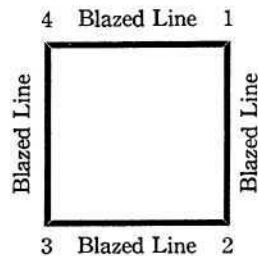
(2) By putting on the four stakes, in very legible characters, his name, the number of his certificate and the date of staking;

(3) The lines between such stakes shall be visibly cut or indicated on the ground;

(4) If it be impossible to plant a stake at any one of the angles, such stake may be put at the nearest practicable point, with the following inscription on it: W. P. (*witness post*) or "P. I." (*piquet indicateur*), and indicating thereon the distance between the stake and such angle;

(5) The length of the stakes shall be about four feet above the soil and their diameter about four inches. The stakes must be squared on the four sides for a length of at least one foot starting from the head; a stump or a tree of the required dimensions may be utilized.

The following diagram gives the description of a claim marked out according to the above method:



Terrains
couverts
d'eau.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour déterminer la forme et la position des claims sur les terrains couverts d'eau. S. R. 1941, c. 196, a. 60.

In the case of ground under water, the Lieutenant-Governor in Council may make regulations to determine the form and the position of the claims. R. S. 1941, c. 196, s. 60.

Piquetage
dans les
territoires
arpentés.

61. Sur les territoires arpentés, le porteur d'un certificat de mineur peut, en procédant de la manière indiquée dans l'article 60, jalonner un ou deux lots de cent acres chacun, ou des demi-lots, tel que la demie nord, la demie sud, la demie ouest ou la demie est, selon le cas, pourvu que la superficie totale du terrain jaloné n'ex-cède pas deux cents acres. Dans le cas de lots excédant cent vingt acres de superficie, le claim peut comprendre le quart du lot seulement, tel que le quart nord-est, le quart sud-est, le quart nord-ouest ou le quart sud-ouest, selon le cas.

Cours
d'eau.

S'il s'agit d'un lot, d'un demi-lot ou d'un quart de lot traversé par un cours d'eau ou une nappe d'eau quelconque, le claim comprend cette étendue d'eau.

Lot en
bordure
d'un lac.

Quand un lot de forme irrégulière se trouve sur le bord d'un lac ou d'une rivière, il est loisible au prospecteur de prolonger sous l'eau, par des piquets indicateurs, les lignes du claim, de façon à lui donner la forme rectangulaire qu'aurait eu le lot s'il n'avait pas été en bordure d'un lac ou d'une rivière.

Iles-de-la-
Made-
leine.

Dans les Iles-de-la-Madeleine, le jalonement peut être fait comme dans les terrains non arpentés. S. R. 1941, c. 196, a. 61.

Restric-
tion.

62. Toute personne qui a jaloné le maximum de superficie permis par les articles 60 et 61 qui précèdent, n'est plus admise à jalonner d'autres claims, sauf en qualité de mandataire en vertu de l'article 64, avant de s'être procuré, le permis de mise en valeur prévu par l'article 75 ou le permis d'exploitation visé par l'article 85, couvrant les claims qu'elle détient déjà, ou de les avoir abandonnés, ou d'en avoir disposé en vertu de l'article 34 et de s'être procuré un nouveau certificat de mineur. Ce nouveau certificat de mineur sera émis gratuitement mais ne donnera pas au porteur le droit de jalonner des claims au nom d'autres personnes en vertu de l'article 64.

Idem.

Ces dispositions s'appliquent également au porteur d'un certificat de mineur qui a jaloné le maximum de superficie autorisé par l'article 85, s'il s'agit de gaz naturel, de sel, de charbon, d'huiles minérales ou de sables ferri-fères. S. R. 1941, c. 196, a. 62; 13 Geo. VI, c. 57, a. 4.

Staking
in sur-
veyed
territory.

61. In surveyed territory, the holder of a miner's certificate may, by proceeding in the manner indicated in section 60, stake out one or two lots of one hundred acres each, or half lots, as the north half, the south half, the west half or the east half, as the case may be, provided that the total area of land staked out shall not be more than two hundred acres. In the case of lots of over one hundred and twenty acres, the claim may comprise a quarter lot only, as the northeast quarter, the southeast quarter, the northwest quarter or the southwest quarter, as the case may be.

Stream,
etc.

In the case of a whole lot, half-lot or quarter-lot crossed by a stream or any sheet of water, the claim shall include such stretch of water.

Lot bor-
dering
lake, etc.

When any lot of irregular shape borders on a lake or river, the prospector may extend under water, by means of witness posts, the lines of the claim, so as to give it the rectangular shape which the lot would have if it did not border on a lake or river.

Mag-
dalen
Islands.

In the Magdalen Islands, staking may be done as in unsurveyed territory. R. S. 1941, c. 196, s. 61.

Restric-
tion.

62. Any person who has staked out the maximum area allowed by the preceding sections 60 and 61 shall not be permitted to stake out other claims, except as mandatory under section 64, until he has obtained the development license contemplated by section 75 or the mining permit contemplated by section 85, covering the claims which he already holds, or until he has abandoned them or disposed of them under section 34 and has obtained a new miner's certificate. This new miner's certificate shall be issued free but shall not give the holder thereof the right to stake out claims in the names of other persons in virtue of section 64.

Idem.

These provisions shall also apply to the holder of a miner's certificate who has staked out the maximum area authorized by section 85, in the case of natural gas, salt, coal, mineral oil or iron sands. R. S. 1941, c. 196, s. 62; 13 Geo. VI, c. 57, s. 4.

- Parcelles de terrain.** 63. En territoire arpenté comme en territoire non arpenté, toute parcelle de terrain située entre des claims déjà jalonnés ou adjacente à de tels claims peut être jalonnée en suivant autant que possible les prescriptions de la présente loi, mais il sera loisible au ministre d'en refuser la reconnaissance si le requérant n'a aucun intérêt dans les claims adjacents, ou il pourra, à sa discrétion, diviser la parcelle de terrain entre les détenteurs des claims adjacents dans la proportion qui lui paraîtra juste. S. R. 1941, c. 196, a. 63.
- 63.** In surveyed territory as in territory unsurveyed, every parcel of land situated between claims already staked out, or adjacent to such claims, may be staked out in accordance as much as possible with the provisions of this act, but the Minister may refuse recognition thereof if the applicant has no interest in the adjacent claims, or he may, in his discretion, divide the parcel of land between the holders of adjacent claims in such proportion as to him may appear just. R. S. 1941, c. 196, s. 63. **Staking land between claims.**
- Jalonnement permis.** 64. Tout détenteur d'un certificat de mineur peut jalonner des claims comme mandataire d'autres détenteurs de pareils certificats, jusqu'à concurrence de quatre cents acres par année et, s'il s'agit de terrains situés au nord du cinquantième degré de latitude septentrionale, jusqu'à concurrence de huit cents acres par année.
- 64.** Any holder of a miner's certificate may stake out claims as mandatory of other holders of like certificates, up to a total of four hundred acres per year and, in the case of lands situated north of the fiftieth degree of north latitude, up to a total of eight hundred acres per year. **Staking allowed.**
- Avis.** L'avis d'établissement de ces claims au service des mines ou au registraire régional de claims doit être signé par la personne même qui a fait le jalonnement et contenir, outre les détails requis par l'article 67, les numéros et les dates des certificats de mineur du mandant et du mandataire.
- The notice of the establishing of such claims to the Bureau of Mines or to the mining recorder of the district shall be signed by the person who himself did the staking, and shall contain, in addition to the details required by section 67, the numbers and dates of the mandator's and of the mandatory's miners' certificates. **Notice.****
- Restriction.** Ces dispositions s'appliquent au jalonnement de claims en vertu de l'article 85, mais dans ce cas la superficie totale jalonnée comme mandataire ne peut excéder deux mille cinq cent soixante acres par année. S. R. 1941, c. 196, a. 64; 13 Geo. VI, c. 57, a. 5; 14 Geo. VI, c. 27, a. 1.
- These provisions shall apply to the staking out of claims under section 85, but in such case the total area staked out as mandatory shall not exceed two thousand five hundred and sixty acres per year. R. S. 1941, c. 196, s. 64; 13 Geo. VI, c. 57, s. 5; 14 Geo. VI, c. 27, s. 1. **Exception.****
- Jalonnement complet.** 65. Le porteur d'un certificat de mineur qui commence le jalonnement d'un claim est tenu de le terminer avant d'entreprendre le jalonnement d'un autre. S. R. 1941, c. 196, a. 65.
- 65.** The holder of a miner's certificate who begins staking out a claim shall be bound to complete same before starting to stake out a second. R. S. 1941, c. 196, s. 65. **Completing staking.**
- Diligence.** 66. Le porteur d'un certificat de mineur qui fait une découverte doit procéder avec diligence au piquetage nécessaire, à défaut de quoi il peut être déchu de son droit de le faire, s'il est devancé par un autre dans l'accomplissement du même travail. S. R. 1941, c. 196, a. 66.
- 66.** The holder of a miner's certificate who makes a discovery must proceed with diligence to stake it as required; otherwise he may forfeit his right if some other person stakes the claim before he does. R. S. 1941, c. 196, s. 66. **Diligence.**
- Avis de piquetage.** 67. Le porteur d'un certificat de mineur qui a établi un claim en procédant comme ci-dessus, doit, dans les quinze
- 67.** The holder of a miner's certificate, who stakes out a claim by proceeding as aforesaid, must give notice, within fifteen **Notice of staking.**

Enregis- trement.	jours de la date inscrite sur les piquets, en informer le service des mines ou le registraire de claims ayant juridiction dans la région. A l'expiration de ce délai, un certificat d'enregistrement du claim est délivré au requérant, pourvu qu'aucune opposition n'ait été déposée contre ce claim.	days of the date marked on the stakes, to the Bureau of Mines, or to the mining recorder having jurisdiction in the district. At the expiration of such delay, a certificate of the recording of the claim shall be given to the applicant if no opposition to the claim has been filed.	Record- ing.
Délai sup- plémentaire.	S'il s'agit de claims situés à plus de cinquante milles d'un chemin de fer, en ligne droite, il est alloué un délai supplémentaire de un jour pour chaque dix milles ou fraction de dix milles additionnels.	In the case of claims situated more than fifty miles from a railway, in a straight line, an additional delay shall be allowed of one day for each additional ten miles or fraction thereof.	Addi- tional delay.
Contenu de l'avis.	L'avis doit contenir une description aussi exacte que possible du claim, et, de plus:	The notice shall give as exact a description as possible of the claim, and shall further:	Contents of notice.
	<p>1° Donner le numéro et la date du certificat de mineur en vertu duquel le claim a été piqueté;</p> <p>2° Donner la date des inscriptions sur les piquets;</p> <p>3° Mentionner le nombre de piquets placés par le requérant, avec mention de la distance reliant chacun de ces piquets;</p> <p>4° Dans le cas de claims situés en territoire non arpenté, être accompagné d'un croquis du claim avec indication des points de repère les plus rapprochés;</p> <p>5° Être signé de la personne qui aura marqué le claim sur le terrain;</p> <p>6° Être accompagné d'une déposition attestée sous serment et des certificats de mineur du mandant et du mandataire, afin de permettre au ministre d'y faire les inscriptions qu'il jugera utiles. S. R. 1941, c. 196, a. 67.</p>	<p>(1) Give the number and date of the miner's certificate under which the claim was staked out;</p> <p>(2) Give the date of the inscriptions on the stakes;</p> <p>(3) Mention the number of stakes placed by the applicant and the distance separating each of such stakes from the next;</p> <p>(4) In the event of claims located in unsurveyed territory, be accompanied by a sketch of the claim indicating the nearest guiding marks;</p> <p>(5) Be signed by the person who staked out the claim on the ground;</p> <p>(6) Be accompanied by a declaration under oath and the miner's certificates of the mandator and mandatary in order to enable the Minister to make such entries thereon as he may deem useful. R. S. 1941, c. 196, s. 67.</p>	
Inscrip- tions.	68. Si le claim est reconnu par le service des mines ou le registraire de claims, mention en est faite sur le dos du certificat du mineur, et aussi dans les livres du service des mines. S. R. 1941, c. 196, a. 68.	68. If the claim be admitted by the Bureau of Mines or by the mining recorder, mention thereof shall be made on the back of the miner's certificate and also in the books of the Bureau of Mines. R. S. 1941, c. 196, s. 68.	Entries.
Annula- tion au cas d'erreur.	69. Lorsqu'un claim a été reconnu par erreur, il peut, dans les soixante jours qui suivent, être annulé par le ministre, ou par le commissaire des mines sur requête du ministre ou de toute autre partie intéressée.	69. Whenever a claim has been admitted by error, it may, within the following sixty days, be cancelled by the Minister or, at the request of the Minister or of any interested party, be cancelled by the Mining Commissioner.	Cancell- ation for error.
Fraude.	Lorsqu'un claim a été reconnu par fraude ou sous de fausses représentations, il peut, en tout temps, être annulé par le ministre, ou par le commissaire des mines sur requête du ministre ou de toute autre partie intéressée pourvu toutefois que le	Whenever a claim has been admitted through fraud or false representations, it may, at any time, be cancelled by the Minister or by the Mining Commissioner at the request of the Minister or any other interested party, provided, however, that	Fraud, etc.

claim ne soit pas en la possession d'un tiers détenteur de bonne foi, en vertu d'un transport enregistré depuis cinq ans conformément à l'article 34 de la présente loi.

Appel. Lorsque l'annulation est prononcée par le ministre, il y a appel par toute partie intéressée, à la Cour supérieure, dans les trente jours de la décision, au moyen d'une simple requête signifiée au ministre et aux autres parties intéressées. Le jugement sur cette requête est final et sans appel. S. R. 1941, c. 196, a. 69.

the claim be not in the possession of a third person who is a holder in good faith under a transfer registered within the past five years in conformity with section 34 of this act.

When the cancellation has been effected Appeal. by the Minister, any interested party may appeal to the Superior Court within thirty days from the decision, by means of a mere petition served upon the Minister and upon the other interested parties. The judgment on such petition shall be final and without appeal. R. S. 1941, c. 196, s. 69.

Construc- 70. Le détenteur de claim minier ou le tions. porteur de permis de mise en valeur ne peut ériger, ou permettre ou tolérer que l'on érige, sur le terrain de la couronne couvert par son claim ou son permis de mise en valeur, que les constructions nécessaires à ses opérations. L'érection de toute autre construction rend le claim minier ou le permis de mise en valeur révocable par le ministre, si dans le délai fixé par ce dernier, lequel délai ne devra pas être moindre d'un mois, le détenteur n'a pas enlevé ces constructions.

Délai pour enlèvement. Toute loge de campement ou autre construction érigée par le détenteur de claim ou le porteur de permis, sur le terrain couvert par son titre, peut être enlevée dans les six mois qui suivent l'abandon ou l'expiration du claim ou du permis. Après ce délai, les constructions restent la propriété de la couronne et peuvent être vendues par le ministre.

Vente. Si pendant ce délai le terrain est jalonné de nouveau, les constructions peuvent être vendues ou cédées au nouvel occupant par l'ancien détenteur du claim. S. R. 1941, c. 196, a. 70.

70. No holder of a mining claim nor of a development license may erect, or allow or tolerate that there be erected, on the Crown land covered by his claim or his development license, constructions other than those necessary for his operations. The erection of any other construction shall render the mining claim or development license cancellable by the Minister if, within the delay fixed by the latter, which delay must not be less than one month, the holder has not removed such constructions. Construc- tions.

Every camp house or other construction erected by the holder of the claim or the license on ground covered by his title may be removed within the six months following the abandonment or expiration of the claim or license. After such delay, the constructions shall remain the property of the Crown, and may be sold by the Minister. Delay to remove.

If during such delay the ground be Sale, etc. again staked out, the constructions may be sold or ceded to the new occupant by the former holder of the claim. R. S. 1941, c. 196, s. 70.

Ordre au cas de possession illégale, etc. 71. Lorsqu'une personne est illégalement en possession d'un terrain sur lequel existe un claim minier ou un permis de mise en valeur ou d'un terrain de la couronne situé dans les limites d'un village minier et refuse de déguerpir ou d'en abandonner la possession, le ministre, ou, avec sa permission, le détenteur de ce claim ou de ce permis peut demander à un juge de la Cour supérieure ayant juridiction dans le district où le terrain est situé, par requête dûment signifiée avec un avis d'au

71. Whenever any person is illegally Order in case of illegal possession, etc. in possession of land on which there exists a mining claim or development license, or of Crown land situated within the limits of a mining village, and refuses to yield up or abandon possession thereof, the Minister, or, with the permission of the latter, the holder of such claim or license, may apply to a judge of the Superior Court having jurisdiction in the district in which the land is situated, by a petition duly served with a notice of at least ten

moins dix jours francs de la date de sa présentation, l'ordre prévu à l'alinéa suivant.

Ordre du juge.

Le juge, sur preuve satisfaisante, que telle personne est injustement ou illégalement en possession dudit terrain, doit accorder un ordre enjoignant à cette personne d'en abandonner la possession et de déguerpir.

Effet.

Cet ordre a le même effet qu'un bref de possession, et le shérif ou tout huissier à qui il est remis pour être exécuté doit le faire de la même manière qu'il exécuterait tel bref sur action en éviction ou sur action possessoire.

Procédure sommaire.

Les procédures prévues au présent article sont réputées matières sommaires et les dépens sont ceux d'une instance de première classe en Cour de magistrat de district.

Propriété de la couronne.

Les maisons ou autres bâtiments habités ou possédés par une personne ayant reçu d'un juge l'ordre d'en abandonner la possession ou de déguerpir, deviennent la propriété de la couronne trente jours après l'expiration du délai d'exécution fixé par le juge. S. R. 1941, c. 196, a. 71; 2-3 Eliz. II, c. 16, a. 5.

Abandon d'un claim.

72. Tout détenteur de claim peut, en aucun temps, abandonner son claim en donnant par écrit un avis d'abandon au service des mines. S. R. 1941, c. 196, a. 72.

Nouveau piquetage.

73. Tout terrain qui aura fait l'objet d'un claim ou d'un permis de mise en valeur qu'on aura laissé périmer ou qu'on aura abandonné ne pourra être jalonné de nouveau qu'après un délai de vingt jours de l'expiration ou de l'abandon du claim ou du permis, et pas avant sept heures de l'avant-midi du vingt et unième jour, mais ne pourra l'être par la même personne, ni pour le compte de la même personne, société ou compagnie qui le détenait auparavant ou qui y possédait un intérêt quelconque.

Reprise du claim.

Si, cependant, ce terrain reste libre pendant les soixante jours qui suivent la date d'abandon ou d'expiration du claim ou du permis, il pourra, après ce délai, être repris par ou pour le compte de l'ancien détenteur.

full days of the date of its presentation, for the order contemplated in the following paragraph.

The judge, upon satisfactory proof that such person is unjustly or illegally in possession of the said land, shall grant an order enjoining such person to abandon possession thereof and to leave.

Order.

Such order shall have the same effect as a writ of possession, and the sheriff or any bailiff to whom it is delivered to be executed must execute the same in the same manner as he would execute such a writ in an action to dispossess or in a possessory action.

Effect

The proceedings contemplated in this section shall be deemed summary matters and the costs shall be those of a first class action in the District Magistrate's Court.

Proceedings summary.

The houses or other buildings inhabited or possessed by any person who has received an order from a judge to abandon possession thereof or to leave, shall become the property of the Crown thirty days after the expiration of the delay for execution fixed by the judge. R. S. 1941, c. 196, s. 71; 2-3 Eliz. II, c. 16, s. 5.

Crown property

72. Every holder of a claim may, at any time, abandon his claim upon giving a written notice of the abandonment to the Bureau of Mines. R. S. 1941, c. 196, s. 72.

Abandoning claim.

73. Any land which has formed the object of a claim or of a development license which has been allowed to lapse or has been abandoned can only be restaked after a delay of twenty days from the abandonment or expiration of the claim or license, and not before seven o'clock in the forenoon of the twenty-first day, but cannot be restaked by the same person nor on behalf of the same person, firm or company which previously held it or had any interest in it.

Restaking.

If, however, such land remains free for sixty days from the date of the abandonment or expiration of the claim or license, it may, after such delay, be again taken by or on behalf of the former holder.

Resuming possession.

Effet de l'annulation.

Tout terrain ayant fait l'objet d'un claim ou d'un permis qui est annulé est considéré comme n'ayant jamais fait l'objet de ce claim ou de ce permis. S. R. 1941, c. 196, a. 73.

Any land which has formed the object of a claim or license which has been cancelled shall be deemed to have never formed the object of such claim or license. R. S. 1941, c. 196, s. 73.

Piquetage pour la couronne.

74. Tout inspecteur des mines, ou autre fonctionnaire nommé en vertu de la présente loi, ainsi que tout aide ou assistant de tel inspecteur ou autre fonctionnaire, découvrant du minerai de valeur sur des terrains dont les droits de mines appartiennent à la couronne, doit piqueter ou jalonner pour le bénéfice de la couronne, un claim, de la forme et de la superficie décrétées par la loi, et il peut procéder à ce piquetage sans être porteur d'un certificat de mineur. Ils peuvent aussi, sur instructions du ministre, piqueter ou jalonner tout terrain qui a fait l'objet d'un claim ou d'un permis périmé ou abandonné, notwithstanding les dispositions de l'article 73.

74. Every mining inspector or other official appointed in virtue of this act, as well as every assistant of such inspector or official, who discovers minerals of value on lands the mining rights of which belong to the Crown, shall stake or mark, on behalf of the Crown, a claim of the form and area prescribed by law, and may proceed to such staking without being the holder of a miner's license. Any such person may also, notwithstanding the provisions of section 73, upon instructions from the Minister, stake out any land which has been the object of any lapsed or abandoned claim or license.

Mode de piquetage.

Ce piquetage est effectué de la manière requise par la loi, dans les cas ordinaires, mais au lieu de porter le numéro d'un certificat de mineur, les poteaux indicateurs portent l'inscription « pour la couronne ».

Such staking shall be effected in the manner required by law in ordinary cases, but instead of bearing the number of a miner's certificate, the witness posts shall bear the inscription "For the Crown".

Exploitation.

Les terrains ou claims piquetés « pour la couronne » peuvent être exploités, loués ou vendus par la couronne ou exploités par des particuliers d'après accords et arrangements intervenus entre ces particuliers et la couronne, à des prix, conventions et conditions fixés par arrêté en conseil. S. R. 1941, c. 196, a. 74.

The lands or claims staked out "For the Crown" may be worked, leased or sold by the Crown, or worked by private persons according to agreements or arrangements between such private persons and the Crown, for such prices and upon such terms and conditions as may be fixed by order-in-council. R. S. 1941, c. 196, s. 74.

Durée du claim.

75. Un claim est valide pendant une période de douze mois à compter de la date inscrite sur les piquets, sauf s'il s'agit d'un claim situé au nord du cinquantième degré de latitude septentrionale, en ligne droite, et, dans ce cas, il est valide pendant une période de vingt-quatre mois à compter de cette date. Tout détenteur de claim doit dans cette période, mais pas plus tard que dix jours francs après son expiration, sous peine de déchéance de tous droits et privilèges, se munir d'un permis de mise en valeur minière en conformité des articles 78 et suivants.

75. A claim shall be valid during a period of twelve months from the date marked on the stakes, except in the case of a claim situated north of the fiftieth degree latitude north in a straight line, when it shall be valid during a period of twenty-four months from such date. Every holder must within such period, but not later than ten clear days after the expiry thereof, on pain of forfeiture of all rights and privileges, obtain a development license in accordance with sections 78 and following.

Permis de mise en valeur.

Demande.

La demande à cet effet doit être accompagnée,—

The application to that effect must be accompanied,—

1° Du montant de l'honoraire et de la rente;

(1) By the amount of the fee and rental;

2° Du numéro des claims ou de toute autre description satisfaisante de l'emplacement marqué sur le terrain;

3° D'une déclaration attestée sous serment de tous les travaux de prospection ou de développement exécutés sur ces claims depuis leur jalonnement.

Prospection.

Ces travaux de prospection ou de développement doivent être équivalents à au moins vingt-cinq journées de huit heures, par quarante acres ou fraction de quarante acres. Cependant, pour tout claim ou fraction de claim ayant moins de vingt acres de superficie, il suffit que les travaux soient équivalents à douze journées de huit heures.

Claims éloignés.

S'il s'agit de claims situés au nord du cinquantième degré de latitude septentrionale, les travaux que doit faire ou faire faire le détenteur de claims pendant le délai de vingt-quatre mois qui lui est accordé, doivent être équivalents à cinquante journées de huit heures par quarante acres, ou fraction de quarante acres ayant vingt acres ou plus en superficie, et à vingt-cinq journées de huit heures par fraction de quarante acres ayant moins de vingt acres de superficie. S. R. 1941, c. 196, a. 75; 3-4 Eliz. II, c. 38, a. 3.

(2) By the number of the claim or any other satisfactory description of the lot marked out on the ground;

(3) By a sworn declaration attesting the prospecting or development work done on the claim since its staking.

Such prospecting or development must be equivalent to at least twenty-five days of eight hours each on each forty acres or fraction of forty acres. Nevertheless, on each claim or fraction thereof having an area of less than twenty acres, work equivalent to twelve days of eight hours each shall suffice. Prospecting, etc.

When claims situated north of the fiftieth degree latitude north are concerned, the work which the claim-holder has to do or cause to be done within the twenty-four months granted to him must be equivalent to fifty days of eight hours each on each forty acres or fraction of forty acres having an area of twenty acres or more, and to twenty-five days of eight hours each on each fraction of forty acres having an area of less than twenty acres. R. S. 1941, c. 196, s. 75; 3-4 Eliz. II, c. 38, s. 3. Remote claims.

Bons d'analyse.

76. Depuis le premier juillet 1937, le ministre remet gratuitement, à tout porteur de certificat de mineur qui jalone et enregistre des claims, un bon d'analyse pour chaque vingt acres en superficie de ces claims; et à toute personne qui, ayant exécuté les travaux exigés par la présente loi, obtient ou renouvelle un permis de mise en valeur, il donne un bon d'analyse pour chaque somme de cinq dollars qu'elle paye au ministre pour ce permis.

Durée.

Ces bons sont valides pendant douze mois. Ils seront acceptés aux laboratoires du service des mines jusqu'à concurrence de un dollar chacun en déduction des frais d'essais et d'analyses d'échantillons de substances minérales provenant des terrains des bénéficiaires de ces bons. S. R. 1941, c. 196, a. 76.

76. From the 1st of July, 1937, the Minister delivers free to any holder of a miner's certificate who stakes out and records any claims, a ticket good for an analysis for every twenty acres in area covered by such claims and to every person who, having performed the compulsory work required by this act, obtains or renews a development license, he gives a ticket good for an analysis for every five dollars paid by him to the Minister for such license. Analysis ticket.

Such tickets shall be good for twelve months. They shall be accepted at the laboratories of the Bureau of Mines up to an amount of one dollar each in reduction of the costs of assays and analyses of samples of mineral substances taken from the land of the holders of such tickets. R. S. 1941, c. 196, s. 76. Duration, etc.

§ 3.—Des permis de mise en valeur

Défense d'exploiter sans permis.

77. Sous peine des amendes et pénalités mentionnées dans l'article 178, il est

§ 3.—Development Licenses

77. Every person is prohibited, under pain of the fines and penalties mentioned

Unauthorized operation prohibited.

défendu à toute personne d'exploiter une mine quelconque sur les terres publiques ou sur les terres des particuliers lorsque le droit de mine appartient à la couronne, sans en avoir fait l'acquisition en vertu de la présente loi et nul ne peut faire, sur lesdites terres, des travaux de recherches et de développement sans être le détenteur d'un claim ou le porteur d'un permis de mise en valeur. S. R. 1941, c. 196, a. 77.

Espèces de permis.

78. Il y a pour la mise en valeur des mines, deux espèces de permis appelés comme suit, savoir:

1° Permis de mise en valeur de mines sur les terres des particuliers où le droit de mine appartient à la couronne;

2° Permis de mise en valeur de mines sur les terres publiques.

Formules.

La première est faite suivant la formule 2, la seconde suivant la formule 3. S. R. 1941, c. 196, a. 78.

Honoraire et rente.

79. 1. Un permis de mise en valeur minière est accordé sur paiement d'honoraires de dix dollars et d'une rente annuelle de vingt-cinq cents par acre, et sur déclaration attestée sous serment de l'accomplissement des travaux requis.

Durée, etc.

2. Ce permis est valable pour un an à compter de la date de son émission et n'est transférable que du consentement du ministre. S'il a été émis par erreur il peut, dans les soixante jours qui suivent, être annulé par le ministre ou par le commissaire des mines à la requête du ministre ou de toute autre partie intéressée. S'il a été émis par fraude ou sous de fausses représentations il peut, en tout temps, être annulé par le ministre ou par ledit commissaire, à la requête du ministre ou de toute autre partie intéressée, pourvu toutefois que le permis ne soit pas en la possession d'un tiers détenteur de bonne foi, en vertu d'un transport enregistré depuis cinq ans conformément à l'article 34 de la présente loi. Lorsque l'annulation est prononcée par le ministre, il y a appel par toute partie intéressée, à la Cour de magistrat du district judiciaire de Québec, dans les trente jours de la décision, au moyen d'une simple requête signifiée au ministre et aux autres parties intéressées. Le jugement sur cette requête est final et sans appel.

in section 178, from mining in any mine, either upon public or private lands, when the mining rights belong to the Crown, without having previously purchased the same in accordance with this act, and no person shall do prospecting and development work on the said lands without being holder of a claim or of a development license. R. S. 1941, c. 196, s. 77.

78. There shall be two kinds of development licenses, to wit: Two kinds of licenses.

(1) Private lands' development license, where the mining rights belong to the Crown;

(2) Public lands' development license.

The first shall be according to form 2 and the second according to form 3. R. S. 1941, c. 196, s. 78. Forms.

79. (1) Every development license shall be granted on payment of a fee of ten dollars, and of an annual rental of twenty-five cents per acre, and upon affidavit that the required work has been done. Fee and rental.

(2) Such license shall be valid for one year from the date of its issue, and shall be transferable only with the consent of the Minister. If it has been issued in error it may, within the next sixty days, be cancelled by the Minister or by the Mining Commissioner at the request of the Minister or of any other interested party. If it has been issued through fraud or false representations, it may, at any time, be cancelled by the Minister, or by the Mining Commissioner at the request of the Minister or of any other interested party, provided, however, that the license be not in the possession of a third holder in good faith, under a transfer registered within the past five years in conformity with section 34 of this act. When the cancellation has been effected by the Minister, any interested party may appeal to the Magistrate's Court of the judicial district of Quebec within thirty days from the decision, by means of a mere petition served upon the Minister and upon the other interested parties. The judgment on such petition shall be final and without appeal. Duration, etc.

Étendue
du
terrain.

3. Il ne peut être accordé pour une étendue de plus de deux cents acres en superficie et, dans les territoires arpentés, pour moins d'un demi-lot s'il s'agit de lots ayant moins de cent vingt acres de superficie, et d'un quart de lot dans le cas de lots excédant cent vingt acres de superficie, tel que la demie nord, la demie sud, la demie est ou la demie ouest, le quart nord-est, le quart sud-est, le quart nord-ouest ou le quart sud-ouest, selon le cas, et, dans les territoires non arpentés, pour moins de quarante acres, sur une largeur de pas moins de vingt chaînes, à moins que le lieutenant-gouverneur en conseil ne décide autrement en vertu de l'article 227.

(3) It cannot be granted for more than two hundred acres, or, in surveyed territory, for less than a half lot in the case of lots of less than one hundred and twenty acres, or less than a quarter lot in the case of lots of over one hundred and twenty acres, as the north half, the south half, the east half or the west half, the northeast quarter, the southeast quarter, the northwest quarter or the southwest quarter, as the case may be, or, in unsurveyed territory, for less than forty acres, of a width of not less than twenty chains, unless the Lieutenant-Governor in Council decide otherwise in virtue of section 227.

Limit of
territory.

Renou-
vellement.

4. Le porteur d'un tel permis peut le renouveler avant son expiration et pas plus tard que dix jours francs après telle expiration, en payant un même honoraire de dix dollars ou toute autre somme fixée par la loi à l'époque de son émission et une rente annuelle de vingt-cinq cents par acre, et en produisant une déclaration attestée sous serment de tous les travaux de prospection ou de développement exécutés pendant l'année courante. Ces travaux doivent être équivalents à au moins vingt-cinq journées de huit heures par quarante acres ou fraction de quarante acres, ayant vingt acres ou plus en superficie, et à douze journées de huit heures par fraction de quarante acres ayant moins de vingt acres de superficie.

(4) The licensee may, before the expiry of his license and not later than ten clear days thereafter, renew such license on payment of a like fee of ten dollars or such other sum as may be prescribed by law at the time of its issue, and of an annual rental of twenty-five cents per acre, and on filing an affidavit of all prospecting or development work done during the current year. Such work must be equivalent to at least twenty-five days of eight hours each on each forty acres or portion of forty acres having an area of twenty acres or more, and to twelve days of eight hours each on each portion of forty acres having an area of less than twenty acres.

Renewal.

Travaux
de mise en
valeur.

Les travaux nécessités pour l'arpentage d'un claim ayant ou après l'émission du permis de mise en valeur sont acceptés comme travaux de développement, mais jusqu'à concurrence de vingt-cinq journées de huit heures seulement et à la condition que l'arpentage soit fait conformément aux dispositions de l'article 30. L'établissement des lignes extérieures seulement d'un groupe de claims ne donnera droit qu'à six journées de huit heures pour chaque ligne de claim. Et dans le cas de forage à la sonde à diamant, il est alloué une journée d'ouvrage pour chaque pied foré dans la roche pourvu qu'une copie certifiée du journal de chaque sondage, préparé conformément aux dispositions de l'article 199, soit déposée au ministère des richesses naturelles.

The work necessitated for the surveying of a claim, before or after the issue of the development license, shall be accepted as development work, but only to the extent of twenty-five days of eight hours each and on the condition that the survey be made in accordance with the provisions of section 30. But the establishing of the outside lines only of a group of claims shall only give right to six days of eight hours each for each claim line so surveyed. And, in the case of boring with a diamond drill, one day's work shall be allowed for each foot bored into the rock provided a certified copy of the daily register of each boring, prepared in accordance with the provisions of section 199, be deposited in the Department of Natural Resources.

Develop-
ment
work.

Idem.

Si, à l'appui d'une demande de permis de mise en valeur ou d'un renouvellement

If in support of an application for a development license, either for the first

Idem.

d'un tel permis, le requérant produit une déclaration solennelle attestant qu'il a été fait dans le cours de l'année précédente plus de travaux qu'il n'était requis par la loi, le ministre peut reporter cet excédent sur les renouvellements subséquents.

Rente.

5. Dans le cas de claims ou de terrains situés à plus de cinquante milles d'une gare de chemin de fer, le ministre a le pouvoir discrétionnaire de substituer une rente annuelle supplémentaire de trois dollars par acre à la place des travaux obligatoires.

Idem.

6. Le ministre peut exercer la même discrétion dans tous les cas où le détenteur d'un claim ou le porteur d'un permis est seul à en solliciter l'émission ou le renouvellement, ou s'il juge valables les raisons alléguées par tel détenteur ou porteur pour ne pas avoir exécuté les travaux prescrits.

Travaux sur terrain adjacent.

7. Quand des terrains adjacents sont en partie sous concession minière et en partie sous permis de mise en valeur ou sous claim minier au nom de la même personne, société ou compagnie et qu'ils peuvent être considérés comme une seule et même exploitation, il est loisible au ministre de permettre que les travaux requis pour l'émission ou le renouvellement du permis soient faits sur les terrains couverts par la concession minière.

Renouvellement après délais.

8. Quand le porteur de permis de mise en valeur aura omis de renouveler son permis dans les délais prescrits par le présent article, il sera néanmoins loisible au ministre d'accorder le renouvellement dudit permis, pourvu, toutefois, que le renouvellement en soit demandé dans les vingt-cinq jours qui suivront la date de son expiration. Cette demande devra être accompagnée:

Demande.

a) D'une déposition attestée sous serment donnant les raisons du retard apporté à demander le renouvellement du permis;

b) D'une déposition attestée sous serment établissant que le requérant a, dans le cours de l'année précédente, fait de bonne foi sur le terrain tous les travaux requis par la loi;

c) D'une somme suffisante pour payer les honoraires de dix dollars et une rente annuelle de un dollar par acre.

Remboursement des dépenses.

Le ministre pourra de plus exiger du requérant toute autre somme nécessaire

time or by way of renewal, the applicant produce a solemn declaration to the effect that in the course of the preceding year he has done more work than required by law, the Minister may allow such excess to apply on the subsequent renewals.

(5) In case of claims or lands situated more than fifty miles from a railway station, the Minister may, in his discretion, substitute a further annual rental of three dollars per acre in place of the work required to be done. Rental.

(6) The Minister may exercise the same discretion whenever the holder of a claim or of a license is the only person to apply for the issue or the renewal thereof, or if the reasons offered by such holder for his failure to do the work required be deemed good and sufficient. Idem.

(7) When adjacent lands are partly under mining concession and partly under development license or under mining claim in the name of the same person, firm or company, and may be considered as one and the same enterprise, it shall be lawful for the minister to permit all the work necessary for the issuing or renewing of the license to be done on the lands covered by the mining concession. Work on adjoining land.

(8) When the licensee has omitted renewing his development license within the delays prescribed by this section, the Minister may, nevertheless, grant the renewal of such license, provided, however, that its renewal be applied for within twenty-five days from its expiration. Such application shall be accompanied by: Renewal after delays.
Applica-
tion.

(a) An affidavit giving the reasons for the delay in asking for the renewal of the license;

(b) An affidavit establishing that the applicant has done in good faith, in the preceding year, all work on the land required by the act;

(c) A sufficient sum to pay the fee of ten dollars and an annual rent of one dollar per acre.

The Minister may exact, in addition, from the applicant, any other sum neces- Reim-
bursement
of ex-
penses.

pour rembourser les dépenses faites par la ou les personnes qui auraient pu, après l'expiration du permis, jalonner le terrain qui en faisait l'objet.

Condi-
tion.

Nul ne pourra cependant réclamer les privilèges de cette disposition s'il n'a, au moins quinze jours avant de commencer les travaux, avisé le ministère de la date à laquelle il sera sur les lieux avec ses ouvriers pour exécuter les travaux. S. R. 1941, c. 196, a. 79; 11 Geo. VI, c. 57, a. 1; 13 Geo. VI, c. 57, a. 6; 3-4 Eliz. II c. 39, a. 1.

Nature
des
travaux.

80. Les travaux de prospection et de développement prévus aux articles 75 et 79 doivent consister en décapage de roc, tranchées, excavations dans le roc, sondage au diamant, arpentage de claims, puits de mine, galeries, travers-bancs et autres travaux d'exploitation minière; il est de plus loisible au ministre d'accepter, dans la mesure et aux conditions qu'il juge à propos, les travaux de géologie, de géophysique et d'autres recherches scientifiques.

Travaux
exclus.

Les travaux nécessités par l'érection de bâtiments, la construction ou la réparation de chemins et autres travaux d'améliorations analogues ne constituent pas des travaux prévus par les articles 75 et 79. S. R. 1941, c. 196, a. 80; 3-4 Eliz. II, c. 38, a. 4.

Délai sup-
plémentaire.

81. Lorsque le détenteur de claims ou le porteur de permis n'a pas, pour des raisons valables, exécuté les travaux dans le temps prescrit par les articles 75 et 79, le ministre peut lui accorder un délai supplémentaire n'excédant pas trois mois pour faire lesdits travaux et soumettre la preuve de leur exécution.

Peine.

Une pénalité de dix dollars est exigible du retardataire pour chaque claim. S. R. 1941, c. 196, a. 81.

Groupe
de claims.

82. Le détenteur d'un groupe de pas plus de cinq claims contigus a le droit de concentrer les travaux de développement sur l'un quelconque des claims de ce groupe et le rapport des travaux doit spécifier le ou les numéros des claims sur lesquels ces travaux ont été effectués;

sary to reimburse the expenses made by the person or persons who, after the expiration of the license, may have staked out the land which had formed the object thereof.

No person may claim the privileges of this provision unless he has, at least fifteen days prior to commencing the work, notified the Minister of the date when he will be at the premises with his workmen for the carrying out of the work. R. S. 1941, c. 196, s. 79; 11 Geo. VI, c. 57, s. 1; 13 Geo. VI, c. 57, s. 6; 3-4 Eliz. II, c. 39, s. 1.

Condi-
tion.

80. The prospecting and development work contemplated under sections 75 and 79 shall consist of rock stripping, trenches, excavations into the rock, diamond drilling, surveying of claims, mining shafts, drifts and cross cuts and other mining work. The Minister may, moreover, accept, to such extent and upon such conditions as he may deem expedient, geological work, and geophysical and other scientific research work.

Nature of
work.

The work required for erecting buildings, constructing or repairing roads and other similar improvement work shall not constitute work as contemplated in the said sections 75 and 79. R. S. 1941, c. 196, s. 80; 3-4 Eliz. II, c. 38, s. 4.

Work not
included.

81. Whenever, for good and sufficient reasons, the holder of a claim or of a development license has not performed the work within the time prescribed by sections 75 and 79, the Minister may grant him an additional delay of not more than three months to perform the said work and give proof thereof.

Additional
delay.

A penalty of ten dollars for each claim may be exacted from the person in default. R. S. 1941, c. 196, s. 81.

Penalty.

82. The holder of a group of not more than five contiguous claims shall be entitled to concentrate the development work on any one of the claims in the group, and the report of the work must specify the number of each claim on which such work was done.

Group of
claims.

Pouvoir
du
ministre.

Le ministre peut cependant étendre cette disposition à un groupe de claims plus considérable mais n'excédant pas quinze claims contigus s'il s'agit de forages au diamant ou de travaux souterrains, tels que fonçage de puits, ouverture de galeries et de travers-bancs. S. R. 1941, c. 196, a. 82.

The Minister may, however, extend this provision to a larger group of claims but not exceeding fifteen contiguous claims, if diamond drilling or underground working be concerned, such as sinking of shafts, opening of drifts and cross cuts. R. S. 1941, c. 196, s. 82.

Min-
ister's
power.

Livre tenu
par le
ministre.

83. Le ministre tient un livre où les permis sont enregistrés, et doit y inscrire, en outre, les noms des requérants de permis, la description des terrains miniers qu'ils ont marqués suivant la loi et tous autres renseignements qui peuvent être jugés utiles. S. R. 1941, c. 196, a. 83.

83. The Minister shall keep a book in which licenses shall be registered, and shall enter therein the names of the applicants for licenses, the description of the mining claims which they have staked, according to law, and all other information which may be deemed useful. R. S. 1941, c. 196, s. 83.

Book
kept by
Minister.

Certifi-
cat des
entrées.

84. Toute personne peut obtenir du ministre ou de ses agents un certificat des entrées dans les livres du ministère relatives à tout claim minier, permis de mise en valeur ou de concession minière, sur paiement d'un honoraire de dix cents pour chaque claim. S. R. 1941, c. 196, a. 84.

84. Any person may obtain from the Minister or his agents a certificate of the entries in the books of the Department respecting any mining claim, development license or mining concession, upon payment of a fee of ten cents for each claim. R. S. 1941, c. 196, s. 84.

Certifi-
cate of
entries.

Terrains
contenant
du gaz
naturel,
etc.

85. Les terrains contenant du gaz naturel combustible, du sel ou du charbon, ou de l'huile minérale ou naphthe ou de sables ferrifères, peuvent être piquetés et livrés sous permis d'exploitation ordinaire ou à long terme donnant droit à ces substances, aux conditions ci-après énoncées:

85. Lands containing combustible natural gas, salt, coal, mineral oil or naphtha or iron sands, may be staked and placed under a license either ordinary or for a long term, upon the conditions hereinafter set forth:

Lands
contain-
ing gas,
etc.

1° Aucun piquetage ou permis ne peut embrasser plus de 1280 acres;

(1) No staking or license shall cover more than 1280 acres;

2° Dans les territoires arpentés, l'étendue comprise dans les limites d'un piquetage ou d'un permis se compose de lots entiers ou de fractions régulières de lots; dans les territoires non arpentés, cette étendue forme un rectangle, mais dans l'un ou l'autre cas, la largeur du terrain ne doit pas être inférieure à la moitié de sa longueur;

(2) In surveyed territory the area staked out or covered by a license shall consist of whole lots or regular fractions of lots; in unsurveyed territory, such area shall form a rectangle, but, in either case, the width of the claim shall not be less than one-half its length;

3° Le porteur d'un certificat de mineur qui désire obtenir l'émission d'un permis ordinaire doit:

(3) The holder of a miner's certificate who wishes to obtain an ordinary license must:

a) Avoir jalonné l'étendue et avoir produit une description exacte et un plan d'arpentage régulier des terrains demandés;

(a) Have staked out and produced an accurate description and a regular survey plan of the ground applied for;

b) Avoir établi, par une déposition sous serment, que, depuis le jalonnement des

(b) Establish by an affidavit that since the staking out of the ground, work has

terrains, des travaux ont été exécutés sur les terrains pour une valeur égale à un dollar l'acre, pour chaque acre sous permis;

c) Payer une somme de dix dollars d'honoraires, et une rente annuelle équivalant à dix centins par acre;

4° Ce permis est valable pour une année, et n'est renouvelable qu'une fois aux mêmes conditions;

5° À l'expiration du renouvellement, ou du permis originaire, sur preuve de la découverte de gaz combustible ou de naphtha ou de sables ferrifères en quantité appréciable, le porteur doit se munir d'un permis spécial ou à long terme, couvrant une période de dix années, à raison d'une rente annuelle de vingt-cinq centins de l'acre, payable d'avance. Ce dernier permis est renouvelable par périodes de dix années, aussi longtemps que dure l'exploitation, et sur obligation de payer, au commencement de chaque année, la même rente de vingt-cinq centins par acre. S. R. 1941, c. 196, a. 85; 13 Geo. VI, c. 57, a. 7.

been done thereon for a value equal to one dollar an acre for each acre under license;

(c) Pay the sum of ten dollars, as a fee, and an annual rental of ten cents per acre;

(4) Such license shall be valid for one year only, and shall be renewable once only on the same conditions;

(5) At the expiration of the renewal or of the original license, on proof of the discovery of combustible gas or of naphtha or of iron sands in appreciable quantity, the holder must provide himself with a special or long-term license covering a period of ten years, at an annual rental of twenty-five cents per acre, payable in advance. This latter license shall be renewable by ten year periods, as long as the mining lasts, and upon payment, at the beginning of each year, of the same rental of twenty-five cents per acre. R. S. 1941, c. 196, s. 85; 13 Geo. VI, c. 57, s. 7.

Piquetage.

86. Le piquetage pour l'établissement d'un claim et l'émission d'un permis ordinaire ou à long terme, s'effectue selon les formalités prescrites par l'article 60 et avec le même effet, sauf que l'orientation des lignes latérales est facultative et que les inscriptions sont répétées sur chacun des piquets avec mention, en plus, de la longueur et de la course des lignes, et que le piquetage est fait en vue de la recherche du gaz et du pétrole ou de sables ferrifères. S. R. 1941, c. 196, a. 86; 13 Geo. VI, c. 57, a. 8.

86. The staking out for marking a claim, and the issue of an ordinary or long-term license, shall be effected in accordance with the formalities prescribed by section 60, and with the same effect, except that the direction given the side lines shall be optional, and the inscriptions shall be repeated on each of the stakes, with a mention, moreover, of the length and direction of the lines, and that the staking shall be done with a view to prospecting for gas and petroleum or iron sands. R. S. 1941, c. 196, s. 86; 13 Geo. VI, c. 57, s. 8. Staking, etc.

Travaux requis.

87. Il n'est pas accordé de renouvellement de permis ordinaire, ou d'émission de permis à long terme, s'il n'est pas établi, par un affidavit ou une autre déclaration équivalente, que des travaux ont été exécutés pour une valeur égale à un dollar de l'acre, pour chaque acre sous permis.

87. No renewal of an ordinary license or issue of a long-term license shall be granted unless it be established, at least by affidavit, that work has been done to the value of one dollar per acre for every acre under license. Work required.

Annulation du permis.

Si le détenteur d'un permis à long terme cesse les travaux de forage ou d'exploitation sur l'étendue couverte par le permis durant une période d'un an, ou ne les poursuit pas de bonne foi, le permis peut être annulé après avis de trois mois, durant lesquels le porteur est admis à reprendre les travaux à la discrétion du ministre.

If the holder of a long-term license ceases, for one year, to bore or mine in the area covered by the license, or does not continue doing so in good faith, the license may be cancelled after a notice of three months, during which period the holder may resume work at the discretion of the Minister. Cancellation of license.

Idem.

Le permis peut encore être annulé par le ministre après avis de trente jours, si le détenteur néglige de payer, au commencement de chaque année, la rente de vingt-cinq centins par acre prévue par le paragraphe 5 de l'article 85. S. R. 1941, c. 196, a. 87.

§ 4.— *Des pouvoirs des porteurs de permis sur les terres des particuliers*

Travaux sur les terres des particuliers.

88. Tout porteur d'un permis de mise en valeur et tout propriétaire de droits de mine sur la terre d'un particulier, sont autorisés à exercer les droits que leur confèrent leurs titres respectifs et, selon le cas, à faire des travaux de mise en valeur ou à exploiter les mines qui s'y trouvent, avec le consentement de tel particulier, ou, sur son refus, en l'y contraignant de la manière prévue par les articles suivants. S. R. 1941, c. 196, a. 88.

Avis.

89. Tout porteur d'un permis de mise en valeur, ou le propriétaire de droit de mine sur la terre d'un particulier, ou leurs représentants, désirant selon le cas, faire des travaux de mise en valeur ou exploiter une mine sur la terre de ce particulier, doivent d'abord faire signifier un avis par écrit, suivant les formules 4 ou 5, selon le cas, déclarant:

Contenu.

1° Qu'ils ont l'intention de faire des travaux de mise en valeur ou d'exploitation, selon le cas sur la terre de tel particulier;

2° Qu'ils sont prêts à lui payer les dommages résultant de tels travaux par voie d'arrangement à l'amiable. S. R. 1941, c. 196, a. 89.

Délai pour répondre.

90. L'avis doit donner un mois de délai à compter de sa signification audit particulier, pour répondre et prendre des arrangements, s'il est présent, et le double de ce délai s'il est absent de la province, et, dans ce dernier cas, cet avis doit être inséré en français et en anglais, trois fois dans un journal du district, s'il y a tel journal, sinon dans un journal du district voisin. S. R. 1941, c. 196, a. 90.

Procédure à défaut d'entente.

91. Dans le cas où un particulier refuse de prendre des arrangements à l'amiable

The license may moreover be cancelled Idem. by the Minister after a notice of thirty days, if the holder omits to pay, at the beginning of each year, the rental of twenty-five cents per acre provided for in paragraph 5 of section 85. R. S. 1941, c. 196, s. 87.

§ 4.— *Powers of Licensee on Private Lands*

88. The holder of a development license and the owner of mining rights on private lands may exercise the rights conferred upon them by their respective titles, and, as the case may be, do development work or work the mines which are therein, with the consent of the owner of the land, or, on his refusal, compulsorily, in the manner provided by the following sections. R. S. 1941, c. 196, s. 88. Work on private lands.

89. Every holder of a development license, or every owner of mining rights on lands of a private person, or their representatives, wishing, as the case may be, to do development work or to mine on the land of such person, shall first cause to be served a notice in writing according to form 4 or form 5, respectively, stating: Notice.

(1) That they intend to do development work or operate, as the case may be, on the land of such private person;

(2) That they are ready to pay the damages arising from such work to be assessed by mutual agreement. R. S. 1941, c. 196, s. 89. Contents.

90. The notice shall give a delay of one month from the date of the service to the said private person, to answer and make such agreement, if present, and, if absent from the Province, a double delay, and in the latter case the notice shall be inserted in English and in French three times in a newspaper of the district, if there be such a newspaper, or, if not, in a newspaper of an adjoining district. R. S. 1941, c. 196, s. 90. Delay to answer.

91. Whenever a private person refuses to come to an agreement with respect to Procedure failing agreement.

Autre avis:	pour la mise en valeur ou l'exploitation des mines de son terrain, le requérant peut faire faire un plan du terrain requis pour ses opérations minières, par un arpenteur qui, pour cet objet, est autorisé à entrer sur le terrain, avec ses employés, et peut faire signifier au particulier un autre avis, rédigé suivant la formule 6, contenant:	developing or mining on his land, the petitioner may cause a plan of the land necessary for his mining operations to be made by a land surveyor, who, for such purpose, may enter upon the said property with his employees, and the said petitioner may cause to be served upon the said private person another notice, according to form 6, containing:	Further notice:
Description;	1° Une description du terrain qui doit être pris pour fins de travaux miniers;	(1) A description of the land to be taken for mining work;	Description;
Plan;	2° Une copie du plan de l'arpenteur;	(2) A copy of the land surveyor's plan;	Plan;
Offre;	3° Une déclaration qu'il est prêt à payer une certaine somme d'argent ou rente, selon le cas, comme compensation pour ce terrain ou les dommages; et	(3) A declaration that he is ready to pay a certain sum, in money or rent, as the case may be, as a compensation for the said land or damages; and	Compensation;
Arbitre.	4° Le nom d'une personne qu'il nomme comme son arbitre, si son offre n'est pas acceptée, ainsi qu'un avis audit particulier d'avoir à nommer et faire connaître le nom de son arbitre. S. R. 1941, c. 196, a. 91; 13 Geo. VI, c. 57, a. 9.	(4) The name of a person whom he appoints as his arbitrator if his offer be not accepted, also a demand upon the said private person to appoint and declare the name of his arbitrator. R. S. 1941, c. 196, s. 91; 13 Geo. VI, c. 57, s. 9.	Arbitrator.
Partie adverse absente.	92. Si la partie adverse est absente de la province ou est inconnue, alors, sur requête adressée à l'inspecteur de la division minière où se trouve le terrain, accompagnée du rapport de signification constatant que cette partie adverse est absente de la province et n'a pu être trouvée, l'inspecteur ordonne, sous sa signature, que l'avis, rédigé suivant la formule 6, soit inséré trois fois en langues française et anglaise, pendant dix jours, dans un journal publié dans le district, s'il y a tel journal, sinon, dans un journal du district voisin. S. R. 1941, c. 196, a. 92.	92. If the adverse party be absent from the Province, or unknown, then, upon a petition addressed to the inspector of the mining division in which the land is situated, accompanied by a return of service certifying that the said person is absent from the Province and could not be found therein, the said inspector shall order, under his signature, that the notice, drawn up according to form 6, be inserted three times in the French and English languages, during ten days, in a newspaper published in such district, if there be such a newspaper, or if not, then in a newspaper of a neighbouring district. R. S. 1941, c. 196, s. 92.	If adverse party absent.
Réponse.	93. La réponse à cet avis est faite dans les termes de la formule 7. S. R. 1941, c. 196, a. 93.	93. The answer to be given to the said notice shall be according to form 7. R. S. 1941, c. 196, s. 93.	Answer.
Pas de réponse.	94. Si, dans les dix jours de la signification de l'avis, ou dans les huit jours après la dernière publication, suivant le cas, la partie adverse n'informe point le requérant qu'elle accepte ses offres, ou ne donne point le nom de l'arbitre qu'elle a nommé, l'inspecteur, sur demande du requérant, nomme une personne compétente comme arbitre unique pour déterminer	94. If, during the ten days after the service of the notice, or the eight days following the last publication, as the case may be, the opposite party does not inform the petitioner that he accepts his offer, or does not give the name of the arbitrator appointed by him, then the inspector of the mining division, upon application of the petitioner, shall ap-	If no answer, etc.
Arbitre.			

la compensation de la partie adverse. S. R. 1941, c. 196, a. 94.

point a competent person to be sole arbitrator, to determine the compensation to which the opposite party is entitled. R. S. 1941, c. 196, s. 94.

Tiers arbitre.

95. Si la partie adverse, dans le temps prescrit ci-dessus, signifie au requérant le nom de l'arbitre qu'elle a choisi, les deux arbitres nomment conjointement un tiers arbitre. S. R. 1941, c. 196, a. 95.

95. If the adverse party, during the above prescribed delay, gives the petitioner the name of the arbitrator whom he has chosen, the two arbitrators shall name a third arbitrator. R. S. 1941, c. 196, s. 95.

Nomination.

96. Ces arbitres nommés par les parties, doivent se réunir dans les huit jours après que la partie adverse a fait connaître le nom de son arbitre, pour s'entendre sur le choix d'un tiers arbitre. S. R. 1941, c. 196, a. 96.

96. Such arbitrators appointed by the parties must, within eight days after the opposite party has made known the name of his arbitrator, meet to agree upon the choice of a third. R. S. 1941, c. 196, s. 96.

Nomination par l'inspecteur.

97. Si les arbitres ne peuvent s'accorder sur le choix du tiers arbitre, l'inspecteur doit, sur la demande d'une des parties, avis ayant été préalablement donné au moins deux jours francs d'avance à l'autre, le nommer lui-même. S. R. 1941, c. 196, a. 97.

97. If the two arbitrators cannot agree upon the choice of a third, the inspector shall, upon application of either party, after notice of at least two clear days to the other, appoint such third arbitrator himself. R. S. 1941, c. 196, s. 97.

Arbitrage.

98. Les arbitres, ou deux d'entre eux, ou l'arbitre unique, après avoir prêté serment devant un juge de paix du district, ou devant l'inspecteur de la division minière dans laquelle le terrain est situé, de remplir fidèlement et impartialement les devoirs de leur charge, procèdent immédiatement à établir la compensation que le requérant doit payer, suivant la décision de la majorité; et la sentence des arbitres ou de l'arbitre unique, suivant le cas, est finale et sans appel. S. R. 1941, c. 196 a. 98.

98. The arbitrators, or two of them, or the sole arbitrator, after having taken an oath before a justice of the peace of the district, or before the inspector of the mining division in which such land is situated, to faithfully and impartially fulfill the duties of their office, shall immediately proceed to establish the compensation to be paid by the petitioner, as the majority may decide; and the award of the arbitrators or of the sole arbitrator, as the case may be, shall be final and without appeal. R. S. 1941, c. 196, s. 98.

Pas d'appel.

Dépôt pour les frais.

99. Aucune procédure ne doit être commencée par les arbitres avant qu'une somme de cinquante dollars soit déposée entre les mains de l'inspecteur de la division minière pour rencontrer les frais d'arbitrage, et qu'un certificat de l'inspecteur leur soit délivré constatant ce dépôt.

99. No proceedings shall be commenced by the arbitrators before fifty dollars are deposited with the inspector of the mining division, to defray the costs of the arbitration, and a certificate of the inspector is delivered to them certifying such deposit.

Les arbitres peuvent exiger le dépôt de toute autre somme jugée nécessaire pendant la procédure. S. R. 1941, c. 196, a. 99.

The arbitrators may require the deposit of any other sum deemed necessary during the proceedings. R. S. 1941, c. 196, s. 99.

Réunions des arbitres.

100. Aucune adjudication ne peut être rendue et aucun acte officiel ne peut

100. No award may be given and no official act done by the majority of the

Arbitrator.

Third arbitrator.

Appointment.

Appointment by inspector.

Arbitration.

No appeal.

Deposit for costs.

Meetings of arbitrators.

être fait par la majorité des arbitres, si ce n'est à une réunion dont le troisième arbitre a reçu avis, au moins deux jours francs d'avance, avec indication du temps et du lieu où cette réunion doit être tenue.

La signification d'un avis aux parties n'est pas nécessaire. S. R. 1941, c. 196, a. 100.

arbitrators, except at a meeting, of the time and place whereof the third arbitrator has received at least two clear days' notice.

The service of a notice on the parties shall not be necessary. R. S. 1941, c. 196 s. 100.

Fixation
de la com-
pensa-
tion.

101. Pour déterminer le montant de la compensation les arbitres doivent prendre en considération les inconvénients, pertes ou dommages résultant du fait qu'un tiers prend possession ou fait usage du terrain pour la mise en valeur ou l'exploitation des mines. S. R. 1941, c. 196, a. 101.

101. In deciding upon the value of the compensation to be paid, the arbitrators shall take into consideration the inconvenience, loss or damage arising from the fact that a third party is in possession or is making use of the land for developing or mining purposes. R. S. 1941, c. 196, s. 101.

Nouveau
plan.

102. Si les arbitres ne sont pas satisfaits du plan fait par l'arpenteur conformément à l'article 91, ils peuvent en faire faire un autre, aux dépens du requérant, par tout autre arpenteur à qui ils ont droit de donner les instructions nécessaires. S. R. 1941, c. 196, a. 102.

102. If the arbitrators be not satisfied with the plan drawn by the land surveyor, as mentioned in section 91, they may cause another to be made, at the cost of the petitioner, by any other land surveyor, to whom they shall have a right to give the necessary instructions. R. S. 1941, c. 196, s. 102.

Étendue
du terrain.

103. Sujet à la compensation prévue par l'article 98, les arbitres peuvent accorder tout le terrain nécessaire pour les opérations minières et pour établir une sortie sur le chemin public.

103. Subject to the compensation contemplated by section 98, the arbitrators may allow all the land required for mining operations and to establish an outlet to the public highway.

Compensation.

Lorsque le propriétaire du fonds établit à la satisfaction des arbitres que le résidu du terrain deviendra impropre aux fins auxquelles il était destiné, les arbitres peuvent accorder le terrain en entier, en décrétant une compensation appropriée.

When the proprietor of the land establishes to the satisfaction of the arbitrators that the remainder of the land shall become unsuitable for the purposes wherefor it was intended, the arbitrators may, in such case, allow the whole of the land, and fix an adequate compensation therefor.

Tiers.

Les dispositions du présent article s'appliquent à une terre publique détenue par un tiers en vertu d'un billet de location, d'un bail ou autrement, mais dans ce cas la décision des arbitres doit être ratifiée par le lieutenant-gouverneur en conseil, à moins qu'il n'ait préalablement donné son approbation à l'octroi du terrain en question. S. R. 1941, c. 196, a. 103; 13 Geo. VI, c. 57, a. 10.

The provisions of this section shall apply to public lands held by a third party under a location ticket, lease or otherwise, but in such case, the decision of the arbitrators must be ratified by the Lieutenant-Governor in Council, unless he has previously granted his approval to the grant of the land in question. R. S. 1941, c. 196, s. 103; 13 Geo. VI, c. 57, s. 10.

Frais.

104. Les frais sont à la charge du requérant, moins, toutefois, ceux de l'arbitre de la partie adverse, que cette dernière doit payer, si la sentence arbitrale

104. The costs shall be paid by the petitioner, except those of the arbitrator of the adverse party, which shall be paid by him, if the award does not allow him

ne lui accorde pas une compensation plus forte que celle qui lui a été offerte avant l'arbitrage.

a higher compensation than that offered before the arbitration.

Taxation. Dans tous les cas, les frais sont taxés par l'inspecteur de la division minière. S. R. 1941, c. 196, a. 104.

In all cases, the costs shall be taxed by the inspector of the mining division. R. S. 1941, c. 196, s. 104. Taxation.

Témoins. **105.** Les arbitres peuvent faire prêter le serment aux parties et aux témoins, et les interroger à leur discrétion, sous serment ou affirmation solennelle. S. R. 1941, c. 196, a. 105.

105. The arbitrators may swear the parties and their witnesses, and, in their discretion, interrogate them under oath or solemn affirmation. R. S. 1941, c. 196, s. 105. Witnesses.

Décès de l'arbitre unique. **106.** Lorsque l'arbitre unique meurt avant la reddition de la sentence, ou est malade, ou refuse ou néglige d'agir dans un temps raisonnable, l'inspecteur, sur preuve satisfaisante à cet effet, en nomme un autre à sa place; mais ce dernier arbitre ne peut recommencer ou répéter aucune des procédures. S. R. 1941, c. 196, a. 106.

106. If a sole arbitrator die before giving his award, or become ill, or refuse or neglect to act within a reasonable time, the inspector, upon satisfactory proof thereof, shall appoint another in his stead; but the latter arbitrator shall not recommence or repeat any of the previous proceedings. R. S. 1941, c. 196, s. 106. Death of sole arbitrator.

Versement à l'inspecteur. **107.** Lorsque le jugement des arbitres est rendu, le montant des dommages accordés et les frais doivent être versés entre les mains de l'inspecteur de la division minière qu'il appartient. S. R. 1941, c. 196, a. 107.

107. When the award of the arbitrators is given, the amount of the damages awarded, and costs, must be paid into the hands of the inspector of the mining division having jurisdiction. R. S. 1941, c. 196, s. 107. Payment of award.

Reçu de l'inspecteur. **108.** L'inspecteur doit fournir un reçu des sommes ainsi versées; mais les travaux ne peuvent être commencés sans la permission expresse de l'inspecteur, ni avant que le montant de la compensation ait été payé ou légalement offert par lui au particulier ou au propriétaire du sol. S. R. 1941, c. 196, a. 108.

108. The inspector must give a receipt for the sums so paid; but no work shall be commenced without his permission or before the amount of the compensation has been paid or lawfully tendered by the inspector to the private person or to the owner of the soil. R. S. 1941, c. 196, s. 108. Inspector's receipt.

Distribution. **109.** Le montant de la compensation et les frais, ainsi versés sont distribués par l'inspecteur aux personnes qui y ont droit, dans le plus court délai possible. S. R. 1941, c. 196, a. 109.

109. The amount of the compensation and the costs so paid shall be distributed, as soon as possible, by the inspector to the person entitled thereto. R. S. 1941, c. 196, s. 109. Distribution.

Droit de passage. **110.** Tout requérant, comme susdit, peut aussi, en suivant la procédure ci-dessus décrite, ou en s'adressant au commissaire des mines ou au lieutenant-gouverneur en conseil s'il n'existe pas de commissaire des mines, et en payant la compensation que ce dernier jugera juste et raisonnable de fixer, obtenir des propriétaires voisins et autres le droit de passage sur leurs terres avec chevaux et voitures, le

110. Every petitioner, as aforesaid, may, by following the above procedure or by applying to the Mining Commissioner, or to the Lieutenant-Governor in Council if there be no Mining Commissioner, and paying the compensation which the latter may deem just and reasonable to fix, obtain from neighbouring proprietors and others a right of passage with horses and vehicles over Right of passage.

Réserve.	droit d'y construire ou installer des tramways, chemins de fer ou lignes électriques, le droit d'y déposer des déchets et stériles, et le droit d'y exécuter les travaux nécessaires pour y faire passer l'eau dont il a besoin pour exploiter plus avantageusement son terrain minier; pourvu, toutefois, qu'il ne demande rien qui ait l'effet de détourner un cours d'eau, une rivière ou un ruisseau, de manière à priver les propriétaires riverains inférieurs d'en faire usage.	their lands, the right to construct or install therein tramways, railways or electric lines, the right to deposit waste and tailings thereon, and the right to make the works necessary therein for conveying the water required by him for the better working of his mining lands; provided, however, that he does not apply for anything which might have the effect of turning the course of any water course, river or stream, so as to deprive the lower riparian proprietors of the use thereof.	Proviso.
Détournement des eaux.	Cependant, dans le but de permettre le travail et l'exploitation des terres alluviales où il se rencontre de l'or, la Régie des services publics peut, sur requête à cet effet, accorder à tout propriétaire de concessions ou terrains miniers le droit de détourner le cours de l'eau d'une rivière, d'un ruisseau ou d'un lac au moyen de canaux dérivatifs ou autrement.	Nevertheless, in order to permit of the working and exploitation of alluvial lands containing gold, the Public Service Board may, on application to that effect, grant any owner of mining lands or concessions the right to divert, by means of sluices or otherwise, the water of any river, brook or lake.	Diverting water.
Fixation des conditions.	La Régie des services publics peut, après audition des parties et des témoins et avoir fait, à ce propos, l'enquête qu'elle juge convenable, fixer les conditions auxquelles le droit mentionné dans l'alinéa précédent sera exercé, et prononcer toute ordonnance qui peut être nécessaire à la mise à exécution du droit conféré par ledit alinéa; le tout sujet à la responsabilité de tel propriétaire pour les dommages qui peuvent résulter du détournement de l'eau. S. R. 1941, c. 196, a. 110.	The Public Service Board may, after hearing the parties and their witnesses, and making in connection therewith such inquiry as it deems proper, fix the conditions on which the right mentioned in the preceding paragraph shall be exercised, and make any order which may be necessary for the exercise of the right conferred by the said paragraph; the whole subject to the liability of the said owner for any damages which may result from the diversion of the water. R. S. 1941, c. 196, s. 110.	Fixing conditions, etc.
Application.	111. L'article 110 est applicable à toute personne qui exploite une mine quelconque en cette province. S. R. 1941, c. 196, a. 111.	111. Section 110 shall apply to every person who operates a mine of any kind in this Province. R. S. 1941, c. 196, s. 111.	Application.
	§ 5.— <i>Dispositions diverses relatives aux porteurs de permis et aux exploitants de mines</i>	§ 5.— <i>Miscellaneous Provisions respecting Holders of Licenses, and Persons Working Mines</i>	
État requis pour renouvellement de permis.	112. Tout porteur de permis de mise en valeur minière qui en demande le renouvellement, doit, sous peine de refus de renouvellement, remettre à l'inspecteur de la division minière, en sus de l'état annuel qu'il doit fournir en vertu de l'article 113, un état fidèle et complet, attesté sous serment, du travail effectué et du minerai qu'il a recueilli pendant la durée du permis, lequel état peut être inscrit sur le permis expirant. S. R. 1941, c. 196, a. 112.	112. Every holder of a development license, who applies for the renewal thereof, shall, under penalty of the refusal of such renewal, give to the inspector of the mining division, in addition to the annual statement which he is bound to furnish in virtue of section 113, a full and true statement, under oath, of the work performed and of the minerals obtained by him during the term of such license, which statement may be entered upon the expiring license. R. S. 1941, c. 196, s. 112.	Statement for renewal of license.

État
annuel.

113. Tout propriétaire de droits de mine, soit qu'il exploite lui-même ou par d'autres, et tout exploitant de mine, doivent fournir, dans les premiers vingt-cinq jours du mois de janvier de chaque année, un état attesté sous serment de leurs opérations pour l'année écoulée, indiquant la quantité de minerai extraite, sa valeur à la mine, la quantité et la valeur du produit marchand, le nombre d'ouvriers employés et le montant total des gages et salaires payés ainsi qu'une liste des noms des personnes tuées ou blessées dans les travaux de mine et tous autres renseignements que le ministre juge à propos.

113. Every owner of mining rights, whether he mines himself or by others, and every person operating a mine, shall, during the first twenty-five days of January in each year, furnish a sworn statement of his operations for the past year, mentioning the quantity of mineral extracted, its value at the mine, the quantity and value of the marketable product, the number of workmen employed and the total amount of wages and salaries paid as well as a list of the names of persons killed or injured in such mining operations, and all other information that the Minister may deem expedient.

Annual
state-
ment.État
mensuel.

Si elles en sont requises par le ministre, les mêmes personnes doivent transmettre à la fin de chaque mois ou de chaque trimestre un semblable état. S. R. 1941, c. 196, a. 113.

The same persons shall, if so required by the Minister, transmit a similar statement at the end of each month or of each quarter. R. S. 1941, c. 196, s. 113.

Monthly
state-
ment, etc.Restrictions à
l'explo-
itation.

114. Aucun titre de concession minière ou permis ne peut, sans le consentement exprès du propriétaire superficiaire, donner le droit de faire des fouilles, ouvrir des puits ou galeries, ni celui d'établir des machines ou magasins, dans les enclos, cours ou jardins, ni sur les terrains attenants aux habitations ou clôtures d'enceinte dans un rayon de trois cents pieds de ces clôtures ou habitations, ni même d'entrer dans ces enclos ou habitations. S. R. 1941, c. 196, a. 114.

114. No title to a mining concession or license shall, without the formal consent of the owner of the soil, give a right to mine, or to open pits or galleries, or to erect machines or stores, in enclosures, yards or gardens, or upon lands close to dwelling-houses or boundary fences within three hundred feet from such fences or dwellings, or even to enter any such enclosure or dwelling. R. S. 1941, c. 196, s. 114.

Restrictions on
opera-
tions.Travaux
près d'une
division
minière.

115. Toute personne qui cherche ou extrait des minerais sur des terres joignant une division minière, est assujettie aux dispositions de la présente loi, comme si elle faisait ces opérations dans les limites de la division minière même. S. R. 1941, c. 196, a. 115.

115. Every person who prospects or mines for minerals upon lands adjoining a mining division, shall be subject to the provisions of this act, as if he worked within such mining division. R. S. 1941, c. 196, s. 115.

Work out-
side
mining
division.Exhibi-
tion des
permis.

116. Tout porteur de permis en vertu de la présente loi est tenu, lorsqu'il en est requis, d'exhiber son permis à l'inspecteur de la division, ou à tout constable ou officier de la paix délégué par l'inspecteur, et de prouver, à la satisfaction de l'officier qui lui en fait la demande, que le permis qu'il possède est en vigueur, et ce, sous les pénalités mentionnées dans l'article 187.

116. Every licensee under this act shall, under the penalties mentioned in section 187, whenever required so to do, exhibit his license to the inspector of the division, or to any constable or peace officer deputed by the said inspector, and prove to the satisfaction of every such officer making such demand, that the license which he holds is in force.

Exhibit-
ing
license.Assistance
à l'inspec-
teur.

Tout porteur de permis est tenu de laisser entrer, sur les terrains qu'il exploite,

Every licensee shall, under the penalties mentioned in section 188, allow the

Permit-
ting
inspec-
tion, etc.

l'inspecteur de la division minière, ou tout constable ou autre officier de la paix délégué par cet inspecteur, et de lui procurer toutes les facilités et l'assistance nécessaires pour y arriver, sous les pénalités mentionnées dans l'article 188. S. R. 1941, c. 196, aa. 116 et 117.

inspector of the mining division, or any constable or other peace officer deputed by the said inspector, to enter upon the lands which he works, and afford any such officer all necessary facilities and assistance for that purpose. R. S. 1941, c. 196, ss. 116 and 117.

Drainage autorisé.

117. 1. Nonobstant les dispositions de l'article 120, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions et sous les réserves qu'il stipule, dans le cas d'un terrain minier submergé, en tout ou en partie, par un lac ou un cours d'eau, autoriser le détenteur des droits de mine dans ce terrain ou ses ayants droit à effectuer le drainage de la nappe d'eau et l'enlèvement des boues recouvrant ce terrain minier par les moyens qu'il juge appropriés.

Drainage authorized.
117. (1) Notwithstanding the provisions of section 120, the Lieutenant-Governor in Council may, upon conditions and restrictions as he may determine, in the case of mining land in whole or in part under a lake or water course, authorize the holder of the mining rights on this land or his assigns to carry out the drainage of the water and the removal of mud covering such mining land by any means he may deem appropriate.

Approbation des plans, etc.

2. Avec sa demande d'autorisation des travaux prévus au paragraphe 1 du présent article, le détenteur des droits de mine doit soumettre à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil les plans, devis et spécifications des ouvrages projetés.

Approval of plans, etc.
(2) With his request for the authorization of the work contemplated for in subsection 1 of this section, the holder of the mining rights must submit for approval to the Lieutenant-Governor in Council the plans and specifications of the proposed work.

Empêchements prohibés.

3. Nul ne peut empêcher ou restreindre par voie d'injonction l'exécution de travaux autorisés par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu du paragraphe 1 du présent article et effectués conformément à cette autorisation et aux plans, devis et spécifications à lui soumis.

Hindrance prohibited.
(3) No person may hinder or limit by means of injunction the carrying out of works authorized by the Lieutenant-Governor in Council under subsection 1 of this section and carried out in accordance with this authorization and with the plans and specifications submitted to him.

Dommages.

Toutefois, le détenteur des droits de mine demeure responsable des dommages qui peuvent être causés à autrui par l'exécution de ces travaux.

Damage.
Nevertheless, the holder of the mining rights shall be liable for any damage occasioned to third parties through the execution of such works.

Expropriation.

4. Le détenteur des droits de mine qui a obtenu l'autorisation d'exécuter des travaux en vertu du paragraphe 1 du présent article a le droit d'exproprier les immeubles et droits réels nécessaires à cette exécution, pourvu que ces immeubles et droits réels soient décrits dans les plans, devis et spécifications soumis au lieutenant-gouverneur en conseil en vertu du paragraphe 2 du présent article.

Expropriation.
(4) The holder of mining rights who has obtained authorization to carry out works under subsection 1 of this section has the right to expropriate the immovables and real rights necessary to such execution provided that such immovables and real rights be described in the plans and specifications submitted to the Lieutenant-Governor in Council under subsection 2 of this section.

Dépôt des plans, etc.

5. Le détenteur de droits de mine qui désire se prévaloir des dispositions du paragraphe 1 du présent article doit déposer au bureau d'enregistrement du comté dans lequel sont situés les terrains affectés par l'exécution des travaux prévus par le paragraphe 2 du présent article, une copie

Deposit of plans, etc.
(5) The holder of mining rights who desires to take advantage of the provisions of subsection 1 of this section must deposit at the registry office of the county in which are situated the lands affected by the carrying out of the works contemplated under subsection 2 of this section a

certifiée des plans, devis et spécifications requis, et faire afficher un avis public à la porte de l'église de chaque municipalité.

Délai.

Le lieutenant-gouverneur en conseil ne prendra en considération aucun plan, devis ou spécification présenté en vertu du paragraphe 2 du présent article avant un délai de trente jours de la date de tel dépôt et de tel avis. S. R. 1941, c. 196, aa. 1170 à 117e; 1-2 Eliz. II, c. 49, a. 3.

certified copy of the required plans and specifications and cause to be posted a public notice at the door of the church of each municipality.

The Lieutenant-Governor in Council will not take into consideration any plan or specification submitted in virtue of subsection 2 of this section before a delay of thirty days from the date of such deposit and notice. R. S. 1941, c. 196, ss. 117a to 117e; 1-2 Eliz. II, c. 49, s. 3.

SECTION X

DISPOSITIONS SPÉCIALES CONCERNANT LES EXPLOITATIONS MINIÈRES

§ 1.—*Des passages mitoyens*

Passage
mitoyen.

118. Un passage mitoyen d'au moins trois pieds de largeur doit être établi entre les exploitations minières, sur les terres publiques comme sur les terres des particuliers. Ce passage sert en commun à tous les exploitants pour communiquer au cours d'eau, s'il s'en trouve un qui est utilisé pour les exploitations. Personne ne doit obstruer ce passage mitoyen en y déposant de la terre, des pierres ou autres matières, sous les pénalités mentionnées dans l'article 181. S. R. 1941, c. 196, a. 118.

Ferme-
ture.

119. Toute personne intéressée peut, en tout temps, supprimer un tel passage mitoyen si elle juge que cette suppression lui est nécessaire, mais elle doit, si elle en est requise, établir un autre moyen d'accès au cours d'eau, offrant toutes les facilités que présentait le passage mitoyen ainsi supprimé, sous les pénalités mentionnées dans l'article 182. Cette suppression ne peut cependant se faire sans la permission écrite de l'inspecteur de la division minière, qui en décide sommairement après avoir entendu la partie adverse, ou, en son absence, lorsqu'elle en a dûment reçu avis. S. R. 1941, c. 196, a. 119.

§ 2.—*Des dommages résultant d'exploitations minières*

Domma-
ges aux
terrains
miniers.

120. Nulle personne exploitant un terrain minier quelconque ne doit causer de tort ou dommage à l'occupant d'un autre

DIVISION X

SPECIAL PROVISIONS RESPECTING MINING OPERATIONS

§ 1.—*Party Passages*

118. A party passage, at least three feet wide, shall be established between each holding and the adjoining holding, worked either on public or on private lands. Such passage shall be used in common by all those working the holding as a mode of access to the stream, where there is one which is utilized for the operations. No one shall obstruct such party passage by throwing soil, stones or other material therein, under the penalties mentioned in section 181. R. S. 1941, c. 196, s. 118.

119. Any person interested may, at any time, do away with such a passage, if he think such action necessary, but he shall, if required so to do, construct a new mode of access to the stream, offering the same facilities as an approach as the party passage so done away with, under the penalties enacted in section 182. Such abolition may not however be effected without the written permission of the inspector of the mining division, who shall summarily decide, after hearing the adverse party, or in his absence if he has been duly notified. R. S. 1941, c. 196, s. 119.

§ 2.—*Damages Resulting from Mining Operations*

120. No person working a mine shall cause any damage or injury to the occupant of any other mining land, by throw-

terrain minier en déposant de la terre, de l'argile, des pierres ou autres matières sur cet autre terrain, ou en y faisant ou laissant couler l'eau pompée ou vidée ou qui s'écoule de son propre terrain, sous les pénalités mentionnées à l'article 183, en sus des dommages causés. S. R. 1941, c. 196, a. 120.

ing earth, clay, stones or other material upon such other land, or by causing or allowing any water which may be pumped or bailed, or may flow from his land, to flow into or upon such other land, under the penalties mentioned in section 183, over and above any claim in respect of the damage caused. R. S. 1941, c. 196, s. 120.

Usine à Rouyn.

121. Nulle personne ne peut empêcher ou limiter l'exploitation d'usines de fonte (*smelters*), affineries ou autres usines à minerais construits dans les cantons de Rouyn, de Holland, de McKenzie et ceux qui leur sont contigus, par voie d'injonction ou d'autres procédures légales. Le seul recours de toute personne lésée par telle exploitation, quand ce recours existe, en est un en dommages-intérêts. S. R. 1941, c. 196 a. 121; 1-2 Eliz. II, c. 49, a. 4.

121. No person shall prevent or hinder the operations of smelters, refineries or other works for treating ores, constructed in the townships of Rouyn, Holland and McKenzie and those contiguous thereto, by means of an injunction or other legal proceedings. The recourse, if any, of any person prejudiced by such operations shall be confined to a claim for damages. R. S. 1941, c. 196, s. 121; 1-2 Eliz. II, c. 49, s. 4. Smelters, etc. at Rouyn.

Gaz délétères.

122. Nul propriétaire, locataire, occupant de terrain dans les cantons de Rouyn, de Holland et de McKenzie et ceux qui leur sont contigus, et nul porteur de permis de coupe de bois dans ces cantons ne peut réclamer de dommages causés par les gaz et fumées délétères produits au cours des opérations d'une usine de fonte (*smelter*), érigée dans les cantons de Rouyn, de Holland et de McKenzie et ceux qui leur sont contigus, sur un emplacement choisi ou approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, pourvu toutefois que les plans et devis de cette usine de fonte aient été au préalable approuvés par l'inspecteur en chef du ministère des richesses naturelles.

122. No owner, tenant or occupant of land in the townships of Rouyn, Holland and McKenzie and those contiguous thereto, and no holder of a permit to cut timber in such townships may claim damages on account of the harmful gases and smoke produced during the operating of a smelter, erected in the townships of Rouyn, Holland and McKenzie and those contiguous thereto, on a site chosen or approved by the Lieutenant-Governor in Council, provided however that the plans and specifications for such smelter have been previously approved by the chief inspector of the Department of Natural Resources. Harmful gases, etc.

Réserve.

Application.

Cette disposition s'applique à tous les terrains déjà occupés, concédés ou patentés dans ces cantons comme terrains miniers. S. R. 1941, c. 196, a. 122; 1-2 Eliz. II, c. 49, a. 5.

This provision shall apply to all lands already occupied, conceded or patented in such townships as mining lands. R. S. 1941, c. 196, s. 122; 1-2 Eliz. II, c. 49, s. 5. Proviso.

Situation des dépotoirs.

123. Toute personne, société ou compagnie exploitant un terrain minier quelconque, un atelier de traitement mécanique, une usine ou raffinerie pour traiter, fondre ou affiner des minerais, minéraux ou substances minérales, doit faire approuver par le ministre l'endroit ou l'emplacement où doivent être jetés ou déposés les déchets, stériles et résidus, liquides ou solides, résultant de ses opérations. Elle

123. Every person, firm or company operating any mining land whatsoever, or any concentrator, smelter or refinery for treating, smelting or refining ores, minerals, or mineral substances, must have the Minister approve the place or location where the rubbish, liquid or solid tailings and residues from such operations are to be thrown or deposited. He or it must, for such purpose, deliver a plan of his Place for rubbish, etc.

- Plan. doit, à cette fin remettre au ministre un plan de sa propriété, indiquant la topographie du terrain, ainsi que l'endroit ou l'emplacement où doivent être jetés ou déposés les déchets, stériles et résidus. Plan.
- Pouvoir du ministre. Si le ministre croit que l'endroit ou l'emplacement désigné par l'exploitant peut être la cause, prochaine ou éloignée, de dommages quelconques aux occupants des propriétés de la région environnante, il peut forcer l'exploitant à choisir un autre endroit ou emplacement pour y jeter ou déposer ces déchets, stériles et résidus, ou exiger de l'exploitant l'exécution de certains travaux qu'il juge utiles ou nécessaires pour prévenir tous dommages. Power of Minister.
- Travaux préventifs. Il pourra même exiger l'exécution de tels travaux pour prévenir les dommages résultant de déchets ou stériles antérieurement déposés sur la propriété de l'exploitant. Remedial works.
- Sanction. Si l'exploitant refuse ou néglige de se soumettre à la décision du ministre, après mise en demeure, celui-ci aura le droit de le forcer à interrompre ses opérations minières, et de faire exécuter lui-même, aux frais du délinquant, les travaux dont il aura ordonné l'exécution. S. R. 1941, c. 196, a. 123. Failure to comply with decision.

§ 3.—*Des cours d'eau et excavations*§ 3.—*Watercourses and Excavations*

- Clôtures autour des excavations. **124.** Tout exploitant de mines qui creuse un puits, une fosse ou pratique une excavation quelconque de la profondeur de quatre pieds et plus, est tenu de l'entourer d'une clôture de quatre pieds de hauteur au moins, s'il est huit jours sans y travailler, sous les pénalités mentionnées dans l'article 186. S. R. 1941, c. 196, a. 124. Fencing pits, etc.
- Usage des cours d'eau. **125.** Tous les propriétaires de concessions ou de terrains miniers bornés par des cours d'eau ou rivières, sur les terres publiques comme sur les terres des particuliers, peuvent se servir et faire usage également de ces cours d'eau ou rivières, pour l'exploitation de leurs concessions ou terrains respectifs, sans se nuire les uns aux autres, mais sujet, dans tous les cas, aux dispositions de l'article 110, s'il y a lieu. S. R. 1941, c. 196, a. 125. Use of water-courses.
- 124.** Every person working a mine who makes a pit, shaft or any excavation whatever, to a depth of four feet or over, shall, under the penalties mentioned in section 186, enclose the same with a fence at least four feet high, if he ceases working the same for eight days. R. S. 1941, c. 196, s. 124.
- 125.** All owners of claims or mining locations bounded by water-courses or rivers, either upon public or upon private lands, may make use of such water-courses or rivers for working their respective claims or locations, but without hindering each other, subject in all cases to the provisions of section 110, if there be occasion therefor. R. S. 1941, c. 196, s. 125.

Diffé-
rends.

126. Tout différend entre les parties à ce sujet est réglé et décidé par l'inspecteur de la division minière, et quiconque enfreint la décision de l'inspecteur est passible des pénalités mentionnées en l'article 184. S. R. 1941, c. 196, a. 126.

§ 4.—*De l'exécution de travaux pour faciliter le transport des produits miniers*

Tram-
ways.

127. Les exploitants de mines peuvent construire tout tramway, chemin gravelé ou chemin macadamisé, depuis leurs mines jusqu'aux eaux navigables ou aux chemins de fer les plus rapprochés, pourvu qu'ils aient au préalable soumis au ministre un plan préparé par un arpenteur géomètre membre de la Corporation des arpenteurs géomètres de la province de Québec indiquant le terrain requis, ainsi qu'un plan montrant le tracé du tramway ou chemin à construire avec une description des travaux à faire, préparé par un ingénieur membre de la Corporation des ingénieurs du Québec, et obtenu du lieutenant-gouverneur en conseil l'autorisation de faire cette construction.

Chaussée.

Tout chemin construit en vertu du présent article doit avoir une chaussée d'au moins trente-cinq pieds. S. R. 1941, c. 196, a. 127; 5-6 Eliz. II, c. 43, a. 2.

Expro-
priation.

128. Ces exploitants ont le pouvoir de s'approprier tout terrain nécessaire pour droit de passage et stations suivant une évaluation équitable, en vertu des dispositions des articles 89 à 124 de la Loi des chemins de fer (chap. 290), lesquelles s'appliquent auxdits propriétaires. S. R. 1941, c. 196, a. 128.

Quais,
etc., sur le
bord des
«aux navi-
gables».

129. 1. Les propriétaires d'une mine qui possèdent, en pleine propriété, des terres d'un mille ou de plus d'un mille de front sur un lac, une rivière ou un cours d'eau navigable, peuvent,—

a) Ériger des havres, des quais, des jetées et autres constructions, sur les bords de ces lacs, cours d'eau ou rivières, pour la commodité des bateaux à vapeur, vaisseaux et embarcations;

b) Faire des règlements pour l'administration et la régie de ces havres, quais,

126. Every dispute arising between the parties on this subject shall be settled and decided by the inspector of the mining division; and whosoever disobeys the order of the inspector shall be liable to the penalties mentioned in section 184. R. S. 1941, c. 196, s. 126.

Disputes.

§ 4.—*Works to facilitate the Transportation of Products*

127. The operator of any mine may construct a tramway or a gravel or macadamized road from such mine to the nearest navigable waters or railway, provided that he previously submit to the Minister a plan drawn up by a land surveyor who is a member of the Corporation of Land Surveyors and Geometers of the Province of Quebec indicating the land required, and a plan indicating the course of the tramway or road to be built, with a description of the work to be done, drawn up by an engineer who is a member of the Corporation of Engineers of Quebec, and obtain authorization from the Lieutenant-Governor in Council to effect such construction.

Tram-
ways, etc.

Every road built under this section must have a roadway of at least thirty-five feet. R. S. 1941, c. 196, s. 127; 5-6 Eliz. II, c. 43, s. 2.

Roadway.

128. Such operator may take any land required for right of way and stations, at a fair valuation, under the provisions of sections 89 to 123 of the Railway Act (Chap. 290), which shall apply to such owner. R. S. 1941, c. 196, s. 128.

Expropri-
ation.

129. (1) The owner of any mine, holding lands in fee-simple having a frontage of one mile or upwards on any navigable lake, river or stream, may,—

Har-
bours, etc.
on naviga-
ble
waters.

(a) Construct harbours, wharves, piers and other erections thereon, on the bank of such lake, stream or river, for the accommodation of steamers, vessels and craft;

(b) Make rules and regulations for the government and management of such

jetées et autres constructions;

c) Imposer et prélever, suivant un tarif qu'ils adoptent à cette fin et qu'ils peuvent changer et modifier, à discrétion, des droits raisonnables de quaiage et de havre;

d) Imposer, pour toute contravention à ces règlements, une amende dont le montant ne doit pas excéder vingt dollars, et qui est recouvrable sommairement devant deux juges de paix comme si elle eut été imposée par une loi de la Législature.

Approba-
tion des
règle-
ments.

2. Ces règlements ou tarifs n'ont aucune vigueur avant d'avoir été sanctionnés ou approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1941, c. 196, a. 129.

Amélio-
ration des
cours
d'eau.

130. Afin de pourvoir au transport des produits miniers et du fret en général et de rendre l'exploitation des mines plus avantageuse, les compagnies minières, ainsi que les propriétaires de mines, peuvent améliorer des cours d'eau et les rendre navigables, ou construire un canal de communication entre des cours d'eau navigables. S. R. 1941, c. 196, a. 130.

Dom-
mages-
intérêts.

131. Toute compagnie minière, ainsi que les propriétaires d'une mine, sont tenus d'indemniser, conformément aux lois de cette province, les personnes dont les propriétés ou les droits peuvent se trouver lésés en conséquence de leurs actes. S. R. 1941, c. 196, a. 131.

Droit de
passage.

132. Toute compagnie minière ou les propriétaires d'une mine, peuvent, pour les fins et aux conditions susdites, entrer et passer sur les terres publiques ou privées, les arpenter et y faire tous les travaux et opérations nécessaires pour la construction de tramways ou de canaux de communication et pour l'amélioration des cours d'eau. S. R. 1941, c. 196, a. 132.

Lots de
grève.

133. Aucun lot de grève, terrain couvert d'eau ou autre propriété publique ne peut être pris ou occupé en vertu de la présente section à moins qu'un plan préparé par un arpenteur géomètre, membre de la Corporation des arpenteurs géomètres

harbours, wharves, piers and other erections;

(c) Impose and levy, according to a tariff to be by him adopted for that purpose, which may be altered and amended by him at will, reasonable wharfage and harbour dues;

(d) Impose, for any infringement of such rules and regulations, a fine of not more than twenty dollars, which shall be recoverable in a summary way before two justices of the peace in like manner as if imposed by an act of the Legislature.

(2) No such rule, regulation or tariff shall be of any force or effect until sanctioned or approved by the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1941, c. 196, s. 129.

Approva-
of rules,
etc.

130. Any mining company, or the owner of any mine, may improve and render navigable any water-course, or may construct a channel or communication between navigable water-courses, in order to provide for the transportation of mining products and of freight in general and for the more advantageous working of the mine. R. S. 1941, c. 196, s. 130.

Improv-
ing
water-
courses.

131. Every mining company, and likewise the owner of any mine, shall be liable to indemnify, in conformity with the laws of this Province, all persons who may suffer injury to property or rights in consequence of their acts. R. S. 1941, c. 196, s. 131.

Damages.

132. Every mining company or the owner of any mine, may enter into and upon public or private lands, for the purposes and subject to the conditions aforesaid, and may survey the same and may execute therein all works and operations necessary for the construction of tramways and for making channels of water communication and improving the navigation of any water-course. R. S. 1941, c. 196, s. 132.

Right of
entry.

133. No beach lot, or land covered with water, or other public property, shall be taken or occupied under this division unless a plan, drawn up by a land surveyor who is a member of the Corporation of Land Surveyors and Geometers of the

Beach lot,
etc.

de la province de Québec, ait été soumis au ministère des terres et forêts et approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil aux conditions qu'il juge à propos d'imposer. S. R. 1941, c. 196, a. 133.

Province of Quebec, shall have been submitted to the Department of Lands and Forests and been approved by the Lieutenant-Governor in Council upon such conditions as he deems expedient to impose. R. S. 1941, c. 196, s. 133.

Approbation de plans.

134. Il n'est fait aucune amélioration aux havres ou aux rivières en vertu de la présente loi, et il n'est pris aucune propriété pour cette fin avant que le plan et la description de cette amélioration projetée et des travaux s'y rattachant aient été soumis au lieutenant-gouverneur en conseil et qu'ils aient été par lui approuvés; mais ce plan peut ensuite être modifié et étendu avec ce consentement et cette approbation. S. R. 1941, c. 196, a. 134.

134. No harbour or river improvement shall be made under this act, nor any property taken therefor, until the plan and the description of such proposed improvement, and of the works therewith connected, have been submitted to and approved by the Lieutenant-Governor in Council; but such plan may afterwards be altered and extended with such consent and approval. R. S. 1941, c. 196, s. 134.

Approval of plans.

§ 5.—Des chemins de mines

Chemins.

135. Aux fins de faciliter la recherche et l'exploitation des mines, le ministre, après approbation du projet par le lieutenant-gouverneur en conseil, a le pouvoir de tracer, d'ouvrir, de construire, d'améliorer et de maintenir de la façon qu'il juge convenable, en tout ou en partie aux frais de la province, des chemins, des ponts ou d'autres travaux qu'il juge nécessaires à ces fins:

Terres publiques;

a) Sur toutes les terres publiques y compris celles sous permis de coupe de bois ou sous permis de mise en valeur de mines ou acquises comme concessions minières, sans être tenu de payer aucune indemnité;

Autres terres.

b) Sur toutes autres terres, quels qu'en soient les propriétaires ou occupants, sujet cependant à l'acquisition préalable de ces terres, à l'amiable ou par expropriation.

Élargissement.

Avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, le ministre peut faire élargir, jusqu'à au moins trente-cinq pieds de chaussée, tout chemin de mine qu'il désigne. S. R. 1941, c. 196, a. 135; 5-6 Eliz. II, c. 43, a. 3.

Avis du tracé projeté.

136. Le ministre communique le tracé projeté de tels chemins sur des terres publiques sous permis de coupe de bois au ministre des terres et forêts et il en donne avis au concessionnaire forestier. S. R. 1941, c. 196, a. 136.

§ 5.—Mining Roads

135. To facilitate the exploration and operation of mines, the Minister, after approval of the plan by the Lieutenant-Governor in Council, may trace, open, build, improve and maintain in the manner deemed suitable by him, partly or altogether at the cost of the Province, roads, bridges or other works which he deems necessary for such purposes:

Roads, etc.

(a) On all public lands including those under timber-cutting license or under development license or acquired as mining concessions, without having to pay any compensation;

Public lands;

(b) On any other land, whoever may be the proprietor or occupant thereof, subject, however, to previously acquiring such land, by mutual agreement or by expropriation.

Other lands.

With the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, the Minister may cause to be widened, to at least thirty-five feet of roadway, any mining road which he determines. R. S. 1941, c. 196, s. 135; 5-6 Eliz. II, c. 43, s. 3.

Widening.

136. The Minister shall transmit a plan of the proposed line of such roads on public lands under timber-cutting license to the Minister of Lands and Forests and shall give notice thereof to the timber limit holder. R. S. 1941, c. 196, s. 136.

Transmission of plan.

« Chemin
de
mines ».

137. Tout chemin ainsi tracé, ouvert, construit, amélioré ou maintenu est désigné sous le nom de « chemin de mines ». S. R. 1941, c. 196, a. 137.

137. Every road so traced, opened, built, improved or maintained shall be designated under the name of "mining road". R. S. 1941, c. 196, s. 137.

Acquisi-
tions par
le gouver-
nement.

138. Aux fins prévues par l'article 135 le gouvernement de la province peut acquérir, par l'entremise du ministre, à l'amiable ou par expropriation:

138. For the purposes contemplated under section 135 the Government of the Province may acquire, through the Minister, by mutual agreement or by expropriation:

Acquisi-
tions by
Govt.

1° Les terres ou les parties de terres visées par le paragraphe *b* de l'article 135 et nécessaires à ces fins;

(1) The land or portions of land referred to in sub-paragraph *b* of section 135, necessary for such purposes;

2° Des terrains qui contiennent le sable, le gravier ou la pierre nécessaires à ces fins;

(2) Land containing the sand, gravel or stone necessary for such purposes;

3° Des servitudes temporaires de passage sur les terrains qui se trouvent entre un chemin de mines et les rivières ou cours d'eau voisins ou les endroits où l'on extrait le sable, la pierre ou le gravier. S. R. 1941, c. 196, a. 138.

(3) Temporary rights of way over the land situated between the mining road and the neighbouring rivers or streams or the places whence the sand, stone or gravel is taken. R. S. 1941, c. 196, s. 138.

Maté-
riaux.

139. Le ministre a plein pouvoir et pleine autorité d'enlever sur le tracé des chemins de mines et dans leurs voisinages, le bois, la pierre, la terre, le gravier et le sable nécessaires à leur construction, leur réparation et leur entretien et d'abattre tous les arbres sur une distance de trente pieds des deux côtés des chemins de mines et des ponts reliant ces chemins, sans être tenu de payer aucune indemnité, sous la réserve cependant des dispositions de l'alinéa suivant.

139. The Minister is fully empowered and authorized to take from the course and in the vicinity of mining roads, the timber, stone, earth, gravel and sand, necessary for their construction, repair and maintenance, and to cut down all trees within a distance of thirty feet from each side of the mining roads or the bridges connecting the said roads, without being forced to pay any compensation, subject, however, to the provisions, contained in the following paragraph.

Materi-
als, etc.

Terres
des par-
ticuliers.

Dans les cas où le droit prévu par le présent article est exercé sur des terres autres que celles visées par le paragraphe *a* de l'article 135, il doit y avoir acquisition par le ministre, au préalable, à l'amiable ou par expropriation, suivant les dispositions ci-après.

When the right provided by this section is exercised on lands other than those contemplated by sub-paragraph *a* of section 135, there must be prior acquisition by the Minister, by mutual agreement or by expropriation, according to the following provisions.

Private
lands.

Coupe de
bois.

Aucun bois n'est ainsi enlevé sur des terres publiques sous permis de coupe, en dehors du tracé et du découvert approuvé pour un chemin de mines, sans une autorisation donnée au préalable par le ministre des terres et forêts fixant la quantité de bois à enlever. S. R. 1941, c. 196, a. 139.

No timber shall be thus removed from public lands under timber-cutting license, outside of the right of way and the clearing approved of for mining roads, without authority first given by the Minister of Lands and Forests fixing the quantity of timber to be removed. R. S. 1941, c. 196, s. 139.

Cutting
timber.

Disposi-
tions ap-
plicables.

140. Les dispositions des articles 96 et 104 de la Loi de la voirie (chap. 133), s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux acquisitions de terres, et des parties de terres

140. The provisions of sections 96 and 104 of the Roads Act (Chap. 133), shall apply, *mutatis mutandis*, to the acquisition of lands, of portions of lands and of

Provi-
sions to
apply.

et autres droits et aux règlements des indemnités, prévus par le présent paragraphe 5. Cependant les mots « ministre de la voirie » et « ministère de la voirie », partout où ils se rencontrent dans lesdits articles, désignent pour les fins du présent paragraphe 5, le « ministre des richesses naturelles » et le « service des mines ». S. R. 1941, c. 196, a. 140; 6 Geo. VI, c. 55, a. 4.

other rights and to the settlement of compensation, contemplated by this subdivision 5. The words "Minister of Roads" and "Department of Roads", however, wherever they occur in the said sections, shall designate, for the purposes of this subdivision 5, the "Minister of Natural Resources" and the "Bureau of Mines". R. S. 1941, c. 196, s. 140; 6 Geo. VI, c. 55, s. 4.

Réglementation municipale.

141. Les municipalités ont le droit de verbaliser ou de réglementer tout chemin ou pont fait par le gouvernement en vertu du présent paragraphe 5, en tout ou en partie dans les limites de leur territoire, mais elles ne peuvent en ordonner la fermeture sans l'autorisation du ministre. S. R. 1941, c. 196, a. 141.

141. The municipalities may regulate, by *procès-verbal*, or by by-law, any road or bridge built, in virtue of this subdivision 5, wholly or in part within the boundaries of their territory by the Government, but they shall not order the closing thereof without the authorization of the Minister. R. S. 1941, c. 196, s. 141.

Municipal regulation.

Drainage des tourbières.

142. Le ministre, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, peut prendre les mesures qu'il juge convenables pour le drainage et l'assainissement des tourbières et acquérir toute servitude de passage et d'égout requise, en se conformant aux dispositions des articles précédents. S. R. 1941, c. 196, a. 142.

142. The Minister, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, may take such measures as he may deem proper for the draining and sanitation of peat-bogs and may acquire any right of way and drainage servitude required, upon complying with the provisions of the preceding sections. R. S. 1941, c. 196, s. 142.

Draining peat-bogs, etc.

SECTION XI

DES INSPECTEURS ET AUTRES OFFICIERS

§ 1.—De leur nomination

Nomination.

143. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre, nommer des inspecteurs, des géologues, registraires de claims, des agents de police ou des corps de police et, à l'exception des constables, tous autres officiers qu'il croit nécessaires pour mettre la présente loi à exécution, définir leurs titres et fixer leurs traitements conformément aux dispositions de la Loi du service civil (chap. 13) et leur prescrire les devoirs que la présente loi ne leur prescrit pas formellement.

Juges de paix.

Tout inspecteur et tout registraire de claims sont d'office juges de paix pour recevoir le serment dans la division pour laquelle ils ont été nommés. S. R. 1941, c. 196, a. 143; 7 Geo. VI, c. 9, a. 3.

DIVISION XI

INSPECTORS AND OTHER OFFICERS

§ 1.—Appointment

143. The Lieutenant-Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, appoint any police force and all inspectors, geologists, mining recorders, policemen and other officers (except constables) deemed necessary for the carrying out of this act, fix their rank and determine their salaries in conformity with the provisions of the Civil Service Act (Chap. 13) and prescribe their duties not herein prescribed.

Appointment, etc.

Every inspector and every mining recorder shall be *ex-officio* a justice of the peace for administering oaths in the division for which he has been appointed. R. S. 1941, c. 196, s. 143; 7 Geo. VI, c. 9, s. 3.

Justice of the peace.

Inspecteurs.

144. Les inspecteurs doivent être des ingénieurs des mines, possédant des connaissances suffisantes en minéralogie et en métallurgie, et ayant exercé leur profession durant cinq années au moins. S. R. 1941, c. 196, a. 144.

144. Every inspector must be a mining engineer, possessing sufficient knowledge of mineralogy and metallurgy, and who has practised his profession for at least five years. R. S. 1941, c. 196, s. 144. Inspectors.

Géologues.

145. Les géologues devront être porteurs d'un degré universitaire obtenu après des études spéciales en géologie et en minéralogie. S. R. 1941, c. 196, a. 145.

145. Every geologist must hold a university degree obtained after special study in geology and mineralogy. R. S. 1941, c. 196, s. 145. Geologists.

Inspecteurs de plusieurs divisions.

146. Les inspecteurs peuvent être nommés pour une ou plusieurs divisions minières, suivant que le lieutenant-gouverneur en conseil le juge à propos, sous le titre de « inspecteur de la division minière de (*nom de la division*,) ou des divisions minières de, (*noms des divisions, suivant le cas* ».) S. R. 1941, c. 196, a. 146.

146. The inspectors may be appointed for one or more mining divisions, as the Lieutenant-Governor in Council deems proper, under the name of "Inspector for the mining division of (*name of the division*) or for the mining divisions of (*name of the divisions, as the case may be*.)" R. S. 1941, c. 196, s. 146. Inspectors for one or more divisions.

Registres de claims.

147. Les devoirs des registraires de claims comprennent l'émission des certificats de mineur, la reconnaissance et l'enregistrement des claims, et tels autres devoirs que le ministre peut leur prescrire à sa discrétion. S. R. 1941, c. 196, a. 147.

147. The duties of the mining recorders shall comprise the issuing of mining certificates, the receipt and recording of claims, and such other duties as the Minister, in his discretion, may assign to them. R. S. 1941, c. 196, s. 147. Mining recorders.

Inspecteur pro tempore.

148. Si, dans une division minière il n'y a pas d'inspecteur ou de registraire des claims nommé, ou s'il y en a un, mais qu'il soit incapable, pour quelque raison que ce soit, de remplir sa charge, ou si telle charge est vacante, le ministre peut confier à un officier du service des mines ou à toute autre personne compétente, la charge de remplir temporairement les devoirs d'inspecteur ou de registraire des claims dans telle division. S. R. 1941, c. 196, a. 148.

148. If, in any mining division, no inspector or mining recorder have been appointed, or if there be one and he be unable for any reason to perform the duties of his office, or if such office be vacant, the Minister may order an officer of the Bureau of Mines or any other competent person to temporarily perform the duties of inspector or mining recorder in such division. R. S. 1941, c. 196, s. 148. Inspector, etc., pro tem.

Agents de police.

149. Les agents de police ou corps de police ainsi nommés sont sujets aux règlements établis par le lieutenant-gouverneur en conseil; et ils ont, tant qu'ils sont en charge, les mêmes pouvoirs, autorité et immunités que ceux accordés aux constables et agents de la police publique, ainsi que tous pouvoirs et autorité extraordinaires qui leur sont accordés par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1941, c. 196, a. 149.

149. The policemen or police force, so appointed, shall be subject to the regulations established by the Lieutenant-Governor in Council, and shall have, while in office, all the powers and immunities of constables and peace officers, and all such extraordinary powers and authority as the Lieutenant-Governor in Council may vest in them. R. S. 1941, c. 196, s. 149. Police.

Idem.

150. Ils peuvent aussi être employés dans telles fonctions qu'il plaît au lieutenant-gouverneur en conseil de prescrire. S. R. 1941, c. 196, a. 150.

150. They may also be employed so on such duties as the Lieutenant-Governor in Council may determine. R. S. 1941, c. 196, s. 150. Idem.

Autorité
du
ministre.

151. Tous les inspecteurs et autres officiers nommés en vertu de la présente loi sont sous l'autorité générale et la direction du ministre. S. R. 1941, c. 196, a. 151.

§ 2.—*De leurs pouvoirs et devoirs*

Compte
de deniers.

152. Tout inspecteur, registraire des claims, ou autre officier, recevant des deniers publics, en vertu de la présente loi, est comptable de ces deniers envers le ministre entre les mains duquel il doit les verser, au temps et de la manière établis par ce dernier. S. R. 1941, c. 196, a. 152.

État des
sommes
perçues.

153. En rendant leurs comptes au ministre, l'inspecteur et le registraire des claims doivent transmettre, en sus des renseignements prescrits, un état indiquant les sommes perçues par eux et les noms des personnes qui ont obtenu des permis. S. R. 1941, c. 196, a. 153.

Nomina-
tion de
consta-
bles.

154. L'inspecteur d'une division minière peut, avec l'approbation du ministre, nommer, au besoin, des constables jusqu'au nombre de douze au plus; les personnes ainsi nommées sont constables et agents de la force publique, aux fins de la présente loi, pour le temps et dans les divisions minières pour lesquels elles sont respectivement nommées.

Direc-
tion.

L'inspecteur a la direction spéciale des constables et des corps de police nommés pour sa division. S. R. 1941, c. 196, a. 154.

Pouvoirs
de l'ins-
pecteur.

155. Il peut donner les ordres et faire les règlements qu'il juge à propos, sujets à l'approbation du ministre, relativement à la direction générale de ces officiers, leur classification, leur rang et leurs services particuliers, la distribution du travail qu'ils ont à faire, l'indication des circuits à surveiller et le lieu de leur résidence.

Suspen-
sion.

Il a, en tout temps, le pouvoir absolu de les suspendre de leurs fonctions; il peut aussi destituer les constables, avec l'approbation du ministre. S. R. 1941, c. 196, a. 155.

Entrée
sur les
terres.

156. Les inspecteurs, les géologues, les constables ou officiers de paix peuvent, en tout temps, entrer avec leurs aides,

151. Every inspector and other officer appointed under this act shall be under the general control and management of the Minister. R. S. 1941, c. 196, s. 151.

Min-
ister's
au-
thority.

§ 2.—*Powers and Duties*

152. Every inspector, mining recorder, or other officer, who receives public moneys under this act, shall be accountable therefor to the Minister, to whom he shall pay the same at the dates and in the manner prescribed by the latter. R. S. 1941, c. 196, s. 152.

Account-
ing for
moneys.

153. In rendering their accounts to the Minister, the inspector and the mining recorder shall transmit, in addition to information required, a return showing the sums collected by them and the names of the persons who have obtained licenses. R. S. 1941, c. 196, s. 153.

Return of
sums
collected.

154. The inspector of a mining division may, as required, with the approval of the Minister, appoint not more than twelve constables; the persons so appointed shall be constables and peace officers for the purposes of this act, for the times and in the mining divisions for which they are respectively appointed.

Appoint-
ing
consta-
bles.

The inspector shall have special control over the constables and police force appointed for his division. R. S. 1941, c. 196, s. 154.

Control.

155. He may give such orders and make such regulations, subject to the approval of the Minister, as he may deem expedient, respecting the general government of such officers, their classification, rank and particular services, the distribution of the work to be performed, the indication of the routes to be watched over, and place of their residence.

Powers of
inspector.

He shall have absolute power, at any time, to suspend them from their functions; he may also, with the approval of the Minister, dismiss the constables. R. S. 1941, c. 196, s. 155.

Suspen-
sion, etc.

156. Every inspector, geologist, constable or peace officer may, at any time, enter, with their assistants, upon any

Entry
upon
lands.

tant sur les terres des particuliers que sur les terres publiques, pour y remplir leurs fonctions et exécuter les travaux qui leur sont assignés, et peuvent exiger de tout détenteur de claims, porteur de permis de mise en valeur ou propriétaire de terrain, et de leurs employés, toutes les facilités et l'assistance nécessaires à cette fin. S. R. 1941, c. 196, a. 156.

private or public lands in order to therein carry out their duties and perform the work assigned to them, and may require from the claim-holder, licensee or holder of a development license of the land, and from their employees, all the facilities and assistance necessary for that purpose. R. S. 1941, c. 196, s. 156.

Intérêt
dans les
mines.

157. Sous les peines mentionnées dans l'article 189, le commissaire des mines, l'inspecteur d'une division minière, le registraire des claims ou autre officier nommé en vertu de la présente section, ne peuvent, en aucun temps, directement ou indirectement, tant qu'ils sont en charge, avoir en leur nom ou au nom d'un autre pour eux, d'intérêt dans l'exploitation des mines en général. S. R. 1941, c. 196, a. 157.

157. No Mining Commissioner, no ^{Interest in mines.} inspector of a mining division, no mining recorder and no other officer appointed under this division shall, under the penalties mentioned in section 189, at any time, either directly or indirectly, so long as he is in office, take any share, in his own name, or in the name of another for him, in the working of mines generally. R. S. 1941, c. 196, s. 157.

SECTION XII

DU COMMISSAIRE DES MINES

§ 1.—*De sa nomination et de ses qualités*

Nomina-
tion.

158. 1. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer un officier appelé « le commissaire des mines ».

Incompa-
tibilité.

2. Le commissaire doit s'occuper exclusivement des devoirs de son office, et il ne peut exercer aucun autre emploi.

Rempla-
cement.

3. En cas de maladie, d'absence, de vacance, ou d'incapacité d'agir, le directeur du service des mines ou toute autre personne désignée par le lieutenant-gouverneur en conseil peut remplacer le commissaire.

Traite-
ment.

4. Le traitement du commissaire est fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil, mais il ne doit pas excéder sept mille dollars par année. Ce traitement est payable sur le fonds consolidé du revenu. S. R. 1941, c. 196, a. 158.

§ 2.—*De la compétence du commissaire*

Juridic-
tion.

159. 1. Sauf pour les cas d'accidents survenus par le fait du travail ou à l'occasion du travail, et les cas pour lesquels il existe des dispositions spéciales, le com-

DIVISION XII

MINING COMMISSIONER

§ 1.—*Appointment and qualifications*

158. (1) The Lieutenant-Governor in <sup>Appoint-
ment.</sup> Council may appoint an officer to be called the Mining Commissioner.

(2) The Commissioner shall attend ex- <sup>Incom-
patibility.</sup> clusively to the duties of his office, and cannot exercise any other occupation.

(3) In the event of the sickness, absence, <sup>Replace-
ment.</sup> vacancy in office or incapacity to act of the Commissioner, the Director of the Bureau of Mines or any other person designated by the Lieutenant-Governor in Council may replace the said Commissioner.

(4) The salary of the Commissioner ^{Salary.} shall be fixed by the Lieutenant-Governor in Council but shall not exceed seven thousand dollars per annum. Such salary shall be payable out of the consolidated revenue fund of the Province. R. S. 1941, c. 196, s. 158.

§ 2.—*Powers of the Commissioner*

159. (1) Save in the cases of accidents <sup>Jurisdic-
tion.</sup> happening by reason of or in the course of the work, and in the cases for which there are special provisions, the Commissioner

missaire possède, à l'exclusion de tout autre tribunal ou cour, les juridiction, pouvoir et autorité pour connaître de, entendre et décider tout litige, question, réclamation, contestation, avant ou après l'émission des lettres patentes, dépendant ou découlant de droits, privilèges ou intérêts conférés sous l'autorité de la présente loi, et il peut donner tous les ordres qu'il juge nécessaires pour rendre ses jugements et ses décisions effectifs.

**Pouvoirs
spéciaux.**

2. Sans préjudice des pouvoirs généraux qui lui sont conférés par le paragraphe 1 du présent article, le commissaire a pouvoir et juridiction pour juger tout litige, toute réclamation, question ou contestation rapportant:

a) À tous terrains miniers, claims miniers, permis de mise en valeur, concessions minières, droits, titres ou intérêts en découlant;

b) À l'existence, la validité, la déchéance, l'invalidation de certificats de mineur, de claims miniers, de permis de mise en valeur, de concessions minières ou aux droits, privilèges ou intérêts qui en découlent;

c) Aux limites, bornes et superficie des terrains affectés par des claims miniers, des permis de mise en valeur ou des concessions minières;

d) Au droit de prendre possession de terrains miniers, de piqueter ou de prospecter des claims miniers;

e) À tout droit ou privilège réclamé en vertu de règlements faits par le lieutenant-gouverneur en conseil et autorisés par l'article 227;

f) Aux transports, options, promesses de vente ou autres transactions affectant des claims miniers, des permis de mise en valeur, des concessions minières avant ou après l'émission de lettres patentes, ou aux droits ou intérêts obtenus en vertu des dispositions de la présente loi.

**Évoca-
tion à la
Cour
supé-
rieure.**

3. Toute partie à quelque procédure instituée en vertu de la présente loi devant le commissaire, concernant des terrains miniers ou des droits de mine possédés en vertu de lettres patentes, peut, à toute phase de la procédure, pourvu que ce ne soit pas moins de dix jours avant la date fixée par le commissaire pour entendre la cause, demander à un juge en chambre de la Cour supérieure, dans le district où est

shall have, to the exclusion of every other tribunal or court, jurisdiction, power and authority to examine, hear and determine any litigation, question, claim or dispute, before or after the issue of letters patent, relating to or arising out of the rights, privileges or interests conferred under this act, and he may give all orders which he may deem necessary to render his judgments and decisions effective.

(2) Without limiting the general powers conferred upon him by subsection 1 of this section, the Commissioner shall have power and jurisdiction to determine any litigation, claim, question, or dispute relating to:

**Special
powers.**

(a) Any mining land, mining claim, development license, mining concession, or any rights, titles or interests therein;

(b) the existence, validity, forfeiture, or invalidity of a miner's certificate, mining claims, development licenses, mining concessions, or to the rights, privileges or interests therein;

(c) The limits, boundaries and extent of the lands affected by any mining claim, development license or mining concession;

(d) The rights to take possession of mining lands, or to stake out or prospect mining claims;

(e) Any right or privilege claimed under regulations made by the Lieutenant-Governor in Council under the authority of section 227;

(f) Transfers, options, promises of sale or other transactions affecting mining claims, development licenses, mining concessions before or after the issue of the letters patent, or to the rights or interests obtained under this act.

(3) Any party to proceedings instituted under this act before the Commissioner, respecting mining lands or mining rights held under letters patent, may, at any stage of the proceedings, provided that it be not less than ten days before that fixed by the Commissioner for the hearing of the case, apply to a judge, in chambers, of the Superior Court, in the district in which the immoveable property is sit-

**Evoca-
tion to
Superior
Court.**

situé l'immeuble, que la cause ou la procédure soit référée à la Cour supérieure. S. R. 1941, c. 196, a. 159.

uated, to have the case or proceedings referred to the Superior Court. R. S. 1941, c. 196, s. 159.

Référés
par le
ministre.

160. Le ministre peut référer au commissaire toute question, réclamation ou contestation dont il peut être saisi, et il est alors du devoir du commissaire, après la preuve qu'il juge à propos d'exiger, de rendre l'ordonnance qu'il croit opportune dans les circonstances. S. R. 1941, c. 196, a. 160.

160. The Minister may refer to the Commissioner any question, claim or dispute of which he is seized, and it shall then be the duty of the Commissioner, after such evidence as he may deem expedient to require, to render such order as in the circumstances he considers fit. R. S. 1941, c. 196, s. 160. Reference
by
Minister.

Interlo-
cutoires.

161. En toute question ou procédure dont il peut être saisi en vertu de la présente loi, le commissaire peut enjoindre aux parties d'avoir à s'abstenir de tout acte qui, dans son opinion, ne devrait pas être fait avant qu'une décision ait disposé définitivement de la question ou de la procédure. S. R. 1941, c. 196, a. 161.

161. In any matter or proceeding which may come before him under this act, the Commissioner may make an order restraining any of the parties from doing any act which, in his opinion, ought not to be done pending the final determination of such matter or proceeding. R. S. 1941, c. 196, s. 161. Restraining
order.

Lettres
patentes.

162. Rien dans la présente loi ne peut être interprété comme donnant au commissaire le pouvoir de modifier ou d'annuler des lettres patentes émises en vertu de la présente loi, et toute action ou procédure prise à cette fin doit l'être devant la Cour supérieure. S. R. 1941, c. 196, a. 162.

162. Nothing in this act shall be interpreted as giving the Commissioner power to alter or cancel letters patent issued under this act, and all suits or proceedings brought for such purpose shall be taken before the Superior Court. R. S. 1941, c. 196, s. 162. Letters
patent.

Juge de
paix
d'office.

163. Le commissaire est juge de paix d'office pour toute la province de Québec. S. R. 1941, c. 196, a. 163.

163. The Commissioner shall be *ex officio* a justice of the peace for the whole of the Province of Quebec. R. S. 1941, c. 196, s. 163. Justice of
peace *ex
officio*.

§ 3.—De la procédure

§ 3.—Procedure

Intitulé.

164. Les mots «Loi des mines» doivent être écrits ou imprimés sur tout avis ou document relatif à toutes les questions portées devant le commissaire. S. R. 1941, c. 196, a. 164.

164. The words "Mining Act" shall be written or printed on all notices and documents, in every matter taken before the Commissioner. R. S. 1941, c. 196, s. 164. Heading.

Procé-
dure par
requête.

165. 1. Le commissaire est saisi de toute cause, question ou procédure au moyen d'une requête énonçant avec concision, distinctement et de bonne foi, les faits et les conclusions. Cette requête est transmise, sous pli recommandé, au service des mines ou au registraire de claims le plus rapproché, qui la fait parvenir sans délai au commissaire.

165. (1) Every case, matter or proceeding brought before the Commissioner shall be brought by a petition, setting forth concisely, distinctly and in good faith, the facts and conclusions. This petition shall be sent, by registered letter, to the Bureau of Mines, or to the nearest mining recorder who shall forthwith send it to the Commissioner. Proceed-
ing by
petition.

Avis aux parties.

2. Sur réception de toute requête prévue par le paragraphe 1 du présent article, le commissaire émet une ordonnance donnant succinctement la nature et les détails des droits et prétentions du requérant; et une copie de cette ordonnance, fixant l'endroit et la date d'audition de la cause, est signifiée aux parties intéressées.

Cautionnement pour frais.

3. Si le requérant n'est pas domicilié dans la province de Québec, le commissaire peut exiger qu'il fournisse un cautionnement pour les frais, avant d'émettre une ordonnance pour l'audition de la cause. S. R. 1941, c. 196, a. 165.

Témoins.

166. Dans toute procédure instituée devant lui, le commissaire peut assigner les parties et les témoins. Toute sommation signifiée aux parties ou aux témoins est signée par le commissaire, et doit être signifiée de la même manière qu'une assignation devant la Cour supérieure, à moins que le commissaire ne décide que telle signification peut être faite par l'entremise de la poste, sous pli recommandé. S. R. 1941, c. 196, a. 166.

Documenta.

167. 1. Le commissaire peut exiger la production de tous les documents qu'il juge nécessaires à la décision de la cause.

Lien du procès.

2. Pour l'audition des causes qui lui sont soumises, le commissaire choisit l'endroit qu'il juge le plus commode pour les parties.

Audition.

3. Il est procédé à l'audition de la cause de la manière la plus expéditive possible tout en tenant compte des intérêts respectifs des parties concernées.

Commission rogatoire.

4. Le commissaire peut prendre, ou faire prendre au moyen d'une commission rogatoire qu'il nomme lui-même, le témoignage de témoins dans la province de Québec et en dehors de la province.

Interlocutoires.

5. Le commissaire peut, à tout endroit qui lui paraît convenable, rendre tout jugement interlocutoire, et tel jugement est final et sans appel. S. R. 1941, c. 196, a. 167.

Experts.

168. 1. Le commissaire peut se procurer l'aide d'ingénieurs, d'arpenteurs, ou autres personnes, qui peuvent, sur ses ordres, examiner la propriété qui fait l'objet

(2) Upon receipt of any petition, as provided under subsection 1 of this section, the Commissioner shall issue an order setting forth briefly the nature and details of the rights and pretensions of the applicant; and a copy of such order, fixing the place and date for the hearing of the case, shall be served upon the interested parties.

Notice to parties.

(3) If the applicant is not domiciled in the Province of Quebec, the Commissioner may require that he furnish security for the costs before issuing an order for the hearing of the cause. R. S. 1941, c. 196, s. 165.

Security for costs.

166. In any proceedings taken before him, the Commissioner may summon the parties and witnesses. Every summons served upon the parties or upon witnesses shall be signed by the Commissioner and served in the same way as a summons before the Superior Court, unless the Commissioner decides that such service may be effected by registered mail. R. S. 1941, c. 196, s. 166.

Witnesses.

167. (1) The Commissioner may order the production of all the documents which he may deem necessary for determining the case.

Documents.

(2) In fixing the place of hearing for the matters submitted to him, the Commissioner shall select the place that he may deem most convenient for the parties.

Place of trial.

(3) The hearing shall be proceeded with as promptly as possible, having regard to the interests of the parties concerned.

Hearing.

(4) The Commissioner may take, or order the taking, by means of a rogatory commission which he himself appoints, of the evidence of any witness within or without the Province of Quebec.

Rogatory commission.

(5) The Commissioner may, at any place he may deem convenient, render any interlocutory judgment, and such judgment shall be final and without appeal. R. S. 1941, c. 196, s. 167.

Interlocutory judgment.

168. (1) The Commissioner may obtain the assistance of engineers, surveyors, or other persons, who may, under his orders, view and examine the property in

Experts.

du litige, et, en rendant sa décision, il peut tenir compte de leur rapport ou de leur opinion comme il le juge à propos.

Visite des lieux.

2. Le commissaire peut visiter et examiner les lieux ou les faire visiter et examiner, et baser sa décision sur ces examens. S. R. 1941, c. 196, a. 168.

question, and in rendering his decision he may give such weight to their report or opinion as he may deem proper.

(2) The Commissioner may view and examine the property, or cause some to be viewed and examined, and give his decision upon such examination. R. S. 1941, c. 196, s. 168.

Viewing of property.

Audition sur le fonds.

169. Le commissaire entend l'affaire au mérite immédiatement, sans tenir compte des informalités qui ont pu être commises, pourvu que ces informalités n'aient causé aucun préjudice réel aux parties. S. R. 1941, c. 196, a. 169.

169. The Commissioner shall immediately proceed to hear the case upon the merits, without taking into account any informalities that may have been committed, provided that such informalities cause no actual prejudice to the parties. R. S. 1941, c. 196, s. 169.

Hearing upon merits.

Salle.

170. Lorsque l'audition de la cause a lieu dans un centre où il existe un palais de justice, le commissaire a le droit de s'en servir, et là où il n'existe qu'une salle municipale, il peut en faire usage. S. R. 1941, c. 196, a. 170.

170. Where the hearing is to take place in a centre where there is a courthouse, the Commissioner shall have the right to make use thereof, and where there is only a municipal hall he shall have the right to use it. R. S. 1941, c. 196, s. 170.

Premises.

Huissiers, etc.

171. Les shérifs, les huissiers, les constables et autres officiers de paix sont tenus d'aider et d'assister le commissaire et de lui obéir dans l'exercice de ses fonctions, quand ils en sont requis. S. R. 1941, c. 196, a. 171.

171. Sheriffs, bailiffs, constables and other peace officers shall aid, assist and obey the Commissioner in the exercise of his powers, whenever required so to do. R. S. 1941, c. 196, s. 171.

Bailiffs, etc.

Sténographie.

172. Le commissaire peut, à sa discrétion, faire prendre les témoignages par le moyen de la sténographie, et ces frais font alors partie des frais de la cause; mais il n'est pas nécessaire que ces notes soient transcrites, sauf dans les cas d'appel, chaque partie payant alors le coût de transcription de ses propres témoignages. S. R. 1941, c. 196, a. 172.

172. The Commissioner may, in his discretion, have the evidence taken down in shorthand and the cost thereof shall then form part of the costs of the case; but it shall not be necessary to have the shorthand notes transcribed, save in the case of an appeal, and each party shall then pay the cost of transcribing the evidence taken on his behalf. R. S. 1941, c. 196, s. 172.

Shorthand.

Frais.

173. 1. Le commissaire en rendant la décision finale adjuge en même temps sur les frais et indique la partie ou les parties qui doivent les payer.

173. (1) The Commissioner, in giving final decision, shall at the same time render judgment as to the costs and shall indicate the party or parties who shall pay the said costs.

Costs.

Tarif.

2. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire, modifier et abroger un tarif des déboursés et honoraires dans les affaires soumises au commissaire.

(2) The Lieutenant-Governor in Council may make, amend and repeal a tariff of disbursements and fees in matters submitted to the Commissioner.

Tariff.

Taxe des témoins.

3. Les honoraires et frais de déplacement des témoins dans les causes devant le commissaire sont ceux établis suivant le

(3) The fees and travelling expenses of witnesses in any case before the Commissioner shall be those established according

Expenses of witnesses.

tarif de la Cour supérieure. S. R. 1941, c. 196, a. 173.

to the tariff of the Superior Court. R. S. 1941, c. 196, s. 173.

Jugements.

174. 1. Les décisions du commissaire ont la force d'un ordre ou d'un jugement, mais il n'est pas nécessaire que les circonstances et les procédures y soient rapportées.

174. (1) The decision of the Commissioner shall have the authority of an order or judgment, but need not relate the circumstances and proceedings had. Judgment.

Transmission.

2. Les ordres, décisions et jugements du commissaire et tous autres documents dans la cause sont transmis au service des mines, et avis de leur réception doit être donné aux parties intéressées.

(2) The orders, decisions and judgments of the Commissioner, and all other documents in the case, shall be sent to the Bureau of Mines, and notice of the receipt thereof shall be given to the parties interested. Transmission.

Registre.

3. Le commissaire tient un registre où seront entrés les notes et détails de toutes ses décisions. S. R. 1941, c. 196, a. 174.

(3) The Commissioner shall keep a register in which notes and details of all his decisions shall be entered. R. S. 1941, c. 196, s. 174. Register.

§ 4.—De l'appel

§ 4.—Appeals

Appel.

175. Sauf dans les cas autrement spécialement prévus, il y a appel à la Cour du banc de la reine de toutes les décisions finales du commissaire, pourvu que cet appel soit pris dans les trente jours de la date de l'avis donné aux parties en vertu de l'article 174.

175. Save where otherwise specially provided, an appeal shall lie to the Court of Queen's Bench from every final decision of the Commissioner, provided that such appeal be taken within thirty days from the notice given to the parties under section 174. Appeal.

Procédure.

Le cautionnement est fourni, et les procédures sont conduites jusqu'au jugement final conformément aux dispositions du Code de procédure civile. S. R. 1941, c. 196, a. 175.

Security shall be furnished and the proceedings up to final judgment shall be conducted in accordance with the provisions of the Code of Civil Procedure. R. S. 1941, c. 196, s. 175. Procedure.

Défauts de forme.

176. Aucune procédure faite devant le commissaire ne peut être invalidée par suite d'un défaut de forme ou du défaut d'accomplissement des formalités prescrites par la présente loi, si, dans l'opinion de la cour, il n'en résulte aucun préjudice réel pour les parties. S. R. 1941, c. 196, a. 176.

176. No proceeding before the Commissioner shall be invalidated on account of irregularity in form or for non-compliance with the formalities prescribed in this act, if, in the opinion of the court, the proceeding has caused no real damage or injustice. R. S. 1941, c. 196, s. 176. Irregularity in form.

Commissaire *ad hoc*.

177. Le ministre peut, en tout temps avant la nomination d'un commissaire en vertu de la présente section, autoriser par écrit une personne à agir en qualité de commissaire relativement à toute question, réclamation ou contestation qu'il indique.

177. The Minister may, at any time before the appointment of a commissioner under this Division, authorize in writing a person to act as commissioner with respect to any question, demand or contestation which he may indicate. Commissioner *ad hoc*.

Pouvoirs.

Cette personne, relativement à la question, réclamation ou contestation qui lui est soumise, possède les mêmes pouvoirs qu'un commissaire nommé en vertu de la présente section. S. R. 1941, c. 196, a. 177.

Such person, with respect to the question, demand or contestation submitted to him shall have the same powers as a commissioner appointed under this Division. R. S. 1941, c. 196, s. 177. Powers.

SECTION XIII

DES PEINES

Exploitation sans permis.

178. Toute personne qui exploite une mine sur les terres publiques, ou sur les terres des particuliers lorsque le droit de mine appartient à la couronne, sans en avoir fait l'acquisition en vertu de la présente loi ou avoir obtenu un permis et payé l'honoraire et la rente exigés par la loi est passible d'une amende de deux cents dollars et des frais pour chaque contravention, et d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois à défaut de paiement. S. R. 1941, c. 196, a. 178,

Avis au ministre.

179. 1. Tout propriétaire, locataire, preneur, occupant, gérant ou exploitant de toute mine ou carrière dont on extrait des minerais, des minéraux ou des substances minérales quelconques, doit, dans les dix jours qui suivent le commencement des travaux, ou de la reprise des travaux après une suspension de six mois, sous peine d'une amende n'excédant pas vingt-cinq dollars, et des frais, et d'un emprisonnement n'excédant pas un mois à défaut de paiement, envoyer un avis par écrit au ministre, déclarant:

a) Le nom de la mine, ainsi que le nom et l'adresse du propriétaire, locataire, preneur, gérant, occupant et exploitant de cette mine;

b) Le nom et l'adresse du gérant ou de toute autre personne à qui les avis qui doivent être signifiés en vertu de la présente loi pourront l'être;

c) La localité et la description des terrains où l'on fait ces travaux;

d) La nature du minerai, des minéraux ou des substances minérales faisant l'objet de l'exploitation.

Avis de changements.

On doit aussi donner au ministre, sans délai, avis de tout changement de nom ou d'adresse du gérant ou autre personne à qui les avis doivent être donnés, ainsi que de tout changement de propriétaire, locataire, preneur, gérant, occupant ou exploitant de telle mine ou carrière, de toute cessation de travaux miniers ou de toute reprise de travaux après cessation.

Liste des mines en exploitation.

2. Des renseignements ainsi fournis, ainsi que des renseignements provenant d'autres sources, le ministre dressera et

DIVISION XIII

PENALTIES

178. Every person who works a mine on public or private lands, when the mining rights belong to the Crown, without having first acquired the same under this act, or without having first obtained a license and paid the fee and rental required by law shall be liable to a fine of two hundred dollars and costs for every offence, and, on failure to pay such fine and costs, to imprisonment for not more than three months. R. S. 1941, c. 196, s. 178.

Working mine without license.

179. (1) Every owner, lessee, holder, occupant, manager or operator of any mine or quarry, from which any ore, minerals or mineral-bearing substances whatsoever are taken, shall, within the ten days next after the beginning of operations or the resuming thereof after a suspension of six months, under penalty of a fine of not more than twenty-five dollars and costs, and of imprisonment for not more than one month in default of payment, send a notice in writing to the Minister, setting forth:

Notice to Minister.

(a) The name of the mine, as well as the name and address of the owner, lessee, holder, manager, occupant or operator of such mine;

(b) The name and address of the manager or any other person upon whom the notices to be served under this act may be served;

(c) The situation and the description of the land where the operations are being effected;

(d) The nature of the ore, minerals or mineral-bearing substances forming the object of the operations.

Notice shall also be given to the Minister, without delay, of any change in the name or address of the manager or other person to whom the notices must be sent, as well as of any change of owner, lessee, holder, manager, occupant or operator of such mine or quarry, of any suspension of mining operations, or of any resumption thereof after suspension.

Notice of changes.

(2) From the information so given, and from any other available source, the Minister shall prepare and keep a list

List of operating mines.

Significa-
tion des
avis.

tiendra une liste de toutes les mines en exploitation dans la province de Québec, avec les noms et adresses, et autres détails contenus dans les avis (en tenant dans une colonne distincte les noms et adresses pour la signification des avis), et tout avis qui doit être signifié en vertu de la présente loi est réputé avoir été dûment signifié s'il est envoyé, par lettre recommandée, à la personne indiquée et à l'adresse donnée pour les fins de signification ; ou si tels noms et adresses n'ont pas été donnés, s'il est envoyé, par lettre recommandée, à l'adresse jugée la plus propre à atteindre la personne à qui il est destiné. S. R. 1941, c. 196, a. 179.

showing all operating mines in the Province of Quebec, with the names and addresses and other particulars as contained in the notices (keeping in a distinct and separate column the names and addresses for the service of the notices), and any notice to be served under this act shall be deemed to have been properly served if mailed by registered letter to the person whose name and address for service have been given, at such address, or, in case such a name and address be not so furnished, then if mailed by registered letter to the address deemed most likely to reach the proper person. R. S. 1941, c. 196, s. 179.

Service of
notices.Emploi de
femmes ou
d'enfants.

180. Toute personne qui, par elle-même ou par ses agents, emploie, dans une exploitation minière, une femme ou une fille, ou un enfant du sexe masculin contrairement aux dispositions de l'article 194, est passible d'une amende n'excédant pas vingt dollars pour chaque infraction et des frais, et d'un emprisonnement n'excédant pas un mois à défaut de paiement. S. R. 1941, c. 196, a. 180.

180. Every person who, in contravention of section 194, by himself or his agents, employs a woman or a girl, or a male child, in the working of such mine, shall be liable to a fine of not more than twenty dollars for each offence, and the costs, and, on failure to pay such fine and costs, to imprisonment for not more than one month. R. S. 1941, c. 196, s. 180.

Employ-
ing
women or
children.Obstruc-
tion du
passage
mitoyen.

181. Quiconque supprime un passage mitoyen sur les terrains exploités en vertu de la présente loi, en y déposant de la terre, des pierres ou autre matière, est passible d'une amende n'excédant pas cinq dollars et des frais, et d'un emprisonnement n'excédant pas un mois, à défaut de paiement. S. R. 1941, c. 196, a. 181.

181. Whosoever obstructs a party passage upon land worked as a mine under this act, by throwing therein earth, stones or other material, shall be liable to a fine of not more than five dollars and costs, and, on failure to pay such fine and costs, to imprisonment for not more than one month. R. S. 1941, c. 196, s. 181.

Obstruct-
ing party
passage.Ferre-
ture du
passage
mitoyen.

182. Quiconque supprime un passage mitoyen, et n'établit pas, s'il en est requis, un autre moyen d'accès au cours d'eau, est passible de la pénalité mentionnée dans l'article 181. S. R. 1941, c. 196, a. 182.

182. Whosoever removes a party passage and does not, if thereunto required, provide another mode of access to the water-course, shall be liable to the penalty mentioned in section 181. R. S. 1941, c. 196, s. 182.

Remov-
ing party
passage.Domma-
ges à la
propriété.

183. Quiconque, en exploitant un terrain minier, cause un tort ou dommage à l'occupant d'un autre terrain minier, en déposant de la terre, de l'argile, des pierres ou autre matière, ou en y faisant ou laissant couler l'eau pompée ou vidée, ou qui s'écoule de son propre terrain, est passible d'une amende n'excédant pas cinq dollars et des frais, et d'un emprisonnement

183. Whosoever, while engaged in mining, causes damage or injury to the occupant of another mining claim by throwing earth, clay, stones or other material in or upon such claim, or by causing or allowing any water which may be pumped or bailed or which may flow from his claim, to flow into or upon such other claim, shall be liable to a fine of not

Damag-
ing
mining
claim.

n'excédant pas un mois à défaut de paiement. S. R. 1941, c. 196, a. 183.

more than five dollars, and costs, and, on failure to pay such fine and costs, to imprisonment for not more than one month. R. S. 1941, c. 196, s. 183.

Usage des
cours
d'eau.

184. Quiconque, en exploitant une mine, ne se conforme pas à la décision de l'inspecteur, au sujet de l'usage qu'il a à faire d'un canal, d'une chaussée, d'un bief ou autre cours d'eau, est passible d'une amende n'excédant pas cinquante dollars et des frais, et d'un emprisonnement n'excédant pas un mois à défaut de paiement. S. R. 1941, c. 196, a. 184.

184. Whosoever, in working a mine, does not comply with the decision of the inspector with respect to the use he is to make of any canal, drain, flume, or other water-course, shall be liable to a fine of not more than fifty dollars, and costs, and, on failure to pay such fine and costs, to imprisonment for not more than one month. R. S. 1941, c. 196, s. 184.

Déplace-
ment des
piquets.

185. Toute personne trouvée coupable d'avoir déplacé ou dérangé intentionnellement un piquet ou poteau planté conformément aux dispositions de la présente loi, est passible d'une amende n'excédant pas deux cents dollars et des frais, et d'un emprisonnement n'excédant pas six mois à défaut de paiement. S. R. 1941, c. 196, a. 185.

185. Any person convicted of intentionally removing or disturbing any stake or post, planted in accordance with the provisions of this act, shall be liable to a fine of not more than two hundred dollars, and costs, and, on failure to pay such fine and costs, to imprisonment for not more than six months. R. S. 1941, c. 196, s. 185.

Protec-
tion, des
excava-
tions.

186. Toute personne qui discontinue de travailler dans un puits, une fosse ou excavation quelconque de la profondeur de quatre pieds ou plus, sans l'entourer d'une clôture d'au moins quatre pieds, est passible, pour chaque infraction, d'une amende n'excédant pas cinquante dollars et des frais, et d'un emprisonnement n'excédant pas un mois à défaut de paiement. S. R. 1941, c. 196, a. 186.

186. Every person who leaves off work in any pit, shaft or excavation whatsoever of four feet or more in depth, without fencing in the same to a height of at least four feet, shall be liable, for each offence, to a fine of not more than fifty dollars, and costs, and, on failure to pay such fine and costs, to imprisonment for not more than one month. R. S. 1941, c. 196, s. 186.

Produc-
tion, des
permis.

187. Tout porteur de permis faisant des exploitations minières sur un terrain quelconque, qui refuse, s'il en est requis, d'exhiber son permis à l'inspecteur de la division minière ou à tout constable ou officier de la paix autorisé par l'inspecteur, est passible d'une amende n'excédant pas cinq dollars et des frais, et d'un emprisonnement n'excédant pas un mois à défaut de paiement. S. R. 1941, c. 196, a. 187.

187. Every licensee engaged in mining upon any land, who, when required so to do, refuses to exhibit his license to the inspector of the mining division, or to any constable or peace officer deputed by such inspector, shall be liable to a fine of not more than five dollars, and costs, and, on failure to pay such fine and costs, to imprisonment for not more than one month. R. S. 1941, c. 196, s. 187.

Admis-
sion des
officiers.

188. Tout exploitant de mine sur un terrain quelconque qui refuse de laisser entrer l'inspecteur de la division minière ou tout constable ou officier de paix autorisé par l'inspecteur, sur les terrains ainsi exploités, pour y remplir leurs devoirs officiels, ou qui leur refuse, s'il en est requis, la facilité et l'assistance nécessaires à cette

188. Every person engaged in mining upon any land, who refuses to allow the inspector of the division, or any constable or peace officer authorized by such inspector, to enter, for the performance of his official duties, upon the land on which he is so working, or who refuses, when thereunto required, to afford such officer the

fin, est passible d'une amende n'excédant pas cinq dollars et des frais, et d'un emprisonnement n'excédant pas un mois à défaut de paiement. S. R. 1941, c. 196, a. 188.

facilities and assistance necessary for such purpose, shall be liable to a fine of not more than five dollars, and costs, and, on failure to pay such fine and costs, to imprisonment for not more than one month. R. S. 1941, c. 196, s. 188.

Officier
intéressé
dans une
mine.

189. Tout inspecteur des mines, registraire des claims ou autre officier qui, durant le temps qu'il est en charge, a un intérêt quelconque dans l'exploitation d'un terrain minier situé dans sa division, en son nom ou au nom d'un autre pour lui, soit directement soit indirectement, est passible, en sus de la destitution de sa charge et de la nullité du titre ou de l'intérêt qu'il a obtenu, d'une amende n'excédant pas quatre cents dollars et des frais, et d'un emprisonnement n'excédant pas un an à défaut de paiement. S. R. 1941, c. 196, a. 189.

189. Every mining inspector, mining recorder or other officer who, while holding such office, takes a share in the working of any mine situated in his division, either in his own name or in that of another for him, directly or indirectly, shall be liable, in addition to dismissal from office, and the nullity of the title or interest which he has obtained, to a fine of not more than four hundred dollars, and costs, and, on failure to pay such fine and costs, to imprisonment for not more than one year. R. S. 1941, c. 196, s. 189.

Officer
interested
in mines.

Témoin
récalci-
trant.

190. Tout témoin assigné légalement, qui refuse de comparaître, ou refuse de prêter le serment ou l'affirmation et de répondre, est sujet à une pénalité de cinq dollars et aux frais chaque fois qu'il refuse, ou à l'emprisonnement jusqu'à ce qu'il consente à prêter le serment ou l'affirmation et à répondre. S. R. 1941, c. 196, a. 190.

190. Every witness lawfully summoned who refuses to appear or to take the oath or affirmation or to answer, shall be liable to a fine of five dollars and costs for every such refusal, or to be imprisoned until he consents to take the oath or affirmation and to answer. R. S. 1941, c. 196, s. 190.

Witness
refusing to
appear.

Compli-
cité après
le fait.

191. Toute personne qui, sachant ou ayant raison de croire qu'une arrestation en vertu de la présente loi doit être faite, empêche, d'une manière quelconque, l'arrestation d'un contrevenant à la présente loi, est passible d'une amende n'excédant pas quarante dollars et des frais, et d'un emprisonnement n'excédant pas deux mois à défaut de paiement. S. R. 1941, c. 196, a. 191.

191. Every person, who, knowing or having reason to believe that an arrest under this act is about to be made, prevents the arrest of any one contravening this act, shall be liable to a fine of not more than forty dollars, and costs, and, on failure to pay such fine and costs, to imprisonment for not more than two months. R. S. 1941, c. 196, s. 191.

Accomplice
after the fact.

Peine non
prévue.

192. Toute personne contrevenant à la présente loi, à toute règle ou à tout règlement établi en vertu de ses dispositions, dans tous les cas où il n'est pas imposé d'autre amende ou punition, est passible, pour chaque jour que cette contravention a lieu, se continue ou se réitère, d'une amende n'excédant pas vingt dollars et des frais, et d'un emprisonnement n'excédant pas un mois à défaut de paiement. S. R. 1941, c. 196, a. 192.

192. Every person contravening this act or any order or regulation made thereunder, where no other penalty or punishment is imposed, shall be liable, for every day on which such offence occurs, continues, or is repeated, to a fine of not more than twenty dollars, and costs, and, on failure to pay such fine and costs, to imprisonment for not more than one month. R. S. 1941, c. 196, s. 192.

Penalty if
no other
provided.

Emprisonnement. 193. Chaque terme d'emprisonnement est compté du jour de l'incarcération. S. R. 1941, c. 196, a. 193.

193. Every term of imprisonment shall count from the day of incarceration. R. S. 1941, c. 196, s. 193. Imprisonment.

SECTION XIV

DE LA PROTECTION DES OUVRIERS DANS
L'EXPLOITATION DES MINES

Femmes. 194. 1. Aucune femme ou fille ne doit être employée dans l'exploitation d'une mine quelconque.

Enfants. 2. Aucun enfant du sexe masculin de moins de quinze ans ne doit être employé dans les travaux souterrains des mines et carrières.

Semaine de 48 heures. 3. Aucun enfant du sexe masculin, ayant, quinze ans mais moins de dix-sept, ne peut être employé dans une mine comme il est dit ci-dessus, pendant plus de quarante-huit heures par semaine, la semaine étant censée commencer à minuit le dimanche et se terminer à minuit le samedi suivant.

Préposés aux treuils. 4. Aucune personne du sexe masculin, âgée de moins de vingt ans, ne doit être employée à faire fonctionner des machines d'extraction ou des treuils servant à la circulation des ouvriers dans les mines ou les dépendances immédiates.

Préposé aux machines. 5. Aucune personne du sexe masculin, âgée de moins de vingt ans, ne doit être employée à faire fonctionner des machines quelconques, servant dans les mines, les carrières ou dépendances immédiates, à l'extraction, au remontage, au levage ou au transport du minerai, ou au forage des trous de mine.

Préposé aux signaux. 6. La transmission des signaux et des ordres pour la mise en marche de ces machines ne peut être confiée à des personnes âgées de moins de seize ans révolus. S. R. 1941, c. 196, a. 194.

Infractions. 195. Tout exploitant de mine qui, par lui-même ou par ses agents, contrevient aux dispositions de l'article 194, est sujet aux pénalités mentionnées dans l'article 180. S. R. 1941, c. 196, a. 195.

Avis d'accidents. 196. Lorsqu'au cours de l'exploitation d'une mine ou d'une carrière, un accident survient par le fait du travail ou à l'occasion du travail, l'exploitant, ou son représentant à la mine ou à la carrière, doit transmettre immédiatement après l'acci-

DIVISION XIV

PROTECTION OF WORKMEN IN MINES

194. (1) No woman or girl shall be employed in the working of a mine. Women.

(2) No male child under fifteen years of age shall be employed in the underground works of any mine or quarry. Boys.

(3) No male child of fifteen years of age, but under seventeen years of age, shall be employed in a mine as above, more than forty-eight hours per week, such week being considered as beginning at midnight on Sunday and ending at midnight on the following Saturday. 48-hour week.

(4) No male person under twenty years of age shall be employed to have charge of hoists or windlasses used for hoisting or lowering workmen in mines or in workings connected therewith. Hoist operators.

(5) No male person under eighteen years of age, employed in mines, quarries or in immediate connection therewith, shall have charge of machinery of any kind, used for hoisting, for lifting, for haulage or for drilling blasting-holes. Machinery.

(6) The transmission of signals and orders for putting such machines in motion shall not be entrusted to persons under the full age of sixteen years. R. S. 1941, c. 196, s. 194. Signalmen.

195. Every operator of a mine who, by himself or his agents, offends against section 194, shall be subject to the penalties mentioned in section 180. R. S. 1941, c. 196, s. 195. Infraction.

196. If, while a mine or a quarry is being operated, an accident happen by reason of or in the course of the work, the person operating the same, or his representative at such mine or quarry, shall forthwith send a written notice to the Notice of accidents.

dent, un avis écrit au ministre, spécifiant la nature de l'accident, le nombre des personnes tuées ou blessées, et leurs noms s'ils sont connus.

Infrac-
tions.

Toute personne négligeant de se conformer au présent article est passible des pénalités prévues par l'article 192. S. R. 1941, c. 196, a. 196.

Règle-
ments.

197. Des règlements peuvent être faits par le lieutenant-gouverneur en conseil, concernant la salubrité et la sécurité du travail dans les mines, de manière à protéger la vie et la santé des ouvriers qui y sont employés.

Publica-
tion.

Ces règlements, après leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*, deviennent loi, et des copies de ces règlements doivent être affichées dans les endroits les plus apparents de la mine, conformément aux instructions de l'inspecteur des mines.

Infrac-
tions.

Toute infraction à ces règlements, après leur entrée en vigueur, rend l'exploitant passible des pénalités prévues par l'article 192 de la présente loi. S. R. 1941, c. 196, a. 197.

Inspec-
tion.

198. Il est du devoir de l'inspecteur de faire l'inspection des mines, des carrières et des ateliers de préparation de minerais, autant de fois qu'il est nécessaire pour s'assurer que les règlements faits en vertu de l'article 197 sont observés.

Avis
exploit-
tant.

L'inspecteur a de plus le pouvoir de donner avis, par écrit, à tout exploitant de mines, ou à ses agents, d'avoir à remédier, dans un laps de temps par lui spécifié, à tout état de choses, ou à toutes pratiques, qu'il considère défectueux ou dangereux au cours de l'exploitation de mines, de carrières ou d'ateliers de préparation de minerais et même de faire cesser immédiatement tout travail quelconque, et de faire évacuer la mine, la carrière ou l'atelier, jusqu'à ce que les mesures nécessaires aient été prises pour assurer la protection des ouvriers, à sa satisfaction.

Infrac-
tions.

Toute négligence de se conformer à un tel avis dans le temps déterminé, constitue une infraction passible des pénalités prévues par l'article 192. S. R. 1941, c. 196, a. 198.

Plans
requis.

199. 1. Chaque exploitant doit tenir à date:

Minister, specifying the nature of the accident, the number of persons killed or injured, and their names if they be known.

Every person not complying with the requirements of this section shall be liable to the penalties provided in section 192. R. S. 1941, c. 196, s. 196. Penalty.

197. Regulations may be made by the Lieutenant-Governor in Council, respecting the sanitary condition and safety of the works in mines, so as to protect the life and health of the workmen therein employed. Regula-
tions.

Such regulations, after their publication in the *Quebec Official Gazette*, shall become law, and copies of such regulations shall be posted up in the most conspicuous places at the mine, in conformity with the instructions of the mining inspector. Publica-
tion.

Any infringement of such regulations, after their coming into force, shall render the operator liable to the penalties provided in section 192 of this act. R. S. 1941, c. 196, s. 197. Penalties.

198. It shall be the duty of the in- Inspe-
ctions.
spector to make such inspections of mines, quarries and workshops for the reduction of minerals as may be necessary to ensure the observance of all regulations made under section 197.

The inspector shall have power, further, Orders.
to order any operator of a mine or his agents, to have remedied, within a certain lapse of time specified by such inspector, any state of affairs or any practices which he may consider bad or dangerous in the working of any mine, quarry or workshop for reducing mineral and even to have all work whatever stopped immediately, and to have the mine, quarry or workshop vacated, until the necessary steps are taken to protect the workmen, to his satisfaction.

Any failure to obey such notice within the time specified shall be an offence punishable by the penalties provided by section 192. R. S. 1941, c. 196, s. 198. Penalty.

199. (1) Every operator must keep Plans
required.
the following up to date:

a) Un plan exact de la surface indiquant les limites de ses terrains, les cours d'eau, les chemins, les lignes de transmission d'énergie électrique, les bâtiments et autres installations ainsi que les affleurements de roc;

b) Des plans exacts en projection horizontale montrant à chaque étage tous les travaux souterrains, y compris les puits et les galeries;

c) Des plans indiquant exactement les observations géologiques et géophysiques et les prises d'échantillons avec leur teneur en minerai, déterminée par l'essai ou l'analyse.

Pouvoir du ministre.

2. Le ministre peut exiger de tout exploitant la préparation de tous autres plans destinés à faire mieux connaître le gisement et les travaux faits dans les mines pour la protection des ouvriers.

Échelle.

Ces plans sont préparés suivant une échelle uniforme fixée par le ministre pour chaque exploitation.

Journal de sondage.

3. Chaque exploitant doit aussi tenir un journal de chaque trou de sondage au diamant indiquant exactement l'emplacement, la direction, l'inclinaison, la nature géologique des terrains traversés et les prises d'échantillons.

Examen des plans.

4. Ces plans et ce journal peuvent être examinés par les inspecteurs, les géologues ou par tout autre représentant autorisé par le ministre. Ils peuvent prendre des notes de leurs constatations et des copies des plans et du journal au cours de leurs travaux d'inspection et d'enquête. S. R. 1941, c. 196, a. 199.

Plan des travaux souterrains.

200. Pour chaque mine dont l'exploitation exige des travaux souterrains, l'exploitant doit transmettre au ministre le ou avant le premier jour de février de chaque année, un plan complet et précis, dressé à une échelle approuvée par le ministre, ou une copie certifiée de ce plan, de tous les travaux souterrains existant au 31 décembre de l'année précédente.

Cessation des travaux.

En cas de suspension de travaux dans une mine pendant au moins un mois, l'exploitant ou son représentant doit envoyer au ministre, dans un délai de deux mois, une copie certifiée des plans des travaux souterrains existant à la date de la cessation des travaux.

(a) An exact surface plan showing the boundaries of his lands, the streams, roads, electric power transmission lines, buildings and other installations as well as the outcroppings of rocks;

(b) Exact plans with horizontal projection showing at each level all the underground work including shafts and drifts;

(c) Plans showing exactly the geological and geophysical observations and the taking of samples with their mineral content as determined by assay or analysis.

(2) The Minister may require from any operator the making of any other plans intended to give a better knowledge of the deposits and the work done in the mines for the protection of the workmen. Powers of Minister.

Such plans shall be made on a uniform scale as fixed by the Minister for each undertaking. Scale.

(3) Every operator must also keep a daily register of each diamond boring, showing exactly the location, direction, inclination and geological nature of the strata penetrated and the samples taken. Register of boring.

(4) Such plans and such daily register may be examined by the inspectors, the geologists or any other authorized representative of the Minister. They may take notes of their findings and copies of the plans and of the daily register in the course of their work of inspection and investigation. R. S. 1941, c. 196, s. 199. Examination of plans and register.

200. For each mine whose working requires underground works, the mine operator must transmit to the Minister on or before the 1st of February of each year, a complete and accurate plan, drawn up upon a scale approved of by the Minister, or a certified copy of such plan, of all the underground works existing on the 31st of December of the preceding year. Plan of underground works.

In the event of suspension of work in a mine for a period of at least one month, the mine operator or his representative must forward to the Minister, within a delay of two months, a certified copy of the plans of the underground works existing at the date of cessation of the work. Cessation of the work.

Secret.

Les plans et relevés ainsi fournis au ministre sont considérés comme renseignements confidentiels pour l'usage exclusif des inspecteurs des mines, à moins que le ministre n'en décide autrement. S. R. 1941, c. 196, a. 200.

All plans and surveys so furnished to the Minister shall be considered as confidential information for the exclusive use of the inspectors of mines, unless the Minister decide otherwise. R. S. 1941, c. 196, s. 200.

Rapport de l'inspecteur.

201. Tous les trois mois, l'inspecteur doit faire rapport au ministre, concernant l'exécution des dispositions de la présente loi dans les limites de sa division minière. S. R. 1941, c. 196, a. 201.

201. Every three months, the inspector shall make a report to the Minister with respect to the fulfilment of the provisions of this act within the limits of his mining division. R. S. 1941, c. 196, s. 201.

SECTION XV

DES POURSUITES

§ 1.—*Loi applicable aux poursuites*

Procédure.

202. La première partie de la Loi des poursuites sommaires (chap. 35) est applicable à toutes les poursuites pour infractions poursuivables par voie sommaire d'après les dispositions de la présente loi. S. R. 1941, c. 196, a. 202.

202. Part I of the Summary Convictions Act (Chap. 35) shall apply to all prosecutions of offences triable summarily under the provisions of this act. R. S. 1941, c. 196, s. 202.

§ 2.—*Au nom de qui sont intentées les poursuites*

Poursuites civiles.

203. Les poursuites en recouvrement des droits sur les mines dus à la couronne, des sommes dues pour l'acquisition des concessions minières ou des droits de mine, pour permis de mise en valeur ou pour certificats de mineur, sont intentées au nom du procureur général représentant Sa Majesté aux droits de la province, devant tout tribunal civil de juridiction compétente, et les autres poursuites pour contraventions à la présente loi sont intentées par un plaignant ou par le percepteur du revenu pour le district dans lequel l'infraction a été commise. S. R. 1941, c. 196, a. 203.

§ 2.—*Taking of Action*

203. Actions for the recovery of duties upon mines due to the Crown, sums due in respect of the purchase of mining concessions or mining rights, and for those due under development licenses or miners' certificates, shall be brought in the name of the Attorney-General representing her Majesty in the rights of the Province, before any court of competent civil jurisdiction; and other prosecutions for contraventions of this act shall be brought in the name of a complainant or by the collector of provincial revenue for the district in which such offence was committed. R. S. 1941, c. 196, s. 203.

§ 3.—*Du tribunal de l'inspecteur*

Juridiction.

204. Les poursuites pour le recouvrement des amendes imposées par la présente loi ou par les règlements faits sous son empire, pour le recouvrement des honoraires exigibles en vertu de leurs dispositions, autres que les droits et honoraires men-

§ 3.—*Inspector's Court*

204. Prosecutions for the recovery of fines imposed by this act, or by the regulations made in virtue thereof, for the recovery of fees exigible thereunder, other than those mentioned in section 203, and for all contraventions of the provisions

tionnés dans l'article 203, et pour toutes les contraventions aux dispositions de ladite loi et desdits règlements, sont intentées devant l'inspecteur de chaque division minière qu'il appartient ou devant un juge des sessions ou un juge de district. S. R. 1941, c. 196, a. 204; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 20.

thereof, shall be brought before the inspector of each mining division having jurisdiction or before a judge of sessions or a district magistrate. R. S. 1941, c. 196, s. 204; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 20.

Juge de
paix
d'office.

205. L'inspecteur de chaque division minière est, sans nécessité de qualité foncière, juge de paix d'office du district qui renferme, en tout ou en partie, la division minière pour laquelle il a été nommé, ainsi que du district dans lequel se trouvent, en tout ou en partie, une ou des divisions minières pour lesquelles il est tenu de remplir ses devoirs. S. R. 1941, c. 196, a. 205.

205. The inspector of each mining division shall, *ex officio* and without property qualification being necessary, be a justice of the peace for the district comprising or including, wholly or in part, the mining division for which he has been appointed, as well as for the district in which there may be, in whole or in part, one or more mining divisions in which he is bound to perform his duties. R. S. 1941, c. 196, s. 205. Justice of the peace
ex officio.

Compé-
tence.

206. Sauf dans les cas où il s'agit de droits immobiliers ou de titres à des propriétés foncières où il doit se récuser, l'inspecteur, comme juge de paix, possède, dans toute l'étendue du territoire pour lequel il a été nommé, les juridiction, autorité, droits et privilèges conférés par la loi en vigueur à tout magistrat de police, juge de district, juge des sessions, juge de paix, shérif ou juge municipal.

206. As a justice of the peace, the inspector (except in suits relating to rights or titles to immoveable property, in which he must decline to act) shall, throughout the territory for which he is appointed, possess the jurisdiction, authority, rights and privileges conferred by the existing laws upon any police magistrate, district judge, judge of the sessions, justice of the peace, sheriff or municipal judge. Au-
thority.

Bornage.

Il prononce sommairement sur toute contestation concernant l'étendue ou le bornage des terrains miniers sous permis de mise en valeur, l'usage des cours d'eau, et l'accès à iceux.

He shall decide, in a summary manner, all contestations respecting the dimensions or boundaries of mining lands under development license, the use or water-courses and the access thereto. Bound-
aries, etc.

Aucun
appel.

Sa décision, dans tout ce qui peut être de sa juridiction, est finale et sans appel.

His decision shall be final and without appeal, in all matters within his jurisdiction. No
appeal.

Dettes
n'excé-
dant pas
\$25.00.

Il prend connaissance et juge en dernier ressort de toute action d'une nature purement personnelle et mobilière, soit entre des personnes ou compagnies engagées dans des exploitations minières ou leurs agents, soit entre ces personnes ou compagnies et toute autre personne ou compagnie, pourvu que le montant en litige n'excède pas vingt-cinq dollars.

He shall take cognizance of and finally determine all suits of a purely personal nature, and those affecting moveables, whether between persons or companies, engaged in mining, or their agents, or between such persons or companies and any other person or company, provided the amount in dispute does not exceed twenty-five dollars. Amount
limited to
\$25.00.

Procé-
dure.

Les procédures sont sommaires. S. R. 1941, c. 196, a. 206; 13 Geo. VI, c. 20, a. 3; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 20, et c. 52, a. 3.

Such proceedings shall be summary. R. S. 1941, c. 196, s. 206; 13 Geo. VI, c. 20, s. 3; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 20, and c. 52, s. 3. Proceed-
ings.

Exécu-
tion.

207. Pour l'exécution des jugements rendus en vertu du présent paragraphe, il

207. Judgments rendered under this subdivision shall be executed in the same Execu-
tion.

est procédé comme à la Cour de magistrat. S. R. 1941, c. 196, a. 207; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 17.

way as those rendered in the Magistrate's Court. R. S. 1941, c. 196, s. 207; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 17.

Pouvoirs
de l'ins-
pecteur.

208. L'inspecteur peut :

- 1° Émettre des sommations;
- 2° Assigner des témoins;
- 3° Condamner aux pénalités mentionnées dans l'article 190, un témoin qui refuse de comparaître lorsqu'il a été légalement assigné, ou refuse de prêter serment ou de répondre aux questions qui lui sont posées;
- 4° Recevoir et faire prendre, par écrit, à sa discrétion, sur la demande de la poursuite ou de la défense, les dépositions des témoins alors présents, et remettre la cause à un jour subséquent qu'il fixe à cette fin;

5° Décider la plainte sommairement, en présence ou en l'absence du défendeur, sur le témoignage rendu sous serment par un ou plusieurs témoins assermentés devant lui, et prélever la somme qu'il adjuge être due par le défendeur à des ouvriers ou serviteurs, avec les frais qu'il croit raisonnables, par un mandat de saisie et de vente des biens et effets du défendeur;

6° Condamner sur le fait, pour toute contravention commise dans sa division et punissable d'après les dispositions de la présente loi ou des règlements faits sous son empire. S. R. 1941, c. 196, a. 208.

§ 4.—Des greffiers des inspecteurs

Nomina-
tion et ho-
noraires.

209. Les greffiers des inspecteurs de divisions minières sont nommés par le ministre, et ont droit aux mêmes honoraires que les greffiers de la Cour des commissaires ou les greffiers des juges de paix, suivant le cas. S. R. 1941, c. 196, a. 209.

§ 5.—De la procédure

Alléga-
tions.

210. Dans une poursuite intentée sous l'empire de la présente loi, il n'est pas nécessaire d'alléguer, dans la déclaration, plainte ou sommation, des faits négatifs, ni aucun fait qu'il appartient au défendeur de prouver. S. R. 1941, c. 196, a. 210.

Amende-
ments.

211. Toute déclaration, plainte ou sommation peut être amendée sans frais, s'il y a défaut de forme et, sur tel amende-

208. The inspector may:

- (1) Issue writs of summons;
- (2) Summon witnesses;
- (3) Condemn a witness to the penalties mentioned in section 190, whenever he refuses to appear, when lawfully summoned, or to take the oath or to answer;
- (4) Receive and cause to be taken in writing, in his discretion, upon the application of either party, the depositions of the witnesses then present, and adjourn the case to a future day, which he shall then fix for such purpose;

(5) Decide such complaint, in the presence or absence of the defendant, in a summary manner, upon the evidence given under oath by one or more witnesses sworn before him, and levy such sum as he may adjudge to be due by such defendant to labourers or servants, together with such costs as he may deem proper, by seizure and sale of the defendant's goods and chattels;

(6) Convict, within his division, upon view, any person for any offence punishable under this act, or the regulations made in virtue thereof. R. S. 1941, c. 196, s. 208.

§ 4.—Clerks of Inspectors

209. The clerks of inspectors of mining divisions shall be appointed by the Minister, and shall be entitled to the same fees as clerks of commissioners' courts or clerks of justices of the peace, as the case may be. R. S. 1941, c. 196, s. 209.

Powers of
inspector.

Appoint-
ment and
fees.

§ 5.—Procedure

210. In any prosecution instituted under this act, it shall not be necessary, in the declaration, information, complaint or summons, to allege any negative fact or any fact which it is for the defendant to prove. R. S. 1941, c. 196, s. 210.

Allega-
tions.

211. Any declaration, complaint or summons may be amended, without costs, if there be any defect in the form thereof,

Amend-
ments.

ment, le défendeur peut obtenir un délai ultérieur pour faire sa défense et sa preuve. S. R. 1941, c. 196, a. 211.

and, upon such amendment, the defendant may obtain a further delay to plead and to adduce evidence. R. S. 1941, c. 196, s. 211.

Date. 212. Il n'est pas nécessaire de préciser dans une plainte le jour de l'infraction; l'indication approximative du jour et du lieu suffit. S. R. 1941, c. 196, a. 212.

212. It shall not be necessary in any complaint to state the exact day on which the offence was committed; it shall be sufficient that the day and hour be approximately stated. R. S. 1941, c. 196, s. 212.

Tarifs. 213. Les huissiers, constables et grefriers des inspecteurs de divisions minières ont droit aux frais mentionnés dans les articles 216 à 221 de la Loi des tribunaux judiciaires (chap. 20), et chacun d'eux peut réclamer et percevoir lui-même les frais qui lui sont dus. Les honoraires des avocats et autres frais sont taxés d'une manière raisonnable et équitable, à la discrétion de l'inspecteur. S. R. 1941, c. 196, a. 213.

213. The fees to which bailiffs, constables and clerks of inspectors of mining divisions are entitled shall be those mentioned in sections 216 to 221 of the Courts of Justice Act (Chap. 20), which fees each one shall be respectively allowed to collect; but the fees of advocates and other costs shall be taxed in a reasonable and equitable manner, at the discretion of the inspector. R. S. 1941, c. 196, s. 213.

Significations. 214. Toute signification requise en vertu de la présente loi est faite par un huissier de la Cour supérieure ou un constable nommé pour la division minière où la poursuite est intentée, en laissant une copie certifiée par l'inspecteur de telle division à la personne elle-même, ou à une personne raisonnable de sa famille, à son domicile ou à sa place d'affaires. S. R. 1941, c. 196, a. 214.

214. Every service under this act shall be made by a bailiff of the Superior Court, or by a constable appointed for the mining division in which the suit is instituted, by leaving a copy, certified by the inspector of the said division, with the defendant personally, or with a reasonable person of his family, at his domicile or place of business. R. S. 1941, c. 196, s. 214.

Procès verbal. 215. Le rapport de la signification par un huissier est fait sous son serment d'office.

215. The return of service by a bailiff shall be made under his oath of office.

Idem. La signification par un constable se prouve par un certificat sous serment devant un juge de paix ou l'inspecteur de la division minière. S. R. 1941, c. 196, a. 215.

That made by a constable shall be proved by a certificate, sworn to before a justice of the peace or the inspector of the mining division. R. S. 1941, c. 196, s. 215.

§ 6.—*De Vexécution des jugements*

§ 6.—*Execution of Judgments*

Empri- sonnement faute de paiement. 216. À défaut de paiement immédiat de l'amende et des frais, l'inspecteur peut, ou faire emprisonner immédiatement le défendeur, ou faire saisir et vendre ses meubles et effets pour les payer; et, si le défendeur n'a pas de meubles et effets ou si ses meubles et effets sont insuffisants, le faire emprisonner pour le temps fixé dans le jugement.

216. Failing immediate payment of a fine and costs, the inspector may either cause the defendant to be imprisoned at once, or cause the defendant's goods and chattels to be seized and sold to pay the same; and, if he have no goods and chattels or not sufficient goods and chattels, cause him to be imprisoned for the period mentioned in the judgment.

Libération.

Toutefois, le défendeur peut se libérer en tout temps, en payant l'amende et les frais. S. R. 1941, c. 196, a. 216.

Nevertheless the defendant may, at any time, obtain his discharge, by paying the fine and costs. R. S. 1941, c. 196, s. 216. ^{Discharge.}

Aucun appel.

217. Il n'y a aucun appel d'une condamnation ou d'un jugement de l'inspecteur, rendu en conformité des dispositions de la présente loi. S. R. 1941, c. 196, a. 217.

217. No appeal shall lie from any conviction by or judgment of the inspector in conformity with this act. R. S. 1941, c. 196, s. 217. ^{No appeal.}

SECTION XVI

DISPOSITIONS DIVERSES

§ 1.—*De l'emploi des droits, honoraires et amendes*

Fonds consolidé.

218. Tous les droits, honoraires et amendes, perçus sous l'empire de la présente loi, ainsi que le prix des concessions minières, à moins qu'il n'y soit autrement pourvu, font partie du fonds consolidé du revenu de la province. S. R. 1941, c. 196, a. 218.

218. Unless otherwise provided, all dues, fees and fines, collected under this act, as well as the price of mining concessions, shall form part of the consolidated revenue fund of the Province. R. S. 1941, c. 196, s. 218. ^{Consolidated revenue fund.}

Dépenses.

219. Toute proportion de ces droits, honoraires et amendes peut être appliquée, par le lieutenant-gouverneur en conseil, à l'acquittement des dépenses encourues pour mettre à exécution la présente loi. S. R. 1941, c. 196, a. 219.

219. Any proportion of such dues, fees and fines may be applied, by the Lieutenant-Governor in Council, towards meeting the expenses incurred in the carrying out of this act. R. S. 1941, c. 196, s. 219. ^{Expenses.}

Distribution des amendes.

220. Les amendes sont distribuées comme suit:

1° Si l'amende et les frais sont recouvrés en entier, après paiement des frais, la moitié de l'amende appartient au plaignant, et la balance est remise au ministre des finances;

2° Si l'amende et les frais n'ont pas été recouvrés en entier, le montant qui reste, après paiement des frais, est réparti suivant la proportion indiquée dans le paragraphe 1 du présent article. S. R. 1941, c. 196, a. 220.

220. Fines shall be applied as follows: ^{Application of fines.}

(1) If the fine and costs be recovered in full, one-half of the fine, after the costs are paid, shall belong to the complainant and the balance shall be paid to the Minister of Finance;

(2) If the fine and costs have not been recovered in full, then, after payment of costs, the balance shall be distributed in the proportion indicated in paragraph 1 of this section. R. S. 1941, c. 196, s. 220.

Répartition.

221. Cette répartition est faite par l'inspecteur de la division minière lui-même. S. R. 1941, c. 196, a. 221.

221. The aforesaid distribution shall be made by the inspector of the mining division himself. R. S. 1941, c. 196, s. 221. ^{Distribution.}

§ 2.—*Des explorations géologiques*

§ 2.—*Geological Explorations*

Service de géologie et minéralogie.

222. Dans le but d'aider et promouvoir le développement de l'industrie minière dans la province, il est loisible au

222. For the purpose of aiding and promoting the development of the mining industry in the Province, the Minister ^{Geological and mineralogical branch.}

ministre de créer, au service des mines, un organisme de géologie et minéralogie dont les fonctions seront de:

a) Faire des explorations et des études sur le terrain pour exécuter des levés géologiques et minéralogiques;

b) Publier des cartes et des rapports géologiques et minéralogiques pour rendre publics les résultats de ces travaux. S. R. 1941, c. 196, a. 222.

Arpen-
tages.

223. Il peut, en même temps, faire arpen-ter, limiter et borner des concessions minières dans les territoires non subdivisés, et, s'il le juge à propos, ordonner que chaque lot soit indiqué conformément à la présente loi. S. R. 1941, c. 196, a. 223.

§ 3.—*De la vente des terres et de la réserve de terrains miniers*

Ventes.

224. Les terres mises en vente par la couronne pour l'exploitation des mines en général, doivent être vendues conformément aux dispositions de la présente loi. S. R. 1941, c. 196, a. 224.

Ventes
pour
colonisa-
tion.

225. Aucune terre de la couronne faisant l'objet d'un claim minier ou d'un permis de mise en valeur ne peut être vendue pour fins de colonisation qu'aux conditions jugées raisonnables à la fois par le ministre des richesses naturelles et par le ministre de l'agriculture et de la colonisation. S. R. 1941, c. 196, a. 225.

§ 4.—*De l'évaluation municipale des biens miniers imposables*

Évalua-
tion des
terrains
miniers.

226. En faisant l'évaluation des biens imposables dans une municipalité où il existe des biens-fonds contenant des mines en exploitation, les estimateurs doivent évaluer ces biens-fonds sans égard à la plus-value provenant de l'existence des mines et minerais, des puits, excavations et tunnels, mais aucune telle propriété minière, même superficielle, ne peut cependant être soumise à l'impôt pendant les cinq premières années à compter de sa mise en exploitation, ou de la reprise des opérations après un arrêt de cinq années consécutives. S. R. 1941, c. 196, a. 226.

Exemp-
tion.

may create, in the mines Branch, a geological and mineralogical body whose duties shall be:

(a) To make explorations in and study of the ground in order to draw up geological and mineralogical surveys;

(b) To publish geological and mineralogical maps and reports in order to make public the results of such work. R. S. 1941, c. 196, s. 222.

223. He may, at the same time, cause Surveys. to be surveyed, and boundaries and limits to be set to mining concessions, in localities which are not yet subdivided, and, in his discretion, cause each lot to be marked out in accordance with this act. R. S. 1941, c. 196, s. 223.

§ 3.—*Sale of Lands, and Reserves of Mining Lands*

224. Lands sold by the Crown for the Sales. working of mines in general shall be sold in conformity with this act. R. S. 1941, c. 196, s. 224.

225. No Crown lands which form the Coloniza-
tion sales. object of a mining claim or of a development license may be sold for colonization purposes except upon the conditions deemed reasonable by both the Minister of Natural Resources and the Minister of Agriculture and Colonization. R. S. 1941, c. 196, s. 225.

§ 4.—*Municipal Valuation of Taxable Mining Property*

226. In valuing taxable property in a Valua-
tion of mining
property. municipality where there is land containing mines which are being worked, the assessors shall value such real estate without regard to the increased value caused by the existence of mines or minerals, wells, excavations or tunnels, but no such mining property, even if on the surface, may, however, be subject to taxation Exemp-
tion. during the first five years from the commencement of such working or from the resumption of operations after a discontinuance of five consecutive years. R. S. 1941, c. 196, s. 226.

§ 5.—*Des règlements du lieutenant-gouverneur en conseil*

Règle-
ments.

227. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire tout règlement qu'il juge nécessaire ou convenable:

1° Pour diminuer ou augmenter l'étendue des terrains pour lesquels les permis de mise en valeur sont accordés en vertu de la présente loi, ou en changer la configuration;

2° Pour réserver les terrains trouvés riches en mines et minerais ou les retirer temporairement de la vente;

3° Pour classer dans l'une des deux catégories du paragraphe 12 de l'article 4, tels minerais et minéraux qui n'y sont pas spécialement dénommés, ou changer de catégorie ceux qui y sont indiqués;

4° Pour l'ouverture, la construction, l'entretien et l'usage de fossés, aqueducs ou conduits, à travers ou sur les concessions minières ou les terrains sous permis de mise en valeur, dans le but de faciliter le transport et le passage de l'eau pour des fins minières;

5° Pour ériger en division minière toute partie de la province qu'il juge à propos; agrandir ou diminuer telle division, ou l'abolir lorsqu'il le juge nécessaire;

6° Pour établir et entretenir des routes à travers les divisions minières, et généralement pour exécuter plus efficacement les dispositions de la présente loi;

7° Pour réserver et soustraire au piquetage les terrains qui, dans son opinion, peuvent être requis ou nécessaires pour l'établissement et la construction d'ateliers de préparation, d'usines ou raffineries, pour la construction de chemins de fer, ou tramways, ou pour le développement de forces hydrauliques ou pour toutes autres fins;

8° Pour déterminer ou modifier la procédure à suivre devant le commissaire des mines;

9° Pour la recherche, l'exploitation, la conservation et l'usage économique du gaz naturel combustible et de l'huile minérale ou naphte;

10° Pour prescrire les instructions que les arpenteurs géomètres doivent recevoir et qu'ils doivent suivre dans l'arpentage

§ 5.—*Regulations by the Lieutenant-Governor in Council*

227. The Lieutenant-Governor in Council may make any regulations which he may deem necessary or expedient: ^{Regulations.}

(1) For diminishing or increasing the size of lots for which development licenses are granted under this act, or for altering the shape thereof;

(2) For reserving lands found to be rich in mines and minerals, or for withdrawing them temporarily from sale;

(3) For classifying, in one of the two categories of paragraph 12 of section 4, such ores and minerals as are not therein specially named, or for changing the category of those already therein named;

(4) For the opening, construction, maintenance and use of the shafts, conduits or sluices, through or upon claims or mining concessions, or on lands under development license, to facilitate the carriage and passage of water for mining purposes;

(5) For erecting into mining divisions any parts of the Province which he may deem proper, for enlarging or diminishing such divisions, or for abolishing them whenever he may deem necessary;

(6) For establishing and maintaining roads through mining divisions, and generally for the better carrying out of the provisions of this act;

(7) For reserving and restraining the staking out of any land which, in his opinion, may be required or necessary for the establishment and erection of smelters, mills or refineries, for the construction of railways or tramways, or for the development of water-powers or for any other purpose;

(8) For determining or changing the procedure to be followed before the Mining Commissioner;

(9) For explorations and operations for combustible natural gas and mineral oil or naphtha and for the conservation and the economic use thereof;

(10) For prescribing the instructions which the land surveyors must receive and must follow in the surveying of any claim,

d'un claim, d'un terrain sous permis de mise en valeur ou d'une concession minière;

11° Pour évaluer le nombre de journées qui peut être alloué pour le travail de tout ouvrier préposé au fonctionnement d'appareils mus par force motrice et utilisés dans l'exécution de travaux de déblaiement conformément aux dispositions de la présente loi;

12° Pour permettre, dans les endroits dénudés et sans arbres, le jalonnement aux coins de chaque claim, au moyen de marques différentes des marques prescrites par l'article 60.

Publication.

Ces règlements, après avoir été publiés dans la *Gazette officielle de Québec*, ont force de loi. S. R. 1941, c. 196, a. 227; 13 Geo. VI, c. 57, a. 11; 15-16 Geo. VI, c. 49 a. 1.

Nouveau-Québec.

228. Nonobstant toute disposition législative au contraire, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre des richesses naturelles, d'accorder à une compagnie, société ou corporation formée ou constituée en vertu des lois de la Province des permis de recherche minière et de donner à bail pour un terme n'excédant pas vingt ans l'exploitation de toutes les substances minérales dans le territoire du Nouveau-Québec. Il peut à cette fin déterminer la superficie, la durée telle que ci-dessus déterminée, les termes, les conditions et les restrictions de ces permis et baux, ainsi que de leur émission et de leurs renouvellements.

Gaz naturel, etc.

Les dispositions du présent article s'appliquent aussi au gaz naturel combustible, au sel, au charbon et à l'huile minérale ou naphthé ainsi qu'aux placers aurifères dans toute l'étendue de la province. S. R. 1941, c. 196, a. 228; 9 Geo. VI, c. 54, a. 1.

any land under development license or any mining concession;

(11) For establishing the number of days which may be allowed for the work of any laborer operating mechanical apparatus driven by motive power and used for the execution of clearing work in accordance with the provisions of this act;

(12) For permitting, in denuded and treeless places, the staking of the corners of each claim, by means of marks different from those prescribed by section 60.

All such regulations, after being published in the *Quebec Official Gazette*, shall have force of law. R. S. 1941, c. 196, s. 227; 13 Geo. VI, c. 57 s. 11; 15-16 Geo. VI, c. 49, s. 1.

Publication.

228. Notwithstanding any legislative provision to the contrary, the Lieutenant-Governor in Council, on the recommendation of the Minister of Natural Resources, may grant to a company, firm or corporation formed or incorporated under the laws of the Province mineral exploration licenses and leases for a term of not more than twenty years for the mining of all minerals in the territory of New Quebec. For such purpose he may determine the area, duration as determined above, terms, conditions and restrictions of such licenses and leases and the issue and renewal thereof.

New Quebec.

The provisions of this section shall apply also to combustible natural gas, to salt, coal, and mineral oil or naphtha, as well as to gold placers, throughout the Province. R. S. 1941, c. 196, s. 228; 9 Geo. VI, c. 54, s. 1.

Natural gas, etc.

SECTION XVII

DISPOSITIONS FINALES

Rapport annuel.

229. Le ministre doit soumettre, avec son rapport annuel à la Législature, un état concernant les mines de cette province. S. R. 1941, c. 196, a. 229.

DIVISION XVII

FINAL PROVISIONS

229. The Minister shall submit, with his annual return to the Legislature, a statement respecting mines in this Province. R. S. 1941, c. 196, s. 229.

Annual report.

Formu-
les.

230. Pour les fins des poursuites intentées en vertu de la présente loi, les formules 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 14 de la présente loi ou toutes autres formules ayant le même effet, peuvent être employées chaque fois qu'elles sont jugées nécessaires. S. R. 1941, c. 196, a. 230.

230. For the purposes of any action or prosecution instituted under this act, forms 8, 9, 10, 11, 12, 13 and 14 of this act, or any other forms to the same effect, may be employed whenever deemed necessary. R. S. 1941, c. 196, s. 230.

FORMULES

1.—(Article 54)

Certificat de mineur

Service des mines

Les présentes font foi que
A.B.

de

Nom., sur paiement,
effectué entre nos mains,
de la somme de \$10, est
autorisé à prospecter jus-
qu'au premier jour de jan-
vier prochain sur toutes
les terres arpentées ou non
Signature..... arpentées faisant partie du
domaine public, ou appar-
tenant aux particuliers, sur
Date. lesquelles les droits de mi-
ne n'ont pas déjà été alié-
nés ou mis sous permis
d'aucune sorte ou en réser-
ve.

Ce certificat n'est pas
transférable.

Le ministre des richesses
naturelles.

A.B.

Daté à
ce jour ,
de 19 .

(Contresigné.)

FORMS

1.—(Section 54)

Miner's Certificate

Bureau of Mines

These presents certify
that A.B.

of

Name....., on payment
to us of the sum of \$10,
is authorized to prospect
until the first day of
Address..... January next upon any
surveyed or unsurveyed
lands forming part of the
Signature..... public domain or belong-
ing to private persons,
the mining rights upon
Date..... which have not already
been alienated or made
subject to a license of
any kind or to a re-
serve.

This certificate is not
transferable.

A. B.
Minister of Natural Re-
sources.

Dated at
this day ,
of , 19 .

(Countersigned.)

S. R. 1941, c. 196, formule 1; 6 Geo. VI, c. 55, a. 4.

R. S. 1941, c. 196, Form 1; 6 Geo. VI, c. 55, s. 4.

2.—(Article 78)

Permis de mise en valeur minière sur les terres des particuliers ou le droit de mine appartient à la couronne

Province de
Québec.

Division minière de

E. F., ayant payé un honoraire de dix dollars et une rente annuelle de dollars, pour acres, est par le présent autorisé à mettre en valeur {indiquer l'espèce de minerai) durant douze mois, à compter du jour du mois de 19 , sur la terre de {nommer le particulier et désigner le terrain) dans cette division, sujet aux conditions et restrictions imposées par la Loi des mines et aux règlements faits sous l'autorité de cette même loi.

Daté à , ce jour
de 19 .

Le ministre des richesses
naturelles.
A. B.

S. R. 1941, c. 196, formule 2; 6 Geo. VI, c. 55, a. 4.

2.—(Section 78)

Private Lands' Development License, where the Mining Rights belong to the Crown

Province of
Quebec. }

Mining Division of

E. F., having paid a fee of ten dollars and an annual rent of dollars for acres, is hereby authorized to do development work for (here indicate what mineral), during twelve months from the day of the month of 19 , upon the lands of (here give the name of the private owner and describe the land) in this division, subject to the conditions and restrictions set forth in the Mining Act and the regulations made under the authority of the said act.

Dated at , this day
of , 19 .

Minister of Natural
Resources.
A. B.

R. S. 1941, c. 196, Form 2; 6 Geo. VI, c. 55, s. 4.

3.—(Article 78)

Permis de mise en valeur minière sur les terres publiques

Province de
Québec.

Division minière de

E. F., ayant payé un honoraire de dix dollars, et une rente annuelle de dollars, pour acres, est par le présent autorisé à mettre en valeur (indiquer l'espèce de minerai), durant douze mois, à compter du jour du mois de 19 , sur (désigner le terrain), dans cette division, sujet à toutes les conditions et restrictions

3.—(Section 78)

Public Lands' Development License

Province of
Quebec. }

Mining Division of

E. F., having paid a fee of ten dollars and a rent of dollars for acres, is hereby authorized to do development work for (here indicate what mineral), during twelve months from the day of the month of 19 , upon (describe the lands) in this division, subject to all the conditions and restrictions set forth

imposées par la Loi des mines et aux règlements faits sous l'autorité de cette même loi. in the Mining Act, and to the regulations made under the authority of the said act.

Daté à , ce jour Dated at , this day
de 19 . of , 19 .

Le ministre des richesses
naturelles.
A. B.

Minister of Natural
Resources.
A. B.

S. R. 1941, c. 196, formule 3; 6 Geo. VI, c. 55, a. 4.

R. S. 1941, c. 196, Form 3; 6 Geo. VI, c. 55, s. 4.

4.—(Article 89)

Avis pour mise en valeur sur la terre d'un particulier, en vertu d'un permis accordé conformément au paragraphe 1 de l'article 78

Province de , Division minière de
Québec.

Je (ou nous, suivant le cas), résidant dans le comté de , dans le district de , (ou ayant fait élection de domicile à) dans

la division minière de
vous donne avis par le présent:

1° Que je suis porteur d'un permis de mise en valeur pour (*indiquer l'espèce de minerais*) sur votre terre (*description*), et que j'ai l'intention d'y mettre en valeur ledit minerais;

2° Que je suis prêt à faire avec vous, à l'amiable, tous les arrangements possibles pour me permettre telle mise en valeur.

En conséquence, vous voudrez bien, dans un mois de la signification du présent avis, prendre avec moi des arrangements à l'amiable comme susdit.

CD.,

requérant.

(Contresigné.)

L'inspecteur de la division minière de

A. B.

S. R. 1941, c. 196, formule 4.

4.—(Section 89)

Notice to development work upon Private Lands under a License granted in accordance with paragraph 1 of section 78

Province of } Mining Division of
Quebec.

I (or we, as the case may be) residing in the county of , in the district of , (or having made election of domicile at) in the Development Division of hereby give you notice:

(1) That I hold a development license to do development work for (*here indicate the mineral*) on your land (*description*) and that I intend to do development work thereon for the said mineral;

(2) That I am ready to enter into a friendly arrangement with you to enable me so to do development work.

Therefore, within one month from the service of this notice, be good enough to come to a friendly understanding with me as aforesaid.

C. D.,

Applicant.

(Countersigned.)

Inspector of Mining Division of

A. B.

R. S. 1941, c. 196, Form 4.

5.—(Article 89)

Avis donné par un propriétaire de droits de mine sur la terre d'un particulier, pour mettre en valeur une mine

Province de
Québec.

Division minière de

Je (ou nous, suivant le cas), résidant dans le comté de , dans le district de , {ou ayant fait élection de domicile à }, dans la division minière de , vous donne avis par le présent :

1° Que je suis propriétaire (ou aux droits du propriétaire) des droits de mine (indiquer l'espèce) sur votre terre (description) et que j'ai l'intention d'y mettre en valeur (indiquer l'espèce de minéral) ;

2° Que je suis prêt à faire avec vous, à l'amiable, tous les arrangements possibles pour me permettre telle mise en valeur.

En conséquence, vous voudrez bien, dans un mois de la signification du présent avis, prendre avec moi des arrangements à l'amiable comme susdit.

C. D.,

requérant.

(Contresigné.)

L'inspecteur de la division minière de ,

A. B.

S. R. 1941, c. 196, formule 5.

5.—(Section 89)

Notice given by an Owner of Mining Rights upon Private Lands to do Development Work

Province of
Quebec. }

Mining Division of

I (or we, as the case may be) residing in the county of in the district of (or having made election of domicile at) in the Mining Division of hereby give you notice:

(1) That I am the owner (or hold the rights of the owner) of the mining rights (indicate the kind thereof) on your land, (description) and that I intend to do development work thereon for (here indicate the mineral);

(2) That I am ready to enter into a friendly arrangement with you to enable me so to do development work.

Therefore, within one month from the service of this notice, be good enough to come to a friendly understanding with me as aforesaid.

C. D.,

Applicant.

(Countersigned.)

Inspector of Mining Division of ,

A. B.

R. S. 1941, c. 196, Form 5.

6.—(Articles 91, 92)

Avis donné, si le particulier est absent de la province, ou refuse de s'arranger à l'amiable

Province de
Québec.

Division minière de

Attendu qu'il est établi par le rapport de signification fait par

6.—(Sections 91, 92)

Notice, if the private Person is absent from this Province or refuses to come to an Agreement

Province of
Quebec. }

Mining Division of

Whereas it appears, by the return of service made by ,

huissier de la Cour supérieure (*ou* par le certificat de signification fait par , constable de la division minière de , *suivant le cas*), le jour du mois de mil neuf cent , que le propriétaire de la terre sise et située dans le rang de , (paroisse *ou* canton) dans le comté de , district de , laquelle terre est bornée par , est absent de la province (*ou* est inconnu, *ou* a refusé de prendre des arrangements à l'amiable avec le requérant).

Avis est par le présent donné par le (*ou* les, *suivant le cas*) soussigné, de la paroisse de , comté de , dans le district de , (*ou* ayant choisi son domicile à) :

1° Qu'il a l'intention de mettre en valeur (*indiquer l'espèce de minéral*) sur la terre ci-dessus décrite;

2° Qu'il est prêt à payer la somme de ou une rente de ou, si la présente offre n'est pas acceptée, la somme ou rente jugée nécessaire comme compensation pour telle terre, ou dommages, d'après un arbitrage fait conformément à la loi;

3° Que le nom de son arbitre, si son offre n'est pas acceptée, est , de la paroisse de , comté de , dans le district de ;

(*Si le propriétaire est connu et présent et que l'avis doit lui être signifié*)

En conséquence, ledit (nom du propriétaire) devra répondre aux présentes dans les dix jours de leur signification, et faire connaître au soussigné qu'il accepte ou refuse la présente offre, et s'il la refuse, le nom de son arbitre, et, dans le cas où ledit ne répondrait pas dans le délai ci-dessus mentionné, le soussigné s'adressera à l'inspecteur de la division minière pour obtenir la nomination d'un arbitre unique, qui sera chargé de fixer la compensation à payer.

bailliff of the Superior Court (*or* by the certificate of service made by , constable for the Mining Division of , *as the case may be*), on the day of the month of , one thousand nine hundred , that the proprietor of the lot situate and being in the range of (parish *or* township) in the county of , district of , which lot is bounded by , is absent from the Province (*or* is unknown, *or* has refused to come to an agreement with the petitioner).

Notice is hereby given by the undersigned, of the parish of , county of , district of , (*or* having elected his domicile at), that:

(1) He intends to do development work for (*here indicate the mineral*) on the above described lot;

(2) He is prepared to pay the sum of or a rent of or, if this offer be not accepted, the sum or rent deemed necessary as compensation for such lot or damages assessed by arbitration according to law;

(3) The name of his arbitrator, if his offer be not accepted, is , of the parish of , county of , in the district of ;

(*If the proprietor be known and present, and if the notice is to be served upon him*)

Therefore, the said (name of the proprietor) shall answer to the said notice within ten days of the service thereof upon him, and shall inform the undersigned of his acceptance or refusal of the present offer, and, if he refuse, the name of the arbitrator, and in case the said should not answer within the above mentioned delay, the undersigned shall ask the inspector for the mining division to appoint a sole arbitrator, who shall have charge of determining the compensation to be paid.

(Si le propriétaire est absent de la province, ou si son nom est inconnu et que le premier avis n'a pu lui être signifié)

(If the proprietor be absent from the Province, or if his name be unknown, and the first notice could not be served upon him)

En conséquence, ledit propriétaire *{insérer son nom, s'il est connu}* est appelé à donner avis au soussigné, dans les huit jours après la dernière publication du présent avis dans les journaux conformément à la loi, qu'il accepte ou refuse la présente offre, et, s'il la refuse, indiquer le nom de son arbitre, et, dans le cas où il ne répondrait pas dans le délai ci-dessus mentionné, le soussigné s'adressera à l'inspecteur de la division minière pour obtenir la nomination d'un arbitre unique qui sera chargé de fixer la compensation à payer.

Therefore, the said proprietor, *(insert name, if known)* is called upon to give notice to the undersigned within eight days from the last insertion of the present notice in the newspapers, according to law, of his acceptance or refusal of the present offer, and if he refuse, of the name of his arbitrator, and in case he should not answer within the above mentioned delay, the undersigned shall ask the inspector for the mining division to appoint a sole arbitrator, who shall have charge of determining the compensation to be paid.

C. D.

C. D.

requérant.

Applicant.

*(Contresigné.)**(Countersigned.)*

L'inspecteur de la division minière de , Inspector of the Mining Division of ,

A. B.

A. B.

S. R. 1941, c. 196, formule 6.

R. S. 1941, c. 196, form 6.

7.—(Article 93)

7.—(Section 93)

Réponse d'un particulier aux avis d'un requérant demandant le droit de mise en valeur minière sur sa terre

Answer by a Private Person to a Notice requiring the Right to do development work on his Lands

Province de
Québec.

Division minière de

Province of
Quebec. }

Mining Division of

Je *(ou nous, suivant le cas)*, en réponse à votre avis, en date du jour du mois de 19 , déclare vouloir prendre des arrangements à l'amiable au sujet de la mise en valeur minière que vous voulez faire sur ma terre *(ou, si le particulier nomme un arbitre,)* que j'ai nommé M. , de la paroisse de , dans le comté de , district de , pour agir comme arbitre, dans l'arbitrage que vous demandez.

I *(or we, as the case may be)* in answer to your notice dated the day of the month of , 19 , declare that I desire to enter into an amicable arrangement with you respecting the development operations which you wish to carry on upon my land *(or if the private person is bound to name an arbitrator)* that I have appointed , of the parish of , in the county of district of , to act as my arbitrator in the arbitration required by you.

Daté à , ce jour Dated at , this
du mois de 19 . day of the month of , 19 .
E. F. E. F.
propriétaire. Owner.

(Contresigné.)

(Countersigned.)

L'inspecteur de la division minière de , A. B.
A. B. Inspector of the Mining Division of ,
S. R. 1941, c. 196, formule 7. R. S. 1941, c. 196, Form 7.

8.—(Article 230)

8.—(Section 230)

Déclaration

Declaration

Province of
Québec.Province of }
Quebec. }Devant , inspecteur de
la division minière de .Before , Inspector of the Mining
Division of .

Je soussigné, de la paroisse de ,
district de ,
plaignant, poursuis M. ,
de la paroisse de ,
district de , pour (décrire
l'infraction ou les raisons de la poursuite),
laquelle infraction a été commise contrairement à la Loi des mines.

I, the undersigned , of the parish
of , district of , complainant,
sue of the parish of , district
of , for (state the offence or the
reasons of the suit), which offence was
committed contrary to the Mining Act.

En conséquence, je demande jugement
conformément à la loi, avec les frais.Wherefore, I pray judgment, pursuant
to law, with costs.Daté à , ce
jour du mois de 19 .Dated at , this
month of , 19 . day of theC. D.
plaignant.C. D.
Complainant.

S. R. 1941, c. 196, formule 8.

R. S. 1941, c. 196, Form 8.

9— (Article 230)

9.—(Section 230)

Ordre de l'inspecteur annexé à la
susdite déclaration

Summons

À. M.

To

, défendeur.
En conséquence de la déclaration ci-, Defendant.
In consequence of the above declara-

dessus, il vous est ordonné par les présentes, de comparaître devant moi à _____, le _____ jour du mois de _____, 19____, à _____ heures du matin (ou de l'après-midi), pour répondre à la poursuite intentée contre vous, autrement vous serez condamné par défaut.

Donné à _____, ce _____ jour du mois de _____, 19____.

L'inspecteur de la division minière de _____, A. B.

N. B.— *La déclaration et la sommation ci-dessus peuvent être modifiées de manière à les appliquer aux autres actions ordinaires intentées en vertu de la présente loi.*

S. R. 1941, c. 196, formule 9.

tion, you are hereby ordered to appear before me at _____, the _____ day of the month of _____, 19____, at _____ o'clock of the _____ noon, to answer the suit brought against you, otherwise you will be condemned by default.

Given at _____, this _____ day of the month of _____, 19____.

A. B. Inspector of the Mining Division of _____.

N. B.— *This declaration and summons may be altered so as to apply to other ordinary suits brought in virtue of this act.*

R. S. 1941, c. 196, Form 9.

10.—(Article 230)

Certificat de signification de sommation

(*Si la signification est faite par un huissier*)

Je, soussigné, _____, certifie sous mon serment d'office, que le _____ jour du mois de _____, mil neuf cent _____, j'ai signifié la présente sommation et déclaration à {*nom du défendeur*}, dans la paroisse de _____, district de _____, à _____ heures du matin (ou de l'après-midi), en laissant une vraie copie certifiée des présentes, en parlant à _____.

Certifié à _____, ce _____ jour du mois de _____, 19____.

(*Si la signification est faite par un constable*)

Je, soussigné, _____, constable de la division minière de _____, étant dûment assermenté sur les saints Évangiles, certifie par les

10.—(Section 230)

Certificate of Service of Summons

(*if he is a bailiff,*)

I, the undersigned, _____, certify, under my oath of office, that, on the _____ day of the month of _____, one thousand nine hundred and _____, I served the present summons and declaration upon (*the name of defendant*), in the parish of _____, district of _____, at _____ hour of _____ noon, by leaving a certified true copy of these presents, speaking to _____.

Certified at _____, this _____ day of the month of _____, 19____.

(*If the service is made by a constable*)

I, the undersigned _____, constable of the Mining Division of _____, being duly sworn on the Holy Evangelists, certify by these presents, under the oath which I

présentes, sous le serment que je viens de prêter, que le (etc.) j'ai signifié (etc.) (comme ci-dessus). have just taken, that on (etc.) I served (etc.) (as above).

E. F.

E. F.

Assermenté devant moi, à _____, Sworn before me, at _____, this _____ day
ce _____ jour du _____ of the month of _____, 19 ____
mois de _____ 19 ____

G. H.,

G. H.,

Justice of the Peace.

juge de paix.

N. B.— Tout autre rapport de signification peut se dresser d'après les formules ci-dessus, en y apportant les changements nécessaires.

N. B.— Every other return of service may be made in the above form, with the alterations required.

S. R. 1941, c. 196, formule 10.

R. S. 1941, c. 196, Form 10.

11.—(Article 230)

11.—(Section 230)

Condamnation

Conviction

Province de
Québec.Province of
Quebec. }

Qu'il soit notoire que le _____
jour du mois de _____ 19 ____
à _____, district de _____
_____ M. (nom du
défendeur) a été condamné par moi _____,
inspecteur de la division minière de _____,
à raison de ce que ledit (défendeur) a _____
(mention des raisons de la condamnation),
et que je condamne ledit (défendeur) à _____
raison de telle _____, à _____
payer audit (poursuivant) la somme de _____
avec les frais.

Be it known that on the _____ day of
the month of _____, 19 ____ at _____, in the
district of _____, (name of the defendant)
was condemned by me, _____, In-
spector of the Mining Division of _____,
for that he the said (defendant) did (state
the reasons for conviction), and that I do
condemn the said (defendant) for such
to pay to the said (prosecutor) the sum of _____
and costs.

Donné sous mes seing et sceau à _____,
ce _____ jour du mois _____
de _____ 19 ____

Given under my hand and seal at _____,
this _____ day of the month of _____, 19 ____

(L. S.)
L'inspecteur de la division minière de _____,
A. B.

[L. S.] A. B.
Inspector of the Mining Division of _____

N. B.— La copie qui doit être donnée au défendeur ou laissée chez lui doit être une copie certifiée conforme par l'inspecteur.

N. B.— The copy to be given to the defendant or left at his domicile shall be a true copy, certified by the inspector.

S. R. 1941, c. 196, formule 11.

R. S. 1941, c. 196, Form 11.

12.—(Article 230)

Mandat de saisie-exécution

Province de
Québec.

(*Nom de l'inspecteur*), juge de paix de la
division minière de .

À tout huissier ou constable, dans et
pour la division minière de .

Attendu que le . jour
du mois de 19
à ., M. (*nom du dé-
fendeur*) de ., a été
condamné par moi, pour avoir (*raison de
la condamnation*) à la poursuite de
. , à payer la somme de
. , et les frais;

En conséquence, il vous est ordonné
par le présent, vous et chacun de vous, de
saisir et de prendre les biens meubles et
effets mobiliers du . ,
partout où vous les trouverez dans ce dis-
trict, pour satisfaire au jugement, et de
prélever sur la vente desdits biens la som-
me de ., en sus des frais
de saisie et vente et vous m'en ferez un
rapport certifié, et n'y manquez pas.

Donné sous mes seing et sceau à . ,
ce . jour du mois
de 19 .

(L. S.)

L'inspecteur de la division minière de . ,
A. B.

S. R. 1941, c. 196, formule 12.

12.—(Section 230)

Distress Warrant

Province of }
Quebec. }

(*Name of Inspector*) Justice of the Peace
for the Mining Division of .

To all and every the bailiffs or con-
stables in and for the Mining Division of .

Whereas, on . day of the month of
. , 19 ., at ., (*name of the
defendant*) of ., was condemned by
me, for having (*reasons of the conviction*),
at the suit of ., to pay the sum of
and the costs;

Wherefore you, and each of you, are
hereby ordered to seize and attach the
goods and chattels of ., wherever you
may find the same within this district, to
satisfy the judgment, and levy, on the sale
thereof, the sum of . over and above
the costs of seizure and sale; and you shall
make a certified return thereof to me.

Herein fail not.

Given under my hand and seal, at . ,
this . day of the month of ., 19 .

[L. S.]

A. B.

Inspector of the Mining Division of .

R. S. 1941, c. 196, Form 12.

13.—(Article 230)

*Ordre d'emprisonnement à défaut de meubles
dans les cas de pénalités*

Province de
Québec.

A. B., inspecteur de la division minière
de .

13.—(Section 230)

*Warrant for Imprisonment in default of
Goods and Chattels, in cases of Penalties*

Province of }
Quebec. }

A. B., Inspector of the Mining Division
of .

À tout huissier ou constable de la division, minière de _____ et au gardien de la prison commune du district de _____.

Attendu que le _____ jour de _____, 19____, M. _____, de _____, a été condamné par moi, pour avoir {raison de la condamnation), à payer la somme de _____ et les frais;

Attendu qu'une saisie-exécution a été émise par moi, le _____ jour du mois de _____ 19____;

Et attendu que le rapport à moi fait par _____, huissier (ou constable) en date du _____ jour du mois de _____ 19____, établit que le défendeur n'avait pas de meubles (ou pas de meubles suffisants, suivant le cas) pour satisfaire au jugement rendu contre lui;

À ces causes, je vous commande, par les présentes, d'arrêter ledit M.

et de le conduire à la prison commune du district de _____, et là, le livrer entre les mains du gardien de ladite prison, en même temps que le présent mandat; et je vous commande, vous ledit gardien, de recevoir ledit M.

sous votre garde et le tenir en prison durant _____, à compter du jour de son incarcération, à moins que ladite somme de _____ ne soit plus tôt payée à vous ledit gardien.

Et pour ce faire, que le présent mandat vous suffise.

Donné etc., (comme dans la formule 12).

S. R. 1941, c. 196, formule 13.

14.—(Article 230)

Mandat d'emprisonnement, sans l'émission d'un mandat de saisie dans les cas de pénalités

Province de
Québec.

A. B., inspecteur de la division minière de _____.

To all and every the bailiffs or constables of the Mining Division of _____ and to the Keeper of the common gaol of the district of _____.

Whereas on _____ day of the month of _____, 19____, at _____ (name of the defendant) of _____, was condemned by me, for having (reasons of conviction) to pay the sum of _____, and the costs;

Whereas a writ of execution was issued by me on the day of the month of _____, 19____;

And whereas, by the return to me made by _____ bailiff (or constable), dated the _____ day of the month of _____, 19____, the defendant had no moveable effects, (or as the case may be, not sufficient moveable effects) to satisfy the judgment rendered against him;

Therefore, I hereby command you to arrest the said _____, and to convey him to the common gaol of the district of _____, and there to deliver him to the keeper thereof, together with this warrant; and I command you, the said keeper, to receive the said _____ into your custody, and to keep him in prison during _____ dating from the day of his incarceration, unless the said sum of _____ be, before that time, paid to you the said keeper.

And, for your so doing, this shall be your sufficient warrant.

Given, etc., (as in Form 12).

R. S. 1941, c. 196, Form 13.

14.—(Section 230)

Warrant to imprison, without the issue of a Distress Warrant in cases of Penalties

Province of }
Quebec.

A. B., Inspector of the Mining Division of _____.

À tout huissier ou constable de la division minière de , et au gardien de la prison commune du district de

Attendu que, à , le jour du mois de mil neuf cent , M. de , district de , a été condamné par moi, pour avoir (*indiquer les raisons de la condamnation*), et que pour telles raisons il a été condamné à payer la somme de et les frais , et attendu que ledit M. a

négligé de payer ladite somme; A ces causes, je vous commande par les présentes d'arrêter ledit M. et de le conduire de suite à la prison commune du district de et de le livrer entre les mains du gardien de ladite prison; et vous, ledit gardien, de tenir ledit M. enfermé pendant l'espace de , à compter du jour de son incarcération, à moins que ladite somme de et tous les frais d'emprisonnement ne soient plus tôt payés à vous ledit gardien.

Et pour ce faire, que le présent mandat vous suffise.

Donné etc., (*comme dans la formule 12*).

S. R. 1941, c. 196, formule 14.

To all and every the bailiffs or constables of the Mining Division of , and to the keeper of the common gaol of the District of

Whereas, at , on the day of the month of , one thousand nine hundred and , (*name of defendant*), of , district of , was condemned by me, for having (*state the reasons of conviction*) and that, for such reasons, he was sentenced to pay the sum of and the costs; and whereas the said has neglected to pay such sum;

Therefore, I hereby command you to arrest the said , and to convey him forthwith to the common gaol of the district of , and to deliver him to the keeper of the said gaol; and I command you, the said keeper, to imprison the said for the space of from the date of his incarceration, unless the said sum of and all the costs of imprisonment shall be sooner paid to you the said keeper.

And, for your so doing, this shall be your sufficient warrant.

Given, etc., (*as in Form 12*).

R. S. 1941, c. 196, Form 14.